

ESPAGNE: l'opposition domestiquée le gouvernement a l'initiative

p.4 et 5

Renault-Flins :

le recul
de la
CGT
aux élections
du C.E. p.20

lutte **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N°443-26 février 1977 - prix : 3F

**aide à la
sidérurgie**

Des milliards pour les maîtres de forges, le chômage pour les travailleurs.

**Carter écrit à Sakharov
Giscard boude Amalrik
l'impérialisme
et les
opposants soviétiques**
p.6 et 7

MUNICIPALES :

■ l'enjeu de
la bataille
à Paris

NOTRE DOSSIER PAGES 11 à 16

■ les candidatures
écologistes :
de la contestation
à l'apolitisme p.5

■ votez pour
les listes
" Pour le
socialisme,
le pouvoir aux
travailleurs " p.24

dans le monde

Pages 4 et 5 :

- Espagne : l'opposition domestiquée, le gouvernement à l'initiative.
- Le Parti Communiste Chilien dans l'attente d'un miracle.

Page 6 :

- La lettre de soutien de Carter à Sakharov.
- A Lille, conférence de presse de Pliouchtch.

Page 7 :

- Les libertés en URSS : une question qui n'a jamais préoccupé le chef de l'Etat français.
- Des gendarmes qui ne veulent pas jouer les espions.

en France

Page 8 :

- A propos de France-Soir : plus le mensonge est gros...

Page 9 :

- L'écologie : une impasse.
- Kanapa et Elleinstein.

Page 10 :

- Une enseignante renvoyée, en Normandie : bêtise épaisse.
- De la vérité des salaires à la vérité des profits.

extrême-gauche

Pages 17 et 18 :

- Lu avec intérêt.
- Leçons du passé : il y a cinq ans, l'assassinat de Pierre Overney.

entreprises

Page 19 :

- Les suites des réductions budgétaires de la SNCF.
- Attention, acroléine : danger de mort !
- Le chômage augmente, les heures supplémentaires aussi.

Page 20 :

- Renault-Flins : la CGT perd le contrôle du Comité d'entreprise.

dossier

PAGES 11 à 16 :

- La mairie de Paris : un enjeu politique.
- Dans les arènes politiques de Lutèce.
- La ville livrée au profit.
- Les révolutionnaires dans la campagne.

culture et loisirs

Page 21 :

- Films : Les révoltés de l'an 200 ; Maman Kusters s'en va au ciel ; René-la-Canne.

Pages 22-23 :

- Livres : Les dents du fauve, de M. Kellog ; Histoire du jazz et de la musique afro-américaine ; L'argent secret, d'André Campana ; Les truands du patronat, de M. Caille ; Le dossier Hersant.
- Théâtre : Guerre au 3^e étage, de Pavel Kohout.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :

Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

L'ACCORD DE LO AVEC LA LCR ET L'OCT SUR LES MUNICIPALES EST-IL LEGITIME ?

Camarades,
D'abord bravo pour le journal : il s'est amélioré de façon générale et il apporte toujours une foule de renseignements pour les militants d'extrême-gauche. (...)

Les rubriques « courrier des lecteurs », « Leçons du passé » ne sont plus régulières ; c'est dommage.

D'autre part, dans la rubrique « extrême-gauche », il faut souligner deux aspects : — lu avec intérêt — critique de ces organisations et débat permanent avec elles.

Remarque : même si Rouge est un interlocuteur privilégié, il n'y a pas que la LCR dans l'extrême-gauche. (...)

Le journal pendant quelque temps m'a paru se relâcher sur un point d'importance capitale : le compte rendu des luttes ouvrières.

J'espère que ce n'était qu'une impression (le numéro 438 me rassure un peu à ce sujet). N'abandonnez pas ce qui fait votre originalité. (...) D'autre part, le journal ne reflète pas assez les positions politiques de LO.

Ainsi un accord électoral a été signé entre vous la LCR et l'OCT. Ce qui en a été publié dans LO ne permet pas de s'en faire une idée précise. D'autre part, vous soulignez que cet accord ne supprime pas les divergences. C'est de nouveau énoncer une banalité. Ce qu'il fallait faire c'était, à côté de cet accord, expliquer, commenter, rappeler ces divergences et montrer comment malgré elles vous avez réussi à vous mettre d'accord.

A mon avis, cela clarifierait les positions de LO qui n'a pu, à mon sens, arriver à cet accord qu'en faisant des concessions graves. Comment intégrez-vous, ou non, le mot d'ordre de gouvernement PC-PS de la LCR dans cet accord ? Une autre question : quelle analyse sous-tend votre participation nouvelle aux municipales ?

C.P., Montpellier.

L'actualité nous oblige parfois à sacrifier le courrier des lecteurs, qui n'est d'ailleurs pas nécessairement fourni toutes les semaines.

Quant aux « leçons du passé », nous n'avons pas eu l'intention de l'abandonner définitivement mais devons tenir compte de l'urgence d'autres sujets d'actualité ou de l'intérêt variable des événements à commémorer.

Nous avons bien entendu la ferme intention de ne pas « relâcher » nos informations d'entreprises, mais nous ne pouvons bien entendu rendre compte que des luttes ouvrières qui ont lieu — et dont nos camarades ont une connaissance suffisante pour en rendre compte sérieusement.

Pour ce qui est des pages d'extrême-gauche, nous essayons de donner un panorama aussi large

que possible de ce qui se passe et s'écrit dans l'extrême-gauche. Mais nous avons volontairement choisi de ne pas en faire une rubrique polémique et tournée vers l'intérieur du mouvement trotskyste. Tu trouveras sans doute plus de choses du point de vue du débat direct avec tel ou tel courant d'extrême-gauche dans notre mensuel **Lutte de classe**.

En ce qui concerne l'accord électoral que nous avons passé avec les camarades de la LCR et de l'OCT, tu sais sans doute que, pour pouvoir se présenter aux municipales dans les grandes villes, il faut être à même de présenter des listes complètes de candidats dans chaque municipalité. Chacune des organisations révolutionnaires séparément n'aurait pas été à même de se présenter dans ces conditions. Aussi avions-nous le choix entre être absents de ces élections, ou mettre nos forces en commun pour présenter des listes communes. Or, même ce que nous avons à dire de ces élections pour dénoncer ne serait-ce que les illusions qu'elles engendrent auprès des travailleurs, nous pouvons plus le dire en y participant qu'en y renonçant. Ne vaut-il pas mieux dans ces conditions accepter de constituer des listes d'extrême-gauche communes ? Et penses-tu qu'il aurait été juste politiquement de refuser à tous ceux qui, en 1973 ou en 1974, avaient voté pour les révolutionnaires la possibilité de confirmer leur choix cette fois-ci, partout où nous avions la force de leur donner cette possibilité ?

Alors bien sûr, tu te poses peut-être la question de savoir si nos concessions n'ont pas été des compromissions politiques. Nous ne le pensons pas. Tout d'abord, toutes les « concessions » que nous avons faites dans le texte de la plate-forme d'accord concernent plus des problèmes de formulation que des divergences politiques de fond, ou simplement le fait que l'accent a été mis sur certains thèmes plus que nous ne l'aurions fait nous-mêmes. Ensuite tu n'as guère de raison de t'inquiéter pour savoir « comment nous avons intégré le mot d'ordre de gouvernement PC-PS de la LCR » dans notre accord, pour la bonne raison qu'il n'en est pas question dans cet accord. Nous avons suffisamment de choses en commun sur lesquelles nous mettre d'accord, pour ne pas renoncer à nos positions politiques fondamentales. Et nous ne pensons pas que de tels accords impliquent que les organisations participantes soient obligées pour autant à renoncer à ce qui fait leur originalité politique propre.

En réalité, nous pensons même pour notre part qu'il est regrettable que ce ne soit qu'à l'occasion d'élections que les organisations révolutionnaires soient actuellement capables de mettre leurs forces en commun. Et nous pensons que si ces dernières étaient véritablement conscientes des intérêts généraux du mouvement révolutionnaire prolétarien, leurs divergences respectives ne devraient pas les empêcher de mettre leurs

forces en commun pour des objectifs offrant des possibilités autrement plus importantes et plus durables à l'ensemble du mouvement révolutionnaire, telle l'élaboration d'une presse hebdomadaire ou quotidienne commune, par exemple... C'est d'ailleurs une politique que nous avons défendue en de multiples occasions dans le passé.

Ceci étant dit, nous reviendrons plus en détail sur les raisons de cet accord et sur ce qui nous différencie précisément des camarades de la LCR et de l'OCT, dans nos façons d'aborder non seulement de telles élections, mais surtout aussi dans notre attitude politique à l'égard de l'Union de la gauche, dans un prochain numéro de la **Lutte de classe**.

PIEDS GELES ET BRIMADES CHEZ LES CHASSEURS ALPINS

Camarades,

Appelés sous les drapeaux dans « l'élite » des chasseurs alpins, c'est-à-dire le 11^e bataillon de chasseurs alpins, stationné à Barcelonnette (Alpes de Haute-Provence), nous tenons à apporter à vos lecteurs le témoignage suivant :

Un de nos camarades a été puni de dix jours de prison parce qu'il a eu les pieds gelés.

Entre Noël et le Nouvel An, la 2^e compagnie partait en raid de deux jours en montagne. C'était la première sortie pour un grand nombre de chasseurs et le premier bivouac d'hiver dans la neige pour la quasi-majorité. (...)

Les cadres n'ont pas pris la peine de leur apprendre les précautions nécessaires connues de tout montagnard. Mais à Barcelonnette même (1.100 m d'altitude), la température atteignait cette nuit-là — 23°. On imagine ce qu'elle a dû être à 2.400 m. Au réveil, cinq de nos camarades avaient les pieds gelés. Pour le capitaine de la compagnie : « C'est bien fait, cela leur servira de leçon » (sic). Mais encore, au rassemblement qui suivit le raid, le capitaine menaçait de dix jours de « trou » tout homme qui aurait dorénavant les pieds gelés.

Effectivement, l'un de nos cinq camarades écopa de dix jours, et un sergent d'un avertissement. Les trois autres se firent alors, soit soigner à l'insu du capitaine, soit cachèrent leur état, ce qui ne pouvait que l'aggraver.

Depuis, brimades et imprudences en montagne n'ont cessé de se multiplier. Et cela ajouté à la fatigue accumulée durant les incessantes sorties en altitude. En conclusion à ce jour : quatre nouveaux cas de pieds gelés avoués ; de nombreuses pentes avalanches notoirement traversées ; des marches de nuit et en plein brouillard (on peut en imaginer les conséquences possibles en haute montagne).

Des chasseurs du 11^e BCA

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : prix 90 F.

pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE

pour une période de un an : prix 50 F.

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE

pour une période de un an : prix 10 F.

(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

Des milliards pour les maîtres de forge le chômage pour les travailleurs

LORSQUE Raymond Barre a présenté son plan, en septembre dernier, il a affirmé que son objectif prioritaire n'était pas le problème de l'emploi, mais celui de la lutte contre l'inflation.

Rien, depuis, n'a effectivement été fait pour réduire le chômage, et le nombre des sans-travail n'a cessé d'augmenter. Mais ce n'est évidemment pas pour autant que l'inflation a diminué. Et pour ceux qui auraient encore quelques illusions en ce domaine, les décisions arrêtées au dernier Conseil des ministres prouvent amplement que le but du gouvernement n'est pas de lutter contre l'inflation, mais d'aider les patrons à traverser la crise le mieux possible, quitte, pour cela, à multiplier les mesures inflationnistes.

Côté budget d'abord. A la fin de 1976, l'Assemblée nationale avait voté un budget pour 1977 équilibré. C'était du bluff, bien sûr, et il ne sera même pas besoin d'attendre la fin de l'année pour en avoir la certitude. Barre vient en effet d'annoncer que les députés auront à voter en avril une loi de finance rectificative, prévoyant un déficit de dix milliards pour 1977. Et ce n'est sans doute qu'un début !

Tout cela n'empêche pas nos gouvernants de nous annoncer sans rire que pour 1978, par contre, le budget serait en équilibre. Des fois, sait-on jamais qu'il y ait encore des gens suffisamment naïfs pour le croire !

Et ce ne sont pas les mesures prises cette semaine qui vont réduire ce déficit budgétaire. Trois milliards de prêt aux entreprises exportatrices. Deux milliards de crédit (chiffre probable) à la sidérurgie. Tout cela, bien sûr, au nom de la lutte contre la crise, mais en fait, quand on y regarde attentivement, pour remplir les coffres-forts des capitalistes avec de l'argent volé aux travailleurs, soit directement — par les impôts, soit indirectement — par le biais de l'inflation.

Le cas de la sidérurgie est particulièrement significatif. De quoi s'agit-il en effet ? De pouvoir produire plus, pour satisfaire des besoins ? Non, puisque la sidérurgie souffre elle aussi du manque de commandes lié à la crise. De créer des emplois nouveaux ? Non, puisque, au contraire, l'opération se soldera par la suppression de milliers d'emplois. Il s'agit en effet de moderniser la sidérurgie française, d'augmenter sa productivité sans augmenter sa production, c'est-à-dire — en clair — de faire faire le même travail par moins d'hommes.

Voilà très exactement l'aberration à laquelle ce système en arrive : alors qu'il y a officiellement plus

d'un million de chômeurs, l'Etat donne de l'argent aux maîtres de forges pour leur permettre de supprimer des dizaines de milliers d'emplois.

Cela ne changera rien au déroulement de la crise, car évidemment les concurrents de la sidérurgie française en feront autant pendant le même temps. Et la preuve en est que le problème de la modernisation de la sidérurgie est un serpent de mer qui réapparaît, immanquablement, tous les ans, ou presque. En 1966, l'Etat est déjà venu au secours des patrons de l'acier pour 2,8 milliards, en 1971-73 pour 2,6 et en 1976 pour 1,4. Sans que cela calme leur appétit, puisque c'est trois milliards qu'ils réclament aujourd'hui.

Il s'agit de prêts nous dit-on. Mais même s'ils sont remboursés un jour — ce qui n'est pas sûr — ils n'en contribueront pas moins à entretenir l'inflation. Et ils constituent d'autant plus un cadeau royal aux patrons que l'Etat parle de calculer les intérêts sur les bénéfices officiels qui sont nuls, bien entendu (quant aux bénéfices réels, c'est autre chose, si l'on en juge par les cris d'orfraie que poussent les patrons quand on leur parle de nationalisation). Et le résultat de l'opération, le seul, c'est que le capital des patrons de la sidérurgie va s'accroître, grâce à l'argent volé aux travailleurs, dont un certain nombre se retrouveront au chômage comme conséquence de cette brillante opération.

Il faut à nos gouvernants une bonne dose de cynisme pour prendre aussi ouvertement de l'argent dans les poches des travailleurs, afin de remplir les coffres-forts des patrons. Mais il est vrai qu'ils n'ont pas à se gêner, puisque depuis que le plan Barre a été lancé, les centrales ouvrières n'ont rien fait de sérieux pour organiser la riposte, mais ont au contraire tout fait pour l'émietter ; puisque les partis qui se réclament de la classe ouvrière ne se préoccupent que des prochaines élections, et de convaincre les patrons que s'ils viennent au pouvoir, ils ne s'en prendront pas à leurs bénéfices, mais défendront au contraire leurs intérêts aussi bien que la droite.

Le patronat et le gouvernement à son service mènent actuellement une offensive anti-ouvrière décidée. Mais nous n'aurons que ce que nous méritons si, devant ces attaques directes contre notre niveau de vie, nous ne faisons rien d'autre que compter sur les bulletins de vote, ceux de 1977 ou ceux de 1978, pour améliorer notre sort.

Si nous ne voulons pas payer les frais de la crise du système capitaliste, il s'agit de nous battre pour que ce soient les patrons qui paient !

Arlette LAGUILLER

Tout va très bien M^{me} la Barre... quise

Cela fait des semaines que le gouvernement nous rebat les oreilles avec son Premier ministre miracle, ce Barre qui, du moins on veut nous le faire croire, fait fléchir tout devant lui, y compris les indices.

Et cette fois encore, il a rameuté les journalistes au soir du jeudi 24 février pour annoncer tout faraud sur le perron de l'Elysée qu'en janvier de nouveau l'indice officiel des prix n'avait augmenté que de 0,3 %. 0,3%, en admettant que cela soit vrai, cela ne veut pas dire grand chose, surtout lorsque l'on sait que théorique-

ment un certain nombre de prix auraient dû baisser de 2 % à la suite de la réduction de la TVA décidée par le gouvernement pour le début janvier. De toute façon, les travailleurs et les travailleuses qui n'observent pas l'évolution des prix du peron du palais présidentiel ont une vision nettement différente des choses, une vision beaucoup moins optimiste.

Mais cela n'embarrasse guère Barre qui, de toute façon, présente depuis le début aux catégories laborieuses un

bilan truqué, des chiffres falsifiés. Et comme on est en période électorale, qu'il faut malgré tout laisser croire que le gouvernement est efficace, il n'hésite pas devant les trucs les plus éculés. Jouer sur la TVA en janvier de façon à faire baisser l'indice fin février, lorsqu'il y a des élections en mars, cela ne justifie sans doute pas le titre de premier économiste de France, mais cela mérite bien un accessit de roublardise politicienne.

J.P.V.



Une charge de police à Madrid.

Un mois après les attentats de Madrid, le calme est revenu en Espagne, et il est aujourd'hui manifeste que le pouvoir de Juan Carlos et de Suarez est sorti consolidé de cette épreuve. Cela est vrai non seulement parce que les événements de ces dernières semaines ont montré que la grande majorité du personnel politique de la bourgeoisie espagnole, des hauts fonctionnaires et du corps des officiers était favorable à la politique de « libéralisation contrôlée » menée depuis l'avènement de Juan Carlos, mais aussi parce que, par rapport à « l'opposition démocratique », l'initiative est plus que jamais dans le camp gouvernemental.

Il faut dire que cette opposition a tout fait pour cela. Pour le Parti Communiste en particulier, l'heure n'est plus aux grandes manifestations de masse du printemps 1976, à travers lesquelles il essayait de montrer à la bourgeoisie espagnole sa force et son influence. Quelles qu'elles soient les péripéties qui puissent encore le séparer de sa légalisation, le PCE sait que celle-ci est inscrite dans la politique juan-carliste, et sa seule préoccupation réelle est de préparer les prochaines élections.

Ce souci est d'ailleurs commun à tous les partis réformistes et il explique pourquoi, alors que la crise frappe durement les travailleurs espagnols, aucune organisation, parti ou syndicat ne se préoccupe de défendre un plan de lutte pour la classe ouvrière espagnole.

A la démobilisation qui ne peut que résulter de la

politique des partis et syndicats ouvriers, est venu s'ajouter le contrecoup des événements de la fin janvier : les attentats de l'extrême-droite, l'inquiétude qu'ils ont causée dans la population, et la politique d'allégeance de « l'opposition démocratique » au gouvernement à cette occasion. Tout cela a constitué un frein pour le développement des luttes revendicatives. Et après la fin de la grève de Roca, ouvertement torpillée par les syndicats ouvriers (en dehors de la CNT, anarchiste, qui a développé une certaine action de solidarité), il n'y a plus guère que la grève des maîtres-auxiliaires (qui représentent une proportion d'enseignants encore moins considérable qu'en France) comme grand mouvement revendicatif en cours.

Dans ces circonstances, le gouvernement a les mains libres. Suarez peut légaliser les différentes formations de la social-démocratie espagnole et renvoyer le cas du PCE devant le tribunal suprême. Il peut reculer sans cesse les négociations sur le problème des nationalités avec « l'opposition démocratique » et engager un processus de régionalisation de la Catalogne. Il est pour le moment maître du jeu et les organisations réformistes sont trop soucieuses de se montrer respectables et responsables aux yeux de la bourgeoisie pour contester sérieusement cela.

Mais ce jeu-là n'est pas celui de la classe ouvrière. Et il n'est pas dit qu'elle accepte toujours les règles.

François DUBURG

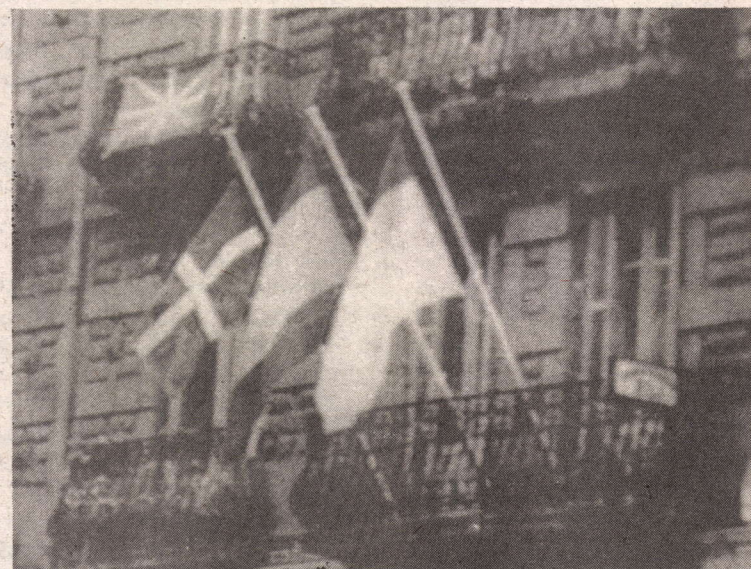
La création du Conseil général de Catalogne et le piège du nationalisme

Vendredi 18 février, le Conseil des ministres espagnol a décidé la création d'un Conseil général de Catalogne, formé par les présidents des députations provinciales de Barcelone, Gerone, Lerida et Taragone. Et la même note annonce « une étude en profondeur de la question régionale », devant conduire à « l'institutionnalisation, sur un pied d'égalité, de toutes les régions (...) leur assurant, dans leur diversité, un traitement sans aucun privilège ».

Cette décision n'est pas surprenante. Il y a des mois déjà qu'il est manifeste en Catalogne que le gouvernement est prêt à faire des concessions aux aspirations nationales catalanes. L'emploi du catalan s'y est généralisé dans le monde du commerce et de l'industrie, non du fait des seules organisations nationalistes, mais de celui des patrons, de la bourgeoisie catalane, et avec la bénédiction des autorités. Le catalan y est en passe de devenir deuxième langue officielle de la région, et cela ne pouvait que déboucher sur des mesures correspondantes sur le plan politique.

La décision que vient de prendre Suarez est d'autant plus significative d'un choix politique en ce domaine, qu'elle concerne la Catalogne, où le problème se pose à froid, et non le Pays Basque, où l'on pourrait se demander dans quelle mesure les concessions consenties seraient le fruit de la lutte des nationalistes de l'ETA. Tout se passe d'ailleurs comme si Suarez, en faisant des gestes en direction des Catalans, entendait démontrer face aux revendications nationalistes des minorités d'Espagne qu'il y a plus à gagner à attendre des réformes du gouvernement qu'à utiliser des méthodes radicales.

Il est bien évident cependant que le processus engagé en Ca-



Le drapeau basque apparaît aujourd'hui à côté du drapeau espagnol au fronton des bâtiments officiels à Saint-Sébastien après avoir été durant quarante ans illégal.

tagne ne pourra pas se limiter à cette région, que Suarez ne peut pas donner satisfaction à ceux qui revendiquent un retour au statut catalan de 1931 sans que se développent des revendications semblables dans d'autres régions de l'Espagne. Mais c'est justement un terrain sur lequel le gouvernement peut faire des concessions qui ne lui coûtent pas cher.

Et pour le gouvernement qui craint que la classe ouvrière mette à profit le processus actuel de libéralisation pour poser ses propres revendications, c'est en même temps un moyen de diversion et de division. La bourgeoisie espagnole a tout à gagner à ce que les travailleurs basques, catalans ou andalous revendiquent en tant que Basques, Catalans ou Andalous, plutôt qu'en tant que travailleurs. Elle a tout intérêt aussi à diviser la classe ouvrière espagnole et à opposer entre eux les travailleurs des minorités nationales et les Castillans, les im-

migrés de l'intérieur (en provenance des provinces pauvres du sud) et les travailleurs originaires des provinces industrialisées, même si cela doit l'amener à un Etat de type plus ou moins fédéral.

Dans cette tâche anti-ouvrière, elle est malheureusement aidée par toutes les formations bourgeoises et petites-bourgeoises, qu'elles se réclament de la gauche réformiste ou de l'extrême-gauche, qui font des revendications nationalistes leur cheval de bataille.

Les révolutionnaires ne peuvent bien sûr que défendre le droit des minorités nationales d'Espagne à décider elles-mêmes de leur sort. Mais aujourd'hui, en Espagne, leur premier devoir est plus que jamais de défendre un point de vue de classe, de combattre pour l'unité de la classe ouvrière d'Espagne et pour son indépendance politique face à tous les courants bourgeois et petits-bourgeois.

Jean VITTEAU.

Le Parti Communiste dans l'attente d'un miracle

La légalisation des partis ouvriers n'empêchera pas la répression de frapper les travailleurs



A l'extrême-droite de la photo, Federico Melchor, dirigeant du Parti Communiste d'Espagne, à l'entrée du ministère de l'Intérieur à Madrid, s'apprête à déposer les documents afin de faire enregistrer les statuts afin de pouvoir présenter des candidats aux élections prochaines.

Depuis le jeudi 17 février, sept partis politiques espagnols, dont les principaux courants de la social-démocratie, le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol et le Parti Socialiste Populaire, sont légalisés.

Le ministère de l'Intérieur a accepté comme conformes à la loi sur les associations de juin 1976

les statuts de ces partis. En revanche, la demande du PCE a été repoussée par le ministère et transmise à la Cour Suprême, qui doit donner sa réponse dans les trente jours.

La reconnaissance du PCE et de toute organisation se réclamant du communisme se heurte toujours à l'anti-communisme vi-

rent d'une partie de la droite et de l'armée. Et le gouvernement ne veut pas prendre sur lui la responsabilité de cette légalisation. C'est d'ailleurs pour cela qu'il a créé le Tribunal Suprême, laissant ainsi à la justice le soin de trancher. Quelle sera la décision de ce tribunal, nul ne peut l'affirmer dès à présent. Mais

bien que son existence ne soit toujours pas légale, le PCE peut prendre certaines initiatives, disposer d'une relative liberté de mouvements : Santiago Carillo a reçu un passeport provisoire lui permettant de se rendre à l'étranger, le sommet communiste Berlinguer-Marchais-Carillo est toujours prévu à Madrid et le PCE vient de publier les premières listes de candidats pour les futures législatives. On voit mal le gouvernement espagnol, à moins d'un changement d'orientation politique important, toujours possible, revenir sur sa position de tolérance vis-à-vis du PCE.

Le processus de légalisation des partis politiques engagé par Juan Carlos se poursuit donc au rythme décidé par le gouvernement et suivant la procédure qu'il a choisie... Mais pendant ce temps, dans la province de Leon, la Garde civile tire sur des paysans qui protestaient contre le manque de débouchés de leurs produits. Dimanche 20 février, dans un village de la province de Gerone, un jeune homme de 23 ans est abattu par la Garde civile. C'est cela, la vie quotidienne en Espagne. Et cela montre bien les limites de ces droits démocratiques octroyés d'en haut.

J.V.

Depuis que l'impérialisme américain, en la personne de Carter, a émis quelques réserves sur Pinochet, les espoirs d'un retour à un régime militaire moins répressif, se développent au sein des partis d'opposition chiliens.

Dans cette perspective, on les voit commencer à s'agiter.

La Démocratie Chrétienne, mise au rencart par le coup d'Etat de Pinochet, commence à regarder du côté des militaires pour voir s'il n'y aurait pas quelques arrangements possibles. « Il faudrait être ingénu pour croire que le problème chilien peut être résolu à l'intérieur des frontières du Chili, par les seuls civils, alors que, dans le reste de l'Amérique Latine, les militaires sont presque partout au pouvoir », déclarait récemment au correspondant du Monde un dirigeant démocrate-chrétien. Et il ajoutait : « Je ne suis pas l'ennemi des militaires, je suis l'ennemi de Pinochet ».

L'attitude de la Démocratie Chrétienne n'a rien de surprenant. Elle ne peut espérer revenir un jour au pouvoir dans la situation actuelle que si l'armée le lui permet. Elle n'a comme seule perspective que d'attendre un assouplissement de la politique du régime en place.

Les représentants du Parti Communiste Chilien n'ont pas une démarche tellement différente. Ils tendent la main à la Démocratie Chrétienne... et à l'armée. Luis Corvalan, analysant la chute d'Allende dans une interview accordée au Nouvel Observateur (interview qu'il a contestée, mais que l'on peut croire fidèle, sur ce point au moins, puisqu'elle correspond à toute la politique passée de son parti), expliquait : « Nous n'avons pas su intégrer l'armée au mouvement. (...) Nous n'avons pas su nous y prendre avec la Démocratie Chrétienne. Je crois qu'on connaît mal la Démocratie Chrétienne chilienne. Il existe là une bonne tradition démocratique ».

Cette politique, pour être réaffirmée, n'est pas nouvelle. C'est celle qui a mené à l'écrasement de la classe ouvrière chilienne. Et le Parti Communiste met tous ses espoirs de revenir sur la scène politique dans un assouplissement du régime, dans le cadre du bon vouloir de la bourgeoisie chilienne et de l'impérialisme américain, non seulement parce que la classe ouvrière chilienne mettra peut-être des années à se relever de la terrible saignée de 1973, mais parce que, le voudrait-il, que le PC chilien — qui se veut responsable aux yeux de la bourgeoisie — se refuserait à engager une lutte déterminée pour jeter bas la dictature. Pourtant, rien ne permet de dire aujourd'hui que les Etats-Unis ne se contenteront pas de mots, qu'ils envisagent vraiment de faire pression sur le régime chilien pour l'amener à se libéraliser quelque peu et que cette libéralisation permettrait au Parti Communiste de retrouver une existence légale. Rien ne permet de dire que Pinochet ne tiendra pas encore des années. Les militants ouvriers continuent d'être pourchassés, les opposants abattus. La Démocratie Chrétienne elle-même, seulement tolérée par Pinochet, voit son existence menacée... Mais les partis d'opposition commencent déjà à placer leurs pions !

Toute cette attitude aurait quelque chose de ridicule si le sort des travailleurs chiliens n'était en cause et si cette politique n'avait déjà coûté à la classe ouvrière des milliers et des milliers de morts.

Anne SEVILLE.

Roca Radiadores

LES LEÇONS D'UNE GRÈVE

Les travailleurs de Roca-Radiadores ont dû reprendre le travail le 11 février, sans être parvenus à obliger la direction à annuler les 42 licenciements qu'elle avait prononcés (celui qui était à l'origine du conflit et ceux qui avaient été signifiés au cours de la grève).

Ils venaient pourtant de remporter un succès moral, puisque le 29 janvier un jugement portant sur 35 de ces licenciements avait donné tort à la direction. Mais celle-ci avait fait appel. Et, même si elle est également condamnée devant cette instance, il lui restera la possibilité d'utiliser la nouvelle arme mise à la disposition des patrons par Suarez, la suspension de l'article 35 du Code du travail (l'article qui, sous Franco, interdisait les licenciements économiques).

La direction de Roca s'est cependant engagée à ne pas prononcer de nouveaux licenciements pour faits de grève. Mais seul l'avenir dira ce que vaut cette promesse car, quelques jours après la reprise, 180 travailleurs de Roca ont été mis à pied pour deux semaines, pour avoir participé à

une prise de parole.

Les travailleurs de Roca ont tenu tant qu'ils ont pu. Alors qu'ils avaient déjà mené une grève de 41 jours en mars 1976, ils n'ont cédé cette fois-ci qu'après plus de trois mois, parce que l'argent se faisait rare dans les familles. Et leur cohésion sera restée intacte jusqu'au bout : ils ont décidé de reprendre ensemble, en assemblée générale.

Au cours de ces trois mois de grève, les travailleurs de Roca ont dû affronter bien des difficultés. L'extrême-droite est intervenue activement contre eux, ses commandos s'en prenant au service d'ordre organisé par les grévistes pour protéger leurs militants les plus en vue. Dans la nuit du 2 février par exemple, une dizaine d'hommes masqués ont attaqué deux travailleurs qui surveillaient la maison d'un militant arrêté quatre jours auparavant et les ont tabassés jusqu'à ce que le bruit attire des renforts ouvriers. Et les fascistes se sont même permis d'envoyer ensuite des lettres de menace, disant que la prochaine fois, il y aurait des morts.

Mais, bien plus que les agressions de la police ou de l'extrême-droite, c'est l'attitude des organisations ouvrières (on ne peut même pas écrire encore « officielles ») qui a été déterminante, parce qu'elles ont pesé de tout leur poids pour maintenir la grève de Roca dans l'isolement. Par exemple, la veille du jugement du 29 janvier, les Commissions Ouvrières du Bas-Llobregat (la région où se trouve l'usine Roca) ont publié un communiqué pour expliquer « qu'il faut bien finir une grève » et que les assemblées de grévistes étaient trop intransigeantes, en exigeant que ce soient les délégués élus par elles (et licenciés par la direction) qui discutent avec celle-ci. « L'essentiel », disaient les Commissions Ouvrières, *ce ne sont pas les personnes qui négocient, mais le fait de pouvoir le faire* ».

Comme on le voit, à peine sortis de la clandestinité, les syndicats réformistes espagnols éprouvent le même attrait pour le tapis vert que leurs homologues français. Et, de ce point de vue, Roca ne

doit pas être considéré comme un fait isolé, mais comme un événement significatif de la politique des organisations réformistes espagnoles. Les partis de gauche n'ont actuellement en tête que les élections, prévues pour le printemps prochain, et aucun d'entre eux ne se préoccupe de donner des perspectives aux travailleurs face à la crise (au chômage qui se développe, à la hausse des prix, qui atteint près de 3% pour le seul mois de janvier). Les syndicats ne leur en offrent pas plus.

Mais si, à peine sorties de l'ombre, les organisations réformistes mènent une politique que ne désavoueraient pas les plus bureaucratisés des appareils ouvriers des vieilles démocraties parlementaires, il n'est pas dit pour autant que les éléments les plus conscients et les plus combattifs de la classe ouvrière espagnole ne tirent pas les leçons des luttes comme celle que viennent de mener les travailleurs de Roca, et ne trouvent pas la voie qui mène au programme révolutionnaire.

Gabriel CATALA.

Seule la vérité est révolutionnaire

Rouge a publié dans son numéro du 15 février un article sur la fin de la grève de Roca, intitulé « Victoire à Roca, la grève la plus longue depuis la guerre civile », affirmant qu'il n'y avait « pas de licenciement et pas de sanctions pour fait de grève » (mais oubliant que les 42 licenciements initiaux étaient maintenus), se terminant par ces mots sans ambiguïté : « Les Roca ont montré qu'il est possible de se battre et de gagner ».

En le lisant attentivement, on se rendait cependant compte que tout ne devait pas être si simple, car on apprenait au passage que les travailleurs avaient repris le travail « le poing levé mais aussi les larmes aux yeux ».

Le triomphalisme de cet article n'était sans doute pas un simple problème d'information puisqu'il était signé de « l'envoyé spécial à Barcelone » de Rouge.

Alors ? Les camarades de Rouge croient-ils que c'est en camouflant les défaites en victoire que les révolutionnaires aideront la classe ouvrière espagnole à se donner une direction capable de diriger victorieusement leurs luttes ?

F.D.

La lettre de soutien de Carter à Sakharov :

Un geste délibéré et réfléchi de l'impérialisme américain

Le 12 février dernier l'oppositional soviétique Sakharov faisait connaître la lettre de soutien que lui avait adressée le président des Etats-Unis, Carter. Mis à part le fait que le soutien de Carter n'a rien à voir avec de nobles principes humanitaires (ce à quoi d'ailleurs personne n'a eu la naïveté de songer sérieusement), certains journalistes ont cru voir dans la démarche de Carter une gaffe monumentale, « une de plus », un geste réfléchi en quelque sorte, susceptible de remettre en cause la politique de détente à l'égard de l'URSS.

Mais en réalité, le geste du président des Etats-Unis ne remet en rien en question la politique diplomatique mondiale des Etats-Unis inaugurée au lendemain de l'offensive du Têt au Vietnam, lorsque l'impérialisme américain se résolut à tirer les leçons de l'inefficacité de sa politique aveugle et sans discernement de « contenance » selon laquelle il n'hésitait pas à s'engager militairement partout où le statu-quo instauré après la guerre risquait d'être remis en question...

Et paradoxalement, si l'administration américaine, aujourd'hui, tient à montrer ostensiblement qu'elle peut très bien s'ingérer dans les affaires intérieures de l'URSS en quelque sorte, c'est pour montrer à la face du monde... et surtout des dirigeants russes, que la politique de détente signifie aussi qu'il n'y a plus de chasse gardée absolue, y compris sur le territoire de l'URSS même, et que les concessions faites ici dans le monde auront immédiatement leur contre-partie là.

Nous n'en sommes plus au temps de la guerre froide et de ses lendemains où l'impérialisme américain fermait les yeux sur ce qui se passait dans la chasse gardée de l'URSS, mais montrait les crocs... et plus, dès que la sienne semblait menacée à un titre ou à un autre. La politique internationale de l'impérialisme américain est aujourd'hui infiniment plus souple et nuancée. Au maintien rigide du statu-quo a succédé une politique d'équilibre dynamique des forces.

C'est pourquoi Carter a utilisé au maximum ce traité dont les USA et l'URSS et quelques autres puissances occidentales ont été cosignataires à Helsinki : sous couvert de la défense des droits démocratiques proclamés à Helsinki, les Etats-Unis s'offrent le luxe de faire sentir plus directement leur pression sur l'URSS en donnant à l'opposition russe des assurances de principe et du même coup une base d'appui politique. L'importance de l'opposition n'a probablement pas changé en URSS. Depuis des années, apparemment, elle se cristallise toujours autour des mêmes quelques intellectuels et ne semble pas avoir acquis de bases sociales plus larges qu'auparavant. Mais l'attitude du gouvernement américain peut lui donner la possibilité de s'exprimer avec infiniment plus de latitude qu'auparavant.

Et, en ce sens, on peut dire que l'opposition actuelle en URSS, du moins ceux de ses courants qui font explicitement référence aux avantages de la démocratie occidentale, représente la fraction de l'intelligentsia la plus sensible à la pression de l'impérialisme américain.

Bien sûr, les dirigeants soviétiques

peuvent se plaindre plus ou moins amèrement aujourd'hui d'une telle ingérence des Etats-Unis dans leurs affaires intérieures : mais ils ne paient là que la contre-partie de leur politique internationale contre-révolutionnaire qui consiste

Quand les oppositionnels soviétiques s'adressent à Carter et à Giscard

Pour la défense des droits démocratiques en URSS, Sakharov s'est adressé à Carter qui lui a envoyé en échange ses encouragements. Amalrik, de son côté, poursuit Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt de ses demandes d'audience. On peut penser qu'ils ont choisi là de curieux champions de la démocratie quand on évoque ce que chacun de ces personnages a cautionné et cautionne dans son pays, voire ce dont il est directement responsable. Mais on n'aurait pas reproché à quelqu'un qui se noie de manquer de délicatesse dans le choix de la branche à laquelle il se raccroche. Sakharov, Amalrik voient leurs proches emprisonnés, envoyés dans des camps, connaître l'horreur des asiles psychiatriques répressifs ; Amalrik a connu personnellement la détention, tout cela pour la simple défense du droit d'exprimer son opinion, ses désaccords, pour des libertés élémentaires.

Ils voient dans Carter, Giscard d'Estaing, Schmidt, des gens susceptibles par leurs interventions de gêner le gouvernement de l'URSS, de faire pression sur lui. Qu'ils se raccrochent à ce moyen là, des révolutionnaires n'ont aucune raison de le leur reprocher. Trotsky disait bien que dans certains cas, il ne fallait pas hésiter à faire alliance avec le diable et sa grand-mère !

Mais ce qu'il y a de caractéristique dans les interventions de Sakharov, Amalrik et autres oppositionnels, c'est la façon dont ils ignorent, voire méprisent, la classe ouvrière. C'est vers les gouvernements qu'ils se tournent, c'est eux qu'ils essaient d'influencer ; aucun appel aux travailleurs, ni dans leur pays, ni à l'étranger. Aucune tentative pour leur faire connaître leur combat, pour le leur expliquer, pour tenter de les mettre de leur côté.

Les révolutionnaires socialistes sont certes solidaires du combat mené par Sakharov et les contestataires soviétiques

à tout miser sur le statu-quo avec la première puissance impérialiste et du même coup à être condamnés à faire dépendre leur politique extérieure des initiatives américaines.

Huguette CHEVIREAU



André Sakharov.



Amalrik.

pour la liberté d'expression, en particulier parce que si les intellectuels soviétiques ne jouissent pas de cette liberté d'expression, c'est parce qu'on l'a d'abord retirée à la classe ouvrière et qu'il n'est pas possible de revendiquer la liberté d'expression pour la classe ouvrière sans la revendiquer en même temps pour toutes les couches de la population soviétique. Le libre affrontement des idées ne pourrait qu'être une aide pour les travailleurs si ceux-ci entraînent en lutte à leur tour. Les droits démocratiques obtenus favoriseraient alors le développement de la conscience et de l'organisation des travailleurs.

Cela n'empêche pas que si les travailleurs d'Union Soviétique entament une lutte pour reconquérir leurs droits politiques, ils trouveront vraisemblablement en face d'eux, contre eux, une grande partie des opposants actuels qui représentent des intérêts étrangers à ceux du prolétariat.

Mais ce n'est pas une raison pour ne pas être solidaire de leur combat actuel. Car même si les travailleurs soviétiques ne se font pas entendre aujourd'hui, c'est à eux, non aux admirateurs de l'Occident à la Sakharov, que l'avenir appartient.

Solange DUPUY

A Lille, conférence de presse de Pliouchtch

A Lille le 22 février, Pliouchtch a tenu une conférence de presse, invité par le « Comité Nord contre la répression ».

Lors de cette conférence de presse, il a répondu aux représentants des journaux présents :

— Rouge : Quels sont vos rapports avec le PCF ?

— Pliouchtch : C'est le premier dialogue officiel avec le PCF. Après tout ce qui s'est passé en URSS, nous nous méfions un peu. Marx disait, il faut le critère de la pratique. On ne compte pas les poussins au printemps mais en automne.

— Liberté (PCF) : Où vivez-vous et comment ?

— Pliouchtch : Je ne parle pas de moi-même. Il y a plus important à discuter. Je suis aidé par la FEN. On m'accuse de recevoir de l'argent marxiste, avant c'était de l'argent américain.

— Lutte Ouvrière : Vu d'ici, le mouvement semble être exclusivement intellectuel. Etes-vous lié à la classe ouvrière ? Y a-t-il un mouvement d'opposition dans celle-ci, comptez-vous y développer un travail ?

— Pliouchtch : Je ne comprend pas la distinction entre les intellectuels et le reste du peuple. La révolution d'octobre a échoué à cause de la rupture entre les intellectuels et le reste du peuple.

Le mouvement marxiste est surtout représenté par les intellectuels. Chez les paysans, rien que le mot marxiste provoque le dégoût, ils sont tellement peu évolués qu'ils ne pensent qu'au repos.

Le mouvement ouvrier existe mais n'est pas organisé, ce qui l'empêche de lutter. On ne peut lutter pour les intérêts économiques sans avoir de libertés politiques.

--- Libération : L'adhésion de tout un chacun et pas uniquement de personnalités est-elle importante pour faire pression sur le gouvernement soviétique ?

— Pliouchtch : L'URSS n'a pas peur que de la force. La force, ce sont les gouvernements et le mouvement international. Il faut qu'il y ait le maximum de gens pour faire pression sur les gouvernements et les partis pour qu'ils soient fermes à la conférence de Belgrade.

Les représentants des usines devraient aller dans les ambassades pour protester. Quand les navires de pays dictatoriaux passent en France, les Français devraient faire des manifestations.

Les libertés en URSS :

UNE QUESTION QUI N'A JAMAIS PRÉOCCUPÉ LE CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS

Mercredi 24 février, Andreï Amalrik, l'historien dissident soviétique, est resté toute la journée aux abords de l'Elysée en distribuant des tracts, après que Giscard d'Estaing lui ait fait confirmer qu'il refusait sa demande d'audience. Après avoir été éconduit sans grande courtoisie par quelques policiers, Amalrik a entre autres déclaré que la police française n'avait rien à envier au KGB de l'URSS — juste retour des choses !

Mais après que Carter lui-même ait adressé une lettre à Sakharov et au moment où il s'apprête très bientôt à recevoir personnellement Boukovsky, on peut se demander pourquoi Giscard, lui, n'a pas rencontré Amalrik. Ce faisant, Giscard aurait beau jeu de profiter de la

dence à l'égard des sollicitations du dissident soviétique. Car le chef de l'Etat français n'a pas voulu risquer les relations franco-soviétiques et surtout remettre en cause la perspective de petits marchés fructueux avant cette prochaine entrevue. Tant il est vrai que cela fait belle lurette que les ventes d'armes, d'usines ou de boulons sont la principale mesure de la politique extérieure de cet impérialisme de second ordre qu'est l'Etat français.

Mais le fond de la question, c'est que Giscard d'Estaing se fiche pas mal des droits démocratiques élémentaires violés en URSS, tout autant que les autres pays qui ont signé les accords d'Helsinki. Ce n'est pas la dictature bureaucratique-policrière en URSS qui a jamais gêné les



La photo d'Amalrik emmené par la police que l'Humanité s'est offert le luxe de publier le lendemain à la une.

demande d'audience du dissident soviétique pour faire à bon compte de l'anticommunisme à usage intérieur.

Toujours est-il que dans cette affaire le chef de l'Etat français a eu un rôle si peu flatteur que Georges Marchais lui-même en matière de « démocratie » a pu lui en remontrer en acceptant ostensiblement un dialogue télévisé avec Amalrik, et que l'Humanité du 24 janvier pouvait arborer à la Une une photo d'Amalrik bousculé par les policiers en uniformes en sous-titrant goguenard : « On n'aime pas la contestation à l'Elysée (...) il a été éconduit avec assez de fermeté pour montrer que décidément la liberté ne se divise pas ».

En réalité, c'est sans doute la prochaine venue de Brejnev à Paris qui a incité Giscard à la plus grande pru-

pays capitalistes occidentaux. C'est au contraire la démocratie ouvrière, la démocratie des Soviets, contre laquelle les puissances occidentales envoyèrent leurs troupes en 1919 et organisèrent ensuite le blocus économique. Et s'il leur arrivait d'être en mesure d'intervenir directement en URSS contre le régime actuel, ne doutons pas qu'ils le feraient au moyen d'une dictature féroce à l'égard des masses. Et c'est bien pourquoi d'ailleurs les contestataires soviétiques se font pour le moins des illusions quand ils pensent pouvoir défendre la cause de la défense des droits démocratiques de leur pays en invoquant le soutien des représentants de l'impérialisme en général et de Giscard d'Estaing en particulier.

H.C.

Des gendarmes qui ne veulent pas jouer les espions

Nous avons reçu, d'un groupe de gendarmes qui, disent-ils, « veulent rester ce qu'ils doivent être », une lettre dont nous extrayons les lignes suivantes :

« Monsieur Charles Hernu, au cours de l'année 1976, faisait paraître dans le journal Libération que certains préfets avaient chargé des officiers de gendarmerie d'effectuer des enquêtes politiques. Ceci, en son temps, avait entraîné un vif démenti de la part de monsieur Poniatowski. Or voilà qu'une fois de plus cela s'avère malheureusement exact. Le commandant de groupement de gendarmerie de la Drôme a ordonné que chaque semaine une synthèse politique soit fournie sur les réactions des travailleurs au plan Barre. (...) Ceci est inadmissible, car la gendarmerie doit, nous en sommes persuadés, rester en dehors de la chose politique. Elle a pour mission la protection des biens et des personnes et non pas un rôle d'espionnage au service du pouvoir. D'ailleurs sa raison d'être est strictement définie et nous voulons qu'elle reste dans ses limites, c'est-à-dire la protection du citoyen.

Nous nous sommes adressés à vous dans l'espoir que vous n'hésitez pas grâce à votre journal à faire connaître à la France ce que l'on nous demande de faire, et contre lequel nous sommes opposés ».

Sans partager, bien sûr, les illusions de nos correspondants sur la possibilité d'une gendarmerie apolitique, nous prenons acte de leur

volonté de ne pas être utilisés contre les travailleurs, et c'est bien volontiers que nous publions leur lettre, ainsi que le texte de la « Note-express » adressée par le « Commandant compagnie gendarmerie Romans » aux « Commandants brigades compagnie ».

« Lutte contre l'inflation en 1977 comporte notamment limitation à 6,5 % de la progression des salaires. Cette mesure vivement combattue par syndicats peut être à l'origine de conflits sociaux prolongeant tout au long de l'année les premiers mouvements de portée nationale observés dès le 25 janvier.

Il y a donc lieu de se montrer attentif à ce qui, derrière les manifestations orchestrées, indique la position réelle des salariés, ce qui permet en particulier de pressentir l'audience possible des mots d'ordre.

C'est pourquoi il est demandé que, à l'occasion des contacts de service et sans entreprendre aucune démarche particulière ou précise dans ce but, soit notée l'opinion réelle sur ce sujet des salariés des divers secteurs économiques.

Les opinions ainsi recueillies seront indiquées dans les synthèses hebdomadaires ».

Comme on le voit, malgré les discours d'autosatisfaction de nos gouvernants, ceux-ci ne se font pas d'illusions sur les sentiments des travailleurs vis-à-vis du plan Barre, et ne sont qu'à moitié rassurés.

Opération "coup de poing" ou opération électorale ?

Les départements du Val d'Oise et des Yvelines ont fait l'objet d'une protection très spéciale, au cours de la nuit du mardi 22 au mercredi 23 février. De 23 h à 4 h du matin, 1 200 policiers, gendarmes, CRS et gardes mobiles y étaient mobilisés pour contrôler 8 288 véhicules, 13 205 personnes et une centaine d'établissements publics.

Résultat de cette opération « coup de poing » : dix-neuf personnes gardées à vue et... deux arrestations s'il vous plaît ! On ne nous dit pas pour quel délit...

Si le bilan est maigre, le déploiement de forces a été grand. Et Poniatowski a éprouvé le besoin de diriger en personne les opérations du début à la fin — sous l'œil de la caméra de télévision bien sûr, qui s'est empressée de transmettre le lendemain l'image d'un ministre de l'Intérieur bien décidé à payer de sa personne pour endiguer la criminalité et promettant

de recommencer de telles opérations le plus souvent possible.

Passons sur le fait que le Conseil d'Etat a récemment déclaré inconstitutionnelle la fouille des voitures. Passons sur les ridicules résultats de telles opérations. Et remarquons le fait que, comme par hasard, c'est en pleine campagne électorale que Poniatowski a repris ces « opérations coup de poing » abandonnées depuis quelque temps. Histoire sans doute de ne pas laisser au seul Chirac le privilège d'apparaître comme un homme de cette droite musclée qui attire les voix des bourgeois et petits-bourgeois réactionnaires ! Après tout, n'était-ce pas lui Poniatowski qui, depuis l'élection de Giscard, s'était spécialisé dans ce rôle, laissant à Giscard le soin d'apparaître comme le libéral éclairé ?

Décidément, à défaut d'être bien protégés, les travailleurs sont bien encadrés !

S.F.

A nos lecteurs

A l'approche des élections municipales, le nombre d'affichages dits « sauvages » s'amplifie.

Nous profitons de cette occasion pour rappeler à nos lecteurs, à nos sympathisants qui auraient l'intention de coller des affiches pour soutenir notre journal et son action que nous les invitons — comme nous l'avons toujours fait — à ne pas coller sur les panneaux réservés aux sociétés d'af-

fichage (Giraudy, Voilqué, etc.), la liste n'est évidemment pas limitative, nous ne pouvons pas les connaître et les citer toutes).

Nous signalons que nous venons d'être condamnés à payer 8.000 F en dommages-intérêts à l'une de ces sociétés bien que nous ne soyons pour rien dans le dommage qu'elle pense avoir subi.

APRÈS LA MORT DE MALIKA YÉZID, UN NON-LIEU DOUTEUX

C'est dans la plus grande discrétion qu'un non-lieu a été délivré par le juge d'instruction chargé d'enquêter sur la mort d'une fillette algérienne de 8 ans, Malika Yézid.

Interrogée le 24 juin 1973 à Fresnes par deux policiers qui cherchaient à obtenir des renseignements sur son frère, Malika Yézid devait être transportée aussitôt après à l'hôpital de Saint-Vincent-de-Paul où elle mourait

quatre jours plus tard, le 28 juin, d'une embolie cérébrale.

Que s'était-il passé durant cet interrogatoire entre la fillette et les deux policiers ? Qu'avaient fait ces policiers pour que Malika, bien portante au début, gise, après, inanimée et meure ? Quels « arguments » ont-ils employés ? Les policiers furent formellement accusés par les parents d'avoir giflé Malika et ceux-ci, portèrent immédiatement plainte.

C'était théoriquement à la justice de fournir les réponses à ces questions. Mais de l'origine de l'affaire — il y a trois ans et demi ! — à la délivrance du non-lieu en novembre 1976, l'affaire traîna, de demandes par les parents, de contre-expertise accordée de mauvaise grâce, en pressions diverses sur la famille de Malika qui s'obstinait à porter plainte ; visite des Renseignements Généraux pour la faire re-

noncer ; exigence de déposer en consignation des sommes élevées et inhabituelles, afin que la plainte soit recevable. Les multiples astuces et ficelles juridiques destinées à faire traîner une affaire en longueur furent utilisées.

Finalement, on ne saura jamais officiellement de quoi est morte Malika. Mais la manière dont a été menée « l'enquête » parle en soi mieux que bien des plaidoiries ou actes d'accusation.

Voici plus d'un an, un jeune garçon, Philippe, était assassiné à Troyes par Patrick Henry. Des ministres et la grande presse stigmatisèrent alors l'horreur d'un tel crime et réclamèrent une justice immédiate. L'instruction fut diligentée : un an après, Patrick Henry passait en cour d'assises.

Mais Malika était Algérienne et cette fois, c'était la police qui était accusée. Ceux qui hurlèrent à la mort pour Patrick Henry n'ont pas eu un mot, encore moins un geste, pour que les circonstances, combien étranges, de la mort de Malika soient éclairées et que les responsables, si responsables il y avait, soient connus.

Guy FICHET

Mardi : toujours la pluie

France-Soir

bourse
cours
toute
dernière

Plus le mensonge est gros...

France-Soir a fait sensation le 22 février en titrant, à propos de l'expulsion de Ribatchenko, accusé d'espionnage au profit de l'URSS :

« ...l'enquête révèle

DES ESPIONS DANS LES COMITES DE SOLDATS »

Des centaines de milliers, peut-être des millions de passants, qui ne lisent pas France-Soir mais aperçoivent le titre, vont sans doute croire à cette fadaise des espions russes noyant les Comités de soldats. Ceux qui ont lu le journal, par contre, se sont peut-être rendu compte de la supercherie. En page intérieure, le titre devient « L'agent russe cherchait le secret des ordinateurs », ce qui est fort différent. Et l'article n'évoquait qu'à la fin, et au conditionnel, des relations entre Russes et soldats contestataires, en n'apportant — et pour cause — pas le moindre commencement de preuve.

Passons sur le ridicule de cette hypothèse farfelue de l'état-major soviétique envoyant ses agents secrets saper le moral de l'armée française.

Mais remarquons d'une part que la justice vient de prononcer un non-lieu dans l'affaire des Comités de soldats et, d'autre part, que le ministère de l'Intérieur a démenti l'information de France-Soir.

C'est parfaitement clair, il s'agit d'un mensonge à la Une. Et ce n'est pas la première fois. Rappelons, parmi les exemples récents, combien de fois France-Soir a titré sur les « Brigades Rouges de Grenoble », à l'époque de cette affaire où l'on n'a pourtant jamais trouvé trace d'une quelconque « Brigade Rouge ».

Mais France-Soir ne fait pas que dans l'anti-gauchisme. Il est aussi, plus classiquement, anti-ouvrier.

Le lendemain du titre sur les Comités de soldats, le 23 février, le quotidien titrait :

« TOUTE L'INDUSTRIE AUTO MENACEE PAR 750 GREVISTES »

Laissons de côté l'exploitation du sensationnel dans cette grève d'une petite entreprise de matériel de freinage, qui menace effectivement de paralyser certaines grandes usines automobiles. Mais qu'est-ce qui est menacé au juste ? Les profits patronaux ? Non, répond France-Soir, c'est toute l'industrie auto, usines, patrons et ouvriers confondus. Il s'agit donc bien de dresser l'opinion contre une poignée de grévistes qui, pour leurs revendications égoïstes, sous-entend-on, prennent le risque de casser une grande industrie.

Il faut dire qu'en la matière France-Soir est bien dans la ligne d'un gouvernement et d'un Premier ministre qui ne cessent d'orchestrer une campagne anti-ouvrière ces derniers temps.

Hervé MARTIN

Après l'expulsion de Ribatchenko
fonctionnaire de l'UNESCO, l'enquête révèle :

Comités de soldats manipulés par les Russes

Sur les berges de la Seine, même les badauds ont lu

Ils cherchaient à organiser la contestation dans l'armée

Les soldats manifestent en septembre 1974 à Draguignan. Il faut avoir la naïveté d'un Hersant ou d'un adjudant de carrière pour croire qu'ils ont été manipulés par un espion russe. Le régime militaire et l'attitude de la hiérarchie sont des raisons bien suffisantes.



MONSIEUR LE JUGE, VOYEZ VOUS-MÊMES
CETTE ARME A ETÉ DÉMILITARISÉE
ET NE PEUT PLUS SERVIR,
IL Y A UN TROU DANS
LA CROSSE !..



Faux startrons et vrais pistolets

Décidément, en matière de vente d'armes, la France a le don de surprendre. On se souvient que, voici quelques mois, avaient été vendus — très cher — de faux startrons (matériel d'optique militaire). Cette semaine on apprend qu'un armurier aurait revendu des pistolets de collection (provenant de l'armée) qui se seraient bizarrement transformés, de jouets de luxe, de fausses armes, en vraies.

En théorie, avant d'être mises sur le marché, ces armes de guerre sont rendues inutilisables dans les ateliers de l'armée. En pratique, il semble que certaines d'entre elles échappent au traitement et que des truands rachetaient souvent ces « pièces de collection ». Pour s'en servir, bien sûr, comme dans l'affaire de Broglie, où l'arme du crime serait l'un de ces pistolets prétendument inoffensifs...

D'ici que l'on nous dise que l'assassin du prince-député voulait simplement lui faire peur avec un pistolet qu'il croyait inoffensif... En attendant, il y a une nouvelle victime dans l'affaire de Broglie qui ne doit pas rire, c'est le général responsable de la démilitarisation des armes de guerre revendues dans le commerce : il vient d'être inculpé de « complicité de vente illégale d'armes ».

Les "privés" s'énervent

Les agences de recherche — traduisez les agences de détectives, les polices privées — s'énervent : il paraît qu'elles ont mauvaise réputation. Le vice-président de la Fédération Nationale des Agents de Recherche, Christian Borniche, y est allé de quelques petites déclarations.

Il nous explique que, si « certaines entreprises de gardiennage (effectuent) des enquêtes avant embauche », la FNAR s'élève « contre ces pratiques quand elles se font dans un but politique ou syndical. Les seules enquêtes admissibles sont celles de moralité ».

Voilà un monsieur qui nous prend pour des enfants de chœur !

Car il est tout de même de notoriété publique que ces entreprises servent de police privée, effectuant enquêtes, filatures et basses œuvres du patronat, servant pour le compte d'un employeur ou pour leur propre compte d'hommes de main dans des affaires louches. Au point que, malgré la mansuétude dont bénéficient ces agences, nombre d'entre elles ont récemment eu des ennuis avec la justice ou défrayé la chronique et que les pouvoirs publics ont cherché à réglementer une activité où il devenait de plus en plus difficile de s'y reconnaître entre les truands et les « agents de recherche ».

Borniche a d'ailleurs insisté pour que l'on élimine ceux qui gâchent la profession — entendez ceux qui, par maladresse ou inexpérience, attirent l'attention du public —, faute de quoi, dit-il, « nous rendrons publiques les protections policières ou politiques dont ont bénéficié certaines agences pour se livrer à des menées pas toujours légales ni honnêtes ».

Comme quoi les Borniche ont des ambitions limitées : que les polices privées soient aussi respectables que la police publique. On a les rêves que l'on peut. Mais où cela devient drôle, c'est lorsque, pour se faire entendre du gouvernement, ceux-ci ne trouvent d'autre argument que celui du chantage : « Agissez, sinon, nous en savons long... ». De la police publique, pardon de la Bip Bip, aux polices privées, il est des bonnes méthodes que ces messieurs n'ont pas oubliées en chemin décidément.

Pierre LAFFITTE.

LUTTE OUVRIÈRE

L'écologie, une protestation, mais surtout une impasse

Il ne suffit pas de dénoncer les nuisances, il faut s'attaquer aux responsables.



Si l'on se fie aux récents sondages, les listes écologiques qui vont se présenter aux élections municipales dans un certain nombre de grandes villes recueilleraient entre 7 et 12 % des voix. A tel point que, de tous côtés, on s'interroge et on s'agite autour du « phénomène écologique ». Et la droite comme les partis de l'Union de la gauche éprouvent tout d'un coup le besoin d'ajouter une touche de vert à leur programme.

Il est incontestable que l'écho recueilli par les thèmes écologiques ne reposent pas sur rien. La pollution, la détérioration du cadre de vie et des conditions d'existence qui en découlent sont des réalités qui concernent et touchent la population dans son ensemble, à l'exception des plus nantis qui, à défaut de supprimer les problèmes pour eux, ont la possibilité matérielle en ce qui les concerne de « s'évader ». Bon nombre de ceux qui ont l'intention de voter pour les écologistes veulent au moins exprimer par ce geste une protestation, un refus.

Mais les candidats écologistes n'expriment pas cela. Les conceptions qu'ils défendent sont marquées par l'ambiguïté et les équivoques, autant dans la façon dont ils disent les choses que dans la façon dont ils omettent d'en parler. Ambiguïté dont la moindre n'est pas de se prétendre apolitiques. Sous l'apparence d'une prétendue neutralité — et nous ne discutons pas la bonne ou la mauvaise foi de ceux qui défendent ces thèmes — il y a bel et bien un choix politique : celui qui consiste à refuser de désigner les responsables, et donc de définir l'adversaire, celui qui est responsable

de la pollution et de la destruction de l'environnement. Est-ce le vacancier qui laisse traîner quelques papiers gras ou l'industriel qui préfère ne pas installer les dispositifs de protection nécessaires, parce que cela entamerait ses profits ? Est-ce le promoteur immobilier ou simplement ces « congés payés » qui polluent les plages, la mer et les rivières, comme le disaient les bourgeois remplis de mépris et effrayés par l'afflux des travailleurs qui partaient pour la première fois en vacances, durant l'été 1936 ? Les écologistes ne se prononcent pas, ce qui signifie qu'ils considèrent que chacun est, à sa façon, responsable. Ou bien encore, ils mettent en cause « la société industrielle », ce qui est une autre manière de ne pas choisir, c'est-à-dire, cette fois encore, de considérer patrons et ouvriers comme co-responsables et, pourquoi pas, comme complices. L'ouvrier ne revendique-t-il pas le droit de polluer, en réclamant du travail ?

En fait les écologistes — par-delà même leurs intentions, pour certains — ne se situent pas hors de la politique. Bien au contraire, leur attitude procède d'un choix non seulement politique, mais aussi social. D'un choix politique et social qui dans le meilleur des cas aboutit à une impasse, mais qui se situe dans une perspective réactionnaire. Car les écologistes ne se limitent pas à dénoncer les méfaits et les nuisances de « la société moderne ». Ils en concluent qu'il faut proscrire la technique, les progrès et la science. Ils prônent le retour à la nature, au passé qu'ils embellissent pour les besoins de leurs démonstrations. Tout autre est le choix des révolutionnaires.

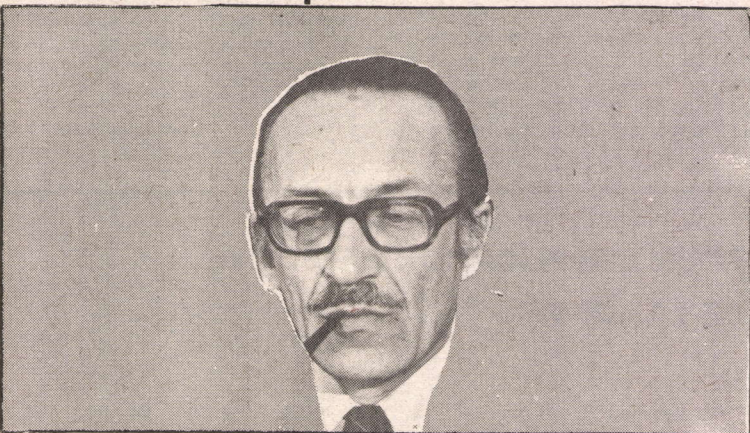
Contrairement à ce que disent et à ce que croient les écologistes, le mouvement ouvrier révolutionnaire ne découvre pas les problèmes écologiques d'aujourd'hui, à leur suite. Il dénonce depuis plus d'un siècle le capitalisme et ses nuisances.

Les révolutionnaires luttent contre la dégradation et la destruction de l'environnement naturel et social dans le cadre de leur lutte contre le capitalisme. Ils combattent bien sûr contre la pollution, contre les effets d'un urbanisme au service des riches, mais aussi contre d'autres nuisances, aussi fondamentales, aussi importantes que celles dénoncées par les écologistes aujourd'hui : le chômage, l'exploitation, les génocides dans les territoires coloniaux, les guerres impérialistes. Cette liste n'est pas limitative.

Ces combats, les révolutionnaires les prennent tous en charge, parce que les uns ne vont pas sans les autres, et parce qu'il semble dérisoire de lutter contre la pollution d'une rivière ou des océans, contre les dégradations du cadre de vie, sans combattre le capitalisme dans tous ses effets. Il ne s'agit pas pour nous, révolutionnaires, de retourner à la nature en répudiant les progrès de l'humanité, mais au contraire de faire de ces progrès les instruments de la maîtrise sociale. Ce n'est que de la sorte que l'homme pourra, sans rompre avec la société, se replacer dans la nature. Mais, cette fois, non plus en se laissant écraser par elle, mais en la dominant, parce qu'il aura les moyens de dominer la science, la technique et toute l'organisation sociale.

Jean-Pierre VALI.

Kanapa au club de la Presse d'Europe 1 Et Zorro-Elleinstein est arrivé...



Kanapa, le dirigeant d'un parti d'avant-garde qui découvre la vérité avec vingt ans de retard.

La nostalgie n'est plus ce qu'elle était

Le tribunal de Paris vient de confirmer les descendants du duc de Choiseul, Mme Gabriel de Marnier, MM. Henri-Jacques de Cassaigne de Beaufort de Miremont-Fitz-James, René de Lorgeril et Henri Harouard d'Aulan, dans leur privilège d'avoir une loge privée de douze places leur appartenant dans le théâtre de l'Opéra Comique, chaque fois qu'ils en feront la demande.

Il est vrai que l'Opéra Comique est fermé depuis deux ans, et qu'on ne sait pas s'il rouvrira...

C'est qu'en ces temps d'austérité, même quand elle se met au service des aristos, la justice bourgeoise n'est plus capable que de leur deterrer des fantômes de privilèges ! Signe des temps.

Jean Kanapa, membre du Bureau Politique du PCF, s'était déjà signalé au cours de l'émission qui suivit le film l'Aveu aux Dossiers de l'écran.

Tranquillement, il avait alors affirmé que les dirigeants stalinien français ne savaient pas la vérité sur la répression en URSS et dans les pays de l'Est. Dès qu'ils en eurent connaissance, les dirigeants communistes l'ont condamnée avec la plus extrême vigueur, avait-il même ajouté. Ce cynisme et cette mauvaise foi avaient alors indigné.

Eh bien, Kanapa récidive et va même plus loin. Au Club de la presse d'Europe N° 1, dimanche 20 février, il a en effet déclaré : « L'un d'entre nous, l'historien communiste Jean Elleinstein, dans une conférence, disait : « la délégation du Parti Communiste Français a eu connaissance du rapport secret de Khrouchtchev (en 1956, NDLR). » Comme tous les militants du Parti Communiste, comme ses dirigeants, j'ai toujours ignoré ce fait.

C'est pourquoi, le lendemain ou le surlendemain de la publication de la conférence d'Elleinstein, dans l'Humanité, nous avons op-

posé un démenti catégorique. Et puis — il y a eu notre XXII^e congrès — nous nous sommes dit : « Quand même, Jean Elleinstein est un historien, il travaille, il se livre à des recherches sur l'histoire du Parti Communiste Français, sur l'histoire du mouvement communiste international... »

Et d'autres aussi ont dit que la délégation avait été informée. Il faut donc aller y voir de plus près, il faut donc vérifier. » Le Bureau Politique a donc pris la décision de demander leur témoignage à Georges Cogniot et à Pierre Doize. Ceux-ci ont dit : « Oui, la délégation a reçu en communication, un jour, pendant le XX^e congrès, le rapport secret. » Lorsque nous avons appris cette vérité, nous l'avons dite publiquement.

J'ajoute que la décision de rendre public ce témoignage de Georges Cogniot et Pierre Doize n'a pas suscité une minute de discussion au Bureau Politique. Tous les membres du Bureau Politique ont immédiatement déclaré : « Dès lors que nous savons maintenant une chose de ce genre, il est hors de question que nous la taisions. »... Vingt ans après !

Voilà. Bien sûr, Kanapa, à l'époque, se trouvait, en tant que journaliste de l'Humanité, sur place. Bien sûr aussi un « intellectuel » comme Kanapa — agrégé de philosophie — avait tous les moyens pour vérifier ces accusations et pour se rendre compte que ces procès étaient montés de toutes pièces. Bien sûr il occupait déjà une place de choix dans l'appareil dirigeant stalinien. Mais Kanapa nous l'assure : il ne savait pas ! Durant plus de vingt ans, il a vécu, naïf et timide, aux côtés de Thorez, mais aussi Cogniot et Doize, sans penser à leur poser des questions ou sans oser. Et puis, pourquoi poser des questions aussi futiles ? Les dirigeants du PCF n'avaient-ils pas le droit d'avoir leurs petits secrets ? Et Kanapa d'être timide ?

Heureusement, pour Kanapa et pour un parti qui a besoin des recherches d'un « historien » pour découvrir la vérité sur l'action de ses responsables, que le ridicule tue moins que les procureurs de Moscou ou de Prague...

Guy FICHET.

Une enseignante renvoyée en Normandie :

Bêtise épaisse

Le licenciement, le 21 février, d'une enseignante du lycée de Vernon (Eure) pour cause d'asthénie, de laryngite et d'insuffisance de poids, a mis au premier plan le ridicule de cette mesure émanant de l'Education nationale.

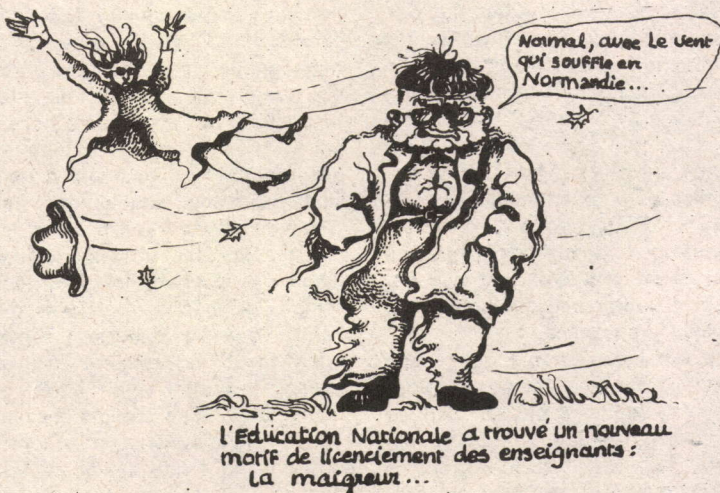
Voilà donc une professeur d'anglais, qui travaillait depuis six ans en tant que maîtresse-auxiliaire, sans manquements particuliers, et dont on découvre, lors de la visite médicale, juste au moment de sa titularisation, qu'elle a « la voix rauque » et qu'elle est « trop maigre ». Et il s'est trouvé un recteur qui a eu le courage d'oser prononcer un licenciement pour ce motif.

Va-t-on recruter maintenant les profs d'anglais comme autrefois les grenadiers de la Garde, selon le gabarit ?

Seulement l'absurde ne doit pas faire oublier le fond de l'affaire. Les services de l'Education nationale — comme ceux de bien d'autres ministères, d'ailleurs — ont une certaine répugnance à titulariser leur personnel. Ils préfèrent mille fois des auxiliaires moins payés et que l'on peut renvoyer, comme on veut. Et, pour refuser la titularisation, dans certains cas tous les motifs sont bons, même les plus farfelus.

Devant la manifestation organisée par les enseignants du lycée de Vernon et les protestations, le ministre, Haby, a dû reculer en indiquant à l'intéressée qu'elle avait une possibilité de recours devant une commission médicale départementale. Mais en attendant elle demeure licenciée, et il n'est pas dit qu'elle parvienne à se faire réintégrer en fin de compte.

André VICTOR.



Jocelyne Bodéré, l'enseignante licenciée, au cours d'une manifestation de protestation contre la mesure scandaleuse qui la frappe. (AFP)

Une fois de plus... Vincennes en lutte

Vincennes, comme d'autres universités, se trouve aujourd'hui dans une situation très critique du fait des restrictions budgétaires décidées par le pouvoir.

Pour ses 30.000 étudiants actuels, Vincennes a les mêmes locaux et les mêmes effectifs en personnel fixe qu'il y a quatre ans, quand il n'y avait que 18.000 étudiants ! Il faudrait simplement le double de postes : les services croulent sous les dossiers et certains cours se font à 100 dans des salles prévues pour 30 ou 40 étudiants.

Le restaurant universitaire et les cafétérias n'ont pas été agrandis depuis leur construction. Les conditions de sécurité font de l'université un Pailleron en puissance, d'où il serait pratiquement impossible de s'échapper. Or le gouvernement refuse les crédits nécessaires pour rendre les locaux conformes aux normes de sécurité.

Par ailleurs, le pouvoir fait des économies scandaleuses sur le dos des personnels. Une bonne part des personnels administratifs en poste ne sont qu'auxiliaires ; 60 % des enseignements sont assurés par des personnels payés à l'heure (ce qui permet de les payer près de quatre fois moins qu'un titulaire 1^{er} échelon, soit 840 F au lieu de 2.900 F, pour le même travail). Qui plus est,

la plupart de ces personnels horaires n'ont rien touché depuis le début de l'année universitaire (ils sont 378 sur les 956 enseignants de la fac) et beaucoup ne sont pas assurés d'être payés pour les heures faites. D'autres enseignants sans poste ont vu réduire leur salaire de 20 % sur recommandation du Conseil de l'université (composé de syndicalistes élus), faute d'argent dans les caisses !

Le budget ne permettra pas de payer tous les enseignements obligatoires d'ici juin. Le ministère aura alors beau jeu de refuser de reconnaître les diplômes !

Les personnels de Vincennes exigent le paiement intégral des heures faites ; la titularisation de tous et les crédits nécessaires pour finir l'année sans mutiler les enseignements prévus ou les diplômes, et ceci dans des conditions de sécurité décentes.

Avec les étudiants, les enseignants et les personnels administratifs et techniques ont déjà manifesté de la Nation à la gare de Lyon le 25 janvier pour soutenir leurs revendications. Et d'ores et déjà, d'autres actions sont prévues un peu partout dans Paris pour les premiers jours de mars.

Une affaire à suivre...

Correspondant LO.

AGRESSION FASCISTE AU LYCEE CHAPTAL

Vendredi 18 février, vers 13 h 30, des membres du Front de la Jeunesse, organisation d'extrême-droite, distribuaient leur prose à l'entrée du lycée Chaptal (Paris 8^e).

Plusieurs lycéens leur ayant manifesté leur hostilité en les traitant de fascistes et en refusant de lire leur tract, ces énergumènes sortirent alors des barres de fer et se précipitèrent sur les élèves présents. Ils s'acharnèrent à trois sur un lycéen de 15 ans, le frappant à coups de barres de

fer avant de prendre la fuite.

Cette agression a immédiatement provoqué l'indignation de tous les lycéens. Une délégation d'élèves se rendit chez le proviseur pour demander que des mesures soient prises à l'avenir contre ce genre d'individus. Mais par ailleurs de nombreux élèves sont de toute façon décidés à prendre des mesures eux-mêmes, au cas où ces apprentis fascistes oseraient de nouveau se montrer devant le lycée.

Correspondant LO.

De la vérité des salaires... à la vérité des profits !

Le gouvernement vient de proposer un projet visant à inscrire sur toutes les fiches de paye le montant des charges sociales payées par le patron pour chaque salarié. Histoire de montrer aux travailleurs que, s'ils ont le sentiment de n'être pas payés lourd..., ils reviennent cher aux patrons !

Que ne pourrait-on pas inventer, en ces temps d'austérité, pour donner des complexes aux travailleurs ?

Mais après tout, décomposer les fiches de paye, ce n'est peut-être pas une mauvaise idée : on pourrait indiquer par exemple, dans la

part payée par les salariés à la Sécurité sociale, ce qui sert réellement au remboursement des frais de maladie et ce qui sert à l'entretien de l'équipement hospitalier du pays, à la recherche scientifique, à la prise en charge des études médicales, et ce qui part au financement de charges qui normalement devraient incomber à l'Etat.

Et puisque certains en haut lieu veulent se frotter au jeu de la vérité, pourquoi se limiter aux feuilles de paye ? Pourquoi ne pas détailler, après de chaque contribuable salarié, ce qu'il paie pour l'en-

tretien de l'armée, de la police, pour les commandes militaires de l'Etat ou pour les subventions des entreprises ?

On pourrait même, dans la foulée, ouvrir les livres de comptes des patrons, savoir quels sont les bénéfices exacts des entreprises, les revenus des P-DG, etc.

La vérité totale des salaires, des prix et des profits, les travailleurs sont pour. Et l'on s'apercevra ainsi que ceux qui coûtent cher à la société, ce ne sont pas les travailleurs, mais bien les patrons.

Anne SEVILLE.

POUR L'APPLICATION EFFECTIVE DE LA LOI VEIL

Au pavillon K, un service a été aménagé il y a à peu près un an pour effectuer des interruptions volontaires de grossesse. A l'heure actuelle il est prévu de refaire entièrement ce pavillon, qui se trouve dans un état extrêmement vétuste.

Mais l'administration ne s'est pas souciée, comme par hasard, de prévoir d'autres locaux de remplacement. Ce qui signifie que plus une seule interruption de grossesse ne pourra être réalisée à l'hôpital principal de Lyon, Edouard-Herriot.

Il a fallu une longue lutte des femmes pour obtenir le droit à l'avortement. Et après le vote de la loi Veil, il a fallu encore attendre près d'un an pour que ce service soit ouvert à l'hôpital. Et

il était déjà loin de pouvoir à toutes les demandes.

Cette fois-ci on supprime purement et simplement ce service. C'est une fois de plus une manifestation évidente contre le droit des femmes à user de leur corps comme elles l'entendent. C'est encore une fois la manifestation de l'hypocrisie qui entoure ce problème. D'un côté on octroie un droit, de l'autre on fait tout pour le restreindre.

Nous nous sommes battus, mais il faudra encore nous battre, hommes et femmes, pour que ce droit soit appliqué dans son intégralité.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de l'hôpital Edouard-Herriot (Lyon) du 14-2-1977.

dossier

les municipales
à Paris

La mairie de Paris



Un enjeu politique

Rarement, l'enjeu d'élections municipales a été à ce point politique. Rarement, les professions de foi, les engagements solennels et hypocrites des uns et des autres à se comporter en bons gestionnaires, s'ils sont élus, ont fait aussi peu illusion.

Au travers de ces municipales, ce sont les prochaines législatives que toutes les formations politiques préparent. Et cela est encore bien plus vrai à Paris, place forte politique, qu'ailleurs.

Certes, Chirac et d'Ornano abreuvant les Parisiens de promesses mirobolantes. Ils affirment tout de go qu'ils vont résoudre demain, s'ils sont maires, des problèmes que les gouvernements auxquels ils ont participé, des années durant, n'ont jamais résolus.

Mais personne ne croit à ces numéros de cirque électoral. Chirac se sert de ces élections comme d'un tremplin politique. Par delà l'Hôtel de Ville, c'est l'Elysée qu'il convoite. D'Ornano, lui, dans ces élections, est avant tout le porte-parole de la majorité giscardienne qui résiste, becs et ongles, à l'opération politique chiracienne.

Et ces luttes au sein de la droite, qui tournent à la farce et apportent chaque jour leurs nouvelles péripéties, montrent on ne peut mieux aux travailleurs ce que sont ces politiciens bourgeois de droite. Des hommes tout dévoués aux intérêts de leur classe, certes, mais hautement préoccupés, aussi, de leurs intérêts et ambitions personnels. Des gens dont le problème essentiel, aujourd'hui, en ce qui concerne le ralliement à Chirac ou à d'Ornano, est de savoir lequel des deux est le meilleur cheval, lequel arrivera gagnant. Tâche ardue !

Le spectacle qu'offrent de leur côté les politiciens de gauche, s'il est moins tapageur, n'est guère plus édifiant. Là aussi, ce sont des querelles entre partis rivaux pour le partage des candidatures et des têtes de liste, querelles totalement étrangères aux intérêts réels des travailleurs. Ces hommes politiques de gauche, comme ceux de droite, n'aspirent qu'à gérer les affaires de la bourgeoisie. La seule chose qui soit à l'arrière-plan de leurs désaccords et de toutes leurs divisions, c'est la question de savoir si un Mitterrand trahira seul les espoirs que les travailleurs mettent dans l'arrivée de la gauche au gouvernement, ou s'il les trahira flanqué de Marchais.

Le cirque électoral bat son plein, et les travailleurs ne doivent pas s'y laisser prendre. Rien de ce qui se discute aujourd'hui dans les états-majors tant des partis de gauche que de droite ne les concerne. Une véritable bataille est à livrer, mais elle se trouve ailleurs, sur un tout autre terrain que celui des élections. Les travailleurs ont les moyens d'arrêter l'offensive patronale et de rendre caduc le plan d'austérité. Mais pour cela, ils ne doivent compter que sur leurs propres forces, et leurs propres luttes.

Et la seule chose qu'ils puissent faire le 13 mars, c'est de le montrer en votant pour les listes présentées par les révolutionnaires.

Paris, une ville pas comme les autres

Paris n'est pas une ville comme les autres.

Par sa population d'abord, c'est une immense concentration humaine : 1 Français sur 20 habite Paris même, 1 sur 5 vit dans l'agglomération parisienne.

Par son rôle politique ensuite. Clé de voûte d'un Etat extrêmement centralisé, Paris abrite tous les organes de décision de l'appareil d'Etat. C'est là que siègent le pouvoir exécutif et les instances législatives ; s'y trouvent aussi tous les ministères et toutes les administrations centrales. Et même si, de temps à autre, par pure démagogie régionaliste, Giscard entreprend de réunir ses ministres à Lyon ou Lille, c'est à Paris que sont prises toutes les décisions politiques importantes. C'est d'ailleurs pourquoi tous les syndicats et tous les partis politiques y ont leur siège, ainsi que tous les grands moyens d'information.

Par son rôle économique aussi. C'est à Paris que sont concentrés tous les leviers de commande de l'économie française. Toutes les entreprises tant soit peu importantes, toutes

les banques, toutes les grandes sociétés étrangères, y ont un siège social. C'est en effet à Paris, dans les couloirs des ministères et des entreprises nationalisées que sont prises les grandes décisions sur le plan économique, que sont discutées et conclus tous les marchés importants, à commencer par les commandes d'Etat.

Par son rôle culturel enfin. Sur les 300 éditeurs français, 280 sont installés à Paris. Outre 70 théâtres et 80 musées, on y trouve des centaines de salles de cinéma, des dizaines de salles de concert, de bibliothèques. La prédominance de Paris sur le plan de l'enseignement est encore plus évidente : un étudiant sur 4, un universitaire sur 3, se trouvent à Paris. La plupart des grandes écoles, celles en particulier qui ouvrent la voie aux grandes carrières politiques ou administratives se trouvent également dans la région parisienne : l'ENA, Polytechnique, l'Ecole des Ponts et Chaussées, l'Ecole Nationale des Sciences Politiques, etc. Qui songerait aujourd'hui faire carrière sans passer par Paris ? Certes, la centralisation

extrêmement poussée des activités et des lieux de décision du pays autour de la capitale aboutit à une situation par bien des côtés aberrante. Mais le fait est là. Paris est une ville exceptionnelle. Et du coup, la mairie de Paris devient un enjeu politique d'une toute autre importance que celle de n'importe quelle autre ville.

UN MAIRE POUR PARIS, UN MAIRE POUR LA GALERIE ?

Jusqu'à présent, les Parisiens allaient aux urnes tous les six ans, comme tout le monde, dans le cadre des élections municipales nationales. Mais pas pour élire un maire, comme dans les 36 393 autres communes de France. Simplement pour élire un Conseil de Paris de 90 membres, lesquels n'avaient quasiment aucun pouvoir si ce n'est... de délibérer, ou d'entériner des décisions prises par d'autres. Deux hommes avaient la haute main sur la ville : le préfet de Police et le préfet de Paris, tous deux nommés par le gouvernement.

Cette année, en application de la réforme du statut de Paris que Giscard a fait voter le 31 décembre 1975, il y a du nouveau. Les électeurs parisiens iront voter de la même façon, mais ils éliront un Conseil de Paris de 109 membres, lequel ensuite — c'est là l'innovation — élira en son sein un maire pour la capitale.

Cela dit, il est bien difficile de savoir jusqu'où le changement ira plus loin. Le maire de Paris aura plus de pouvoirs que n'en avait l'ancien conseil, c'est sûr, mais les décrets d'application du nouveau statut n'étant pas encore publiés, on ne sait pas au juste lesquels. Une seule chose est sûre : il n'aura aucun pouvoir sur la police, qui demeurera sous la seule autorité du préfet de police autrement dit du gouvernement.

De longue date, un statut d'exception

Capitale de la France, Paris n'a pratiquement jamais connu un régime semblable à celui des autres villes. Au Moyen-Age, il est vrai, comme d'autres cités, elle a eu ses franchises, ses échevins, ses prévôts, représentants de la bourgeoisie naissante. Mais très rapidement, à la suite de conflits entre cette bourgeoisie et la monarchie — au XIV^e siècle, les bourgeois de Paris s'insurgèrent derrière le prévôt des marchands, Etienne Marcel —, le pouvoir central royal réagit en supprimant pratiquement toutes les libertés municipales pour la ville de Paris, et en plaçant celle-ci sous la tutelle directe du pouvoir royal. Il est vrai que la monarchie chercha partout à limiter les droits et les franchises des communes, mais nulle part la tutelle ne pesa aussi lourd que sur la capitale. Non seulement les rois furent toujours méfiants à l'égard de la population parisienne, turbulente et frondeuse, mais surtout, dans un Etat centralisé comme l'était déjà la France à la fin du Moyen-Age, ils craignaient qu'une administration communale autonome de la capitale ne devienne, dans

certaines circonstances, un pouvoir concurrent de la monarchie.

La Révolution de 1789 n'apporta guère de modifications à cet état de choses, si ce n'est pendant la période révolutionnaire elle-même où Paris se donna des institutions politiques communales et un maire élu.

Dès 1794, Paris connut à peu près le statut que la ville allait conserver jusqu'à aujourd'hui, deux préfets l'administrant, sous l'autorité directe du gouvernement. Les révolutions de 1830 et de 1848 ne changèrent pratiquement rien à ce statut, non plus que le Second Empire.

C'est seulement en 1871, sous la Commune de Paris née de l'insurrection des ouvriers parisiens, que la ville connut une réelle démocratie municipale, une démocratie directe et vivante qui dépassait d'ailleurs de loin celle des autres municipalités en temps ordinaire. Pendant trois mois, c'est toute la population laborieuse qui s'occupa activement de tous les aspects de la vie communale.

Mais la Commune de 1871, par la crainte qu'elle inspira à

la bourgeoisie, ne fit que renforcer les raisons qu'avait celle-ci de maintenir Paris sous un statut d'exception. C'est ainsi que la ville fut la seule, en France, à être exclue de la Charte communale de 1884, qui définissait les attributions de toutes les municipalités du pays.

Depuis, pendant plus de cent ans, le statut de Paris ne fut pas modifié, malgré divers projets en la matière, avancés par des politiciens ou notables parisiens, de gauche comme de droite.

Le refus de toujours de la bourgeoisie française et de ses représentants politiques d'accorder à Paris un statut de droit commun s'explique par diverses raisons. Bien sûr, il y a d'abord et toujours eu la crainte que les masses populaires parisiennes, promptes à s'insurger — l'histoire l'a montré — se mobilisent plus aisément dans le cadre d'institutions communales. Il y a eu aussi la crainte que la mairie soit enlevée par un homme politique de gauche. Mais aussi et surtout, il y a toujours eu le refus de prendre le moindre risque

qu'un homme politique — fût-il de droite — ne se serve de son prestige de maire de la capitale pour sortir de son rôle de gestionnaire municipal et cherche à s'imposer à la direction des affaires politiques du pays.

Ce risque était peut-être mineur. Bien d'autres capitales de grands Etats bourgeois ont des maires sans que le pouvoir central en soit inquiété pour autant. Cela dit, ce risque existait bel et bien. La preuve : l'opération politique que représente l'actuelle candidature de Chirac à la mairie de Paris.

Si Giscard, avait su, peut-être n'aurait-il pas poussé son pseudo-libéralisme jusqu'à proposer, et faire adopter, le 31 décembre 1975, la réforme du statut de Paris.

PROCHAIN DOSSIER : L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

- Sélection sociale et soumission aux intérêts du patronat.
- Les élèves du Technique en lutte.
- « Revaloriser » l'enseignement technique ou mettre fin à la division du travail manuel et du travail intellectuel ?

dossier

les municipales à Paris

Paris :
une
coloration
politique
marquée
à
droite

Depuis plusieurs dizaines d'années, c'est toujours la droite qui l'a emporté à Paris. Lors des élections municipales — mis à part l'immédiat après-guerre, en 1945 —, la gauche a atteint au mieux les 40%. Les résultats seuls diront si les partis de l'Union de la gauche, en mars 1977, ont quelque chance de l'emporter. Le ralliement, derrière les candidats du Parti Socialiste — députés ou conseillers généraux — d'un nombre toujours croissant d'électeurs lors d'élections récentes s'exprimera peut-être, à Paris aussi, par un gain de voix et de sièges pour la gauche. Cela dit, ses chances sont minimes. La lente et régulière hémorragie hors de Paris, des catégories populaires qui votent en général à gauche ne favorise pas une victoire électorale de cette dernière.

Sous la III^e République, les élections municipales avaient lieu au scrutin majoritaire uninominal à deux tours, par quartier ; les dernières eurent lieu au printemps 1935 avant la montée de 1936 : Paris resta à droite.

Pendant le gouvernement provisoire en 1945 et sous la IV^e République, aux élections de 1947 et 1953, l'existence d'un mode de scrutin par liste, à la proportionnelle, défavorisa un peu moins les partis de gauche, en particulier le Parti Communiste qui eut successivement 24 sièges, 25 et 29 sièges sur 90 au conseil municipal ; tandis que la SFIO, en perte de voix depuis la guerre, obtint 12 sièges, 8 puis 9 sièges.

Les élections marquantes de la période furent celles de 1947 où le RPF, rassemblement d'extrême-droite dirigé par De Gaulle après son départ du gouvernement obtint la majorité absolue des sièges : 52 sur 90. Si Paris n'avait pas eu un statut d'exception, un gaulliste aurait été alors maire de la Capitale, ce qui, dans le contexte politique de l'époque et le cadre des institutions de la

Giscard ne se doutait certainement pas, le 31 décembre 1975, lorsqu'il a fait adopter le nouveau statut de Paris — nouveau fleuron de son « libéralisme avancé » — que le scénario paisible qu'il avait prévu pour l'élection du futur maire de la capitale donnerait lieu à un spectacle aussi tapageur. Il escomptait certainement que le premier rôle reviendrait à un notable sans histoire. Paris aurait enfin un maire. Ce serait grâce à lui, Giscard. La majorité dite présidentielle — ex-UDR, RI et autres apparentés ou alliés, mains dans la main — remporterait à coup sûr les élections et s'installerait dans une nouvelle place de choix : la mairie de la capitale.

Mais c'était compter sans la division soudaine de la majorité, sans la cassure entre giscardiens et chiraquiens, provoquée il y a quelques mois par la démission intempestive de l'ex-Premier ministre Chirac. Celui-ci, les yeux tournés vers l'horizon 80 des présidentielles, vise à rassembler derrière son nom tout ce que la bourgeoisie compte de réactionnaires mécontents du pseudo-libéralisme giscardien. Et sur le fond de son opération politique, la mise en scène de l'élection du maire de Paris a pris une tout autre tournure.

Certes, c'est Giscard qui a commencé en donnant, dès le 12 novembre 1976, l'investiture officielle de futur maire de Paris à Michel d'Ornano. Ce fut pour le moins mal reçu dans le camp chiraquien. Le maire de Deauville

IV^e République, aurait certainement posé quelques problèmes.

Sous la V^e République, si le scrutin majoritaire de liste à deux tours diminua le nombre de listes présentées, le bilan ne fut guère plus favorable à la gauche. Celle-ci eut successivement 38 sièges en 1959, 38 sièges en 1965 et 31 sièges en 1971 (toujours sur 90). Cette tendance de voter à droite fut d'ailleurs confirmée par les résultats des présidentielles de 1974 : au second tour Giscard recueillit 56,89 % des voix, soit 6,23 % de plus que sa moyenne nationale.

La répartition des voix dans Paris est certes loin d'être homogène, c'est d'ailleurs ce qui permet à la gauche d'avoir quand même des conseillers municipaux malgré le mode de scrutin. Ce sont les quartiers populaires des 11^e, 13^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements qui envoient des élus de gauche, en majorité communistes, au conseil municipal. Le reste de Paris vote essentiellement UDR.

Notons qu'en mars 1971, les listes « Paris aux Travailleurs » présentées par le PSU et Lutte Ouvrière avaient recueilli 6,31 % des voix, cela représentait une partie appréciable des suffrages de travailleurs qui n'avaient pas oublié les espoirs de Mai 68.

dans les arènes



le était présenté comme le candidat de la majorité unie alors que de toute évidence il ne l'était pas. D'autant plus que certains notables gaullistes, solidement accrochés à Paris, se tenaient fermement sur les rangs depuis longue date — ils l'avaient fait savoir... entre autres Christian de La Malène. Par ailleurs, pressenti comme candidat dans le 17^e arrondissement, d'Ornano ne parvenait pas à rallier à sa candidature Bernard Lafay, l'un des notables parisiens de droite parmi les plus vieux de la vieille. Et il se voyait donc contraint de se présenter concurrentement à Lafay, avec tous les risques que cela comportait.

C'est alors que s'ouvrit le second acte de l'opération avec l'annonce, le 19 janvier dernier,

de la candidature de... Chirac, soi-même, dans le 5^e arrondissement dont le notable local, Tibéri, lui laissait sa première place, toute chaude.

Et le duo Chirac-d'Ornano de commencer, le premier jouant au faux naïf sur l'air du « Pourquoi pas moi ? », tandis que le second, soutenu par tout le chœur des giscardiens, entamait le grand air de la calomnie : Chirac était un pleutre, un déloyal, portant des coups dans le dos de la majorité.

Le drame de la mort de Lafay vint ponctuer la fin du second acte. La situation, grave, méritait un geste d'apaisement et d'Ornano, discrètement, de retirer sa candidature du fief du défunt.

Chassé du 17^e, apparemment peu souhaité dans le 16^e ou au-

tre arrondissement du genre parce que certains notables le considéraient comme un ami un peu trop encombrant, d'Ornano se rabattit finalement sur le 18^e, aux premières lignes, prêt à rompre le fer avec la dite « coalition socialo-communiste ». Une honorable porte de sortie.

Depuis, l'affaire de la bataille pour Paris entre les clans de la droite continue de rebondir. Le 22 février, Guillaumin de Bénouville, bras droit de Marcel Dassault, apparenté RPR, annonçait son intention de se présenter dans le 12^e arrondissement, sur une « liste d'union... » de d'Ornano ! Car la droite en est là. Il y a les listes d'union de l'un, et les listes d'union de l'autre, chacun s'en réclamant pour mieux se combattre.

La droite est divisée. Bien plus, c'est la guerre ouverte. Il y a presque autant d'apparentés RPR sur les listes de d'Ornano qu'il y a de RI sur celles de Chirac, et presque autant de réformateurs ou autres radicaux des deux côtés. Car de toute évidence, ce ne sont pas les divergences politiques profondes qui poussent les uns et les autres à se rallier soit aux listes « Paris-Majorité » du RPR, soit aux listes PRP (Pour le Renouveau de Paris) des giscardiens : ce sont les ambitions personnelles, petites et grandes.

Voilà bien les politiciens de la droite française sous leur vrai visage. On les croirait sur un champ de course, s'agitant fébrilement pour porter la mise sur le meilleur cheval et attendant tous le dernier instant pour virer éventuellement de bord, selon les derniers pronostics.

Il faut dire que les enjeux ne sont pas négligeables. Certains jouent leur carrière politique — Chirac. D'autres, leur carrière de gestionnaires municipaux. Tous, enfin, pour eux-mêmes ou leurs bons amis, lorgnent sur la gigantesque affaire financière que représente la mairie de Paris.

Ces hommes de droite

Michel d'Ornano



Maire de Deauville depuis 1962, Michel d'Ornano appartient au « beau monde ». Son père, le comte Guillaume d'Ornano, fondateur de la société Lancôme, est propriétaire d'un élevage de pur-sang et d'une écurie de courses, et président-directeur général de la société Jean d'Albret-Orlane.

Dans une interview au *Nouvel Observateur* en octobre dernier, Michel d'Ornano donne quelques précisions sur sa fortune. « Je n'ai ni bateau, ni avion, ni chevaux, ni immeubles » affirme-t-il ! mais « à Paris, un hôtel particulier acheté il y a quelques années, qui vaut aujourd'hui dans les trois millions de francs. A Deauville, la villa « Mirasol », achetée il y a longtemps, qui doit valoir maintenant deux millions de francs. J'ai des actions cotées en Bourse et des obligations. J'ai acheté ces obligations quand je me suis retiré des affaires : j'ai été le co-fondateur de la société de produits de beauté et de parfums Orlane. (...) Autrefois, j'avais des chevaux, comme mon père, mais je les ai vendus parce que je n'ai plus le temps de

m'en occuper. Et c'est mon frère, pas moi, qui possède des forêts ».

Sur le plan politique, d'Ornano est depuis longtemps un fidèle de Giscard d'Estaing, dont il adopta la politique du « cactus » à l'égard de De Gaulle. Il appela à voter « non » au référendum de 1969 qui fut à l'origine du départ de De Gaulle. En janvier 1974, peu avant la mort de Pompidou, il se montre critique à l'égard du gouvernement de ce dernier. « Le gouvernement serait bien inspiré d'expliquer ce qu'il fait », déclare-t-il.

D'Ornano a été secrétaire général adjoint des Républicains indépendants en 1969 et secrétaire général en 1974, pendant l'élection présidentielle. Ministre de l'Industrie depuis, il s'est distingué par sa campagne sur l'économie d'énergie. C'est lui qui, un thermomètre à la main et flanqué d'un huissier, est allé récemment vérifier si la température n'excédait pas les 20° réglementaires dans les bureaux de la tour Montparnasse... pour voir si « ça chauffait » chez Chirac ?

politiques de lutèce

La mairie de Paris, une gigantesque affaire financière

Avec sept milliards de budget en 1976, une administration de près de 40.000 employés, le contrôle de l'Assistance Publique (38 établissements hospitaliers et 58.000 agents), du Crédit Municipal, de la Direction de l'Urbanisme et du Logement (chargée entre autre de la délivrance des permis de construire), de la Direction de la Voirie (construction du périphérique, des voies sur berges), un domaine immobilier considérable, un parc automobile important, etc., la gestion de Paris représente une gigantesque affaire financière.

Diriger la mairie de la capitale, gérer les affaires de la ville, c'est avoir la haute main sur tous ces organismes et tous ces milliards. Et surtout, c'est pouvoir en disposer non dans l'intérêt de la population — rares sont les politiciens bourgeois qui ont ce souci — mais dans celui de multiples sociétés bancaires ou immobilières avec lesquelles les hommes politiques de la droite entretiennent les meilleurs rapports, quand ils n'en sont pas directement actionnaires.

Pendant près de vingt ans, de par leur situation majoritaire au Conseil de Paris et leurs étroites relations personnelles avec le monde des affaires, les notabilités locales gaullistes ont permis à de nombreuses grandes sociétés capitalistes — commerciales, bancaires et immobilières — de faire main basse sur la ville, de construire ou de détruire parce que cela rapportait.

Aujourd'hui, à l'arrière-plan de la lutte politique pour la mairie de Paris que se livrent les deux clans de la majorité — chiraquiens et giscardiens — il y a aussi et encore cela : la course à la libre disposition de capitaux dans l'intérêt d'amis financiers auxquels les uns et les autres veulent du bien.

Gaullisme et Immobilier Cie

Depuis une vingtaine d'années, Paris est un immense chantier : des quartiers entiers sont rénovés (le 13^e, le 15^e, Belleville...), les voies sur berges, le périphérique ont été ouverts, etc. Et bien plus que la volonté de laisser son empreinte dans la pierre, l'administration à majorité gaulliste de la capitale — épaulée par de nombreux élus de la ville — a manifesté là son souci de voir croître et multiplier les profits de certaines grandes banques, investissant dans l'immobilier.

A plusieurs reprises, des scandales ont soulevé un instant le voile qui couvraient pudiquement ce genre d'opérations.

Au début des années 1960, ce fut le scandale du « Comptoir National du Logement ». Par suite de malversations de l'architecte Pouillon et du préfet Haag — tous deux animateurs du fameux Comptoir National du Logement —, des acquéreurs durent verser une « rallonge » de 10 % pour entrer dans leur appartement. On apprenait ainsi, en cette occasion, qu'une partie des fonds détournés avait servi à financer la campagne électorale du député gaulliste de Paris, Joël le Tac.

Autre « affaire » : celle des abattoirs de la Villette où 100 milliards de centimes furent gaspillés. Pas pour tout le monde cependant : la société constructrice des installations, y trouva son compte, et, comme par hasard, elle était présidée par De Grailly, député UDR de Paris.

Autre député UDR encore, autre « affaire » : celle de la Garantie

Foncière où l'on retrouve pêle-mêle, à côté des époux Frenkel, l'avocat et gaulliste Rochenoir, ainsi que Rives-Henry, député UDR et P-DG de la Garantie Foncière.

Il y eut aussi l'affaire de la CADIR, qui aboutit à l'élimination de Dechartre, secrétaire d'Etat au Logement ; sans oublier les différents dossiers immobiliers aux relents douteux — notamment l'énorme et inexplicable déficit de l'office HLM de Paris — ressortis par Aranda qui fut conseiller de Chalandon, ex-ministre de l'Équipement et du Logement...

En fait, ces « bavures » n'étaient que l'aspect visible et mineur des relations de plus en plus étroites entre personnalités proches du pouvoir et hommes d'affaires.

Cette interpénétration des milieux de l'immobilier et de ceux de la politique ne se limitait pas, d'ailleurs, aux menus services que pouvaient se rendre les uns et les autres. Elle concernait les hommes eux-mêmes qui, bien souvent — exerçaient des responsabilités dans les deux secteurs, successivement ou simultanément.

R. Galley, ministre du Logement en 1974, avait participé à la fondation d'une société, la CADIR, qui fut condamnée pour avoir tenté d'extorquer des fonds à un promoteur et l'un de ses prédécesseurs. A. Chalandon avait présidé une société de construction qui s'était permis de construire 350 logements sans autorisation... juste avant de devenir, en 1968, ministre d'un domaine qu'il connaissait bien : le logement !

Et ce qui était vrai au niveau des ministres UDR l'était tout autant au niveau des responsables parisiens : Marcel Diebolt quitta son fauteuil de préfet de Paris pour passer directement à celui de président d'une filiale immobilière de la banque Paribas. Il avait d'ailleurs été précédé dans cette voie par Michel Caldeguès, ex-député UDR, ex-conseiller de Paris.

Christian de la Malène, ténor du gaullisme, député de Paris, conseiller de Paris et rapporteur du budget de la ville, est pour sa part P-DG de la SEMEAH, cette société qui ne construit rien mais creuse le trou des Halles... et le budget de la ville.

Si Paris a un maire de gauche, il ne sera pas communiste

La préparation des élections municipales et la constitution des listes communes de l'Union de la gauche ont été marquées, à Paris plus que partout ailleurs, par les habitudes querelles entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste.

Après deux mois de discussions, la composition définitive des listes a été officiellement rendue publique.

Dans tous les arrondissements où la gauche était déjà majoritaire (11^e, 13^e, 18^e, 19^e, 20^e), le PCF obtient près des 2/3 des sièges et toutes les têtes de listes. Dans cinq autres secteurs, ceux où les sondages accordent une majorité possible à la gauche, (1^{er}-4^e, 2^e-3^e, 10^e, 12^e, 14^e), il obtient 7 sièges sur un total de 25 et deux têtes de listes.

Le Parti Communiste présente la chose comme un succès pour lui : il garde la majorité des candidats et la totalité des têtes de liste dans les cinq arrondissements quasiment acquis à la gauche.

Mais en fait, les choses ne sont pas aussi simples. Car de deux choses l'une : ou bien la droite l'emporte à Paris, et le PCF aura la maigre consolation d'être majoritaire dans la minorité de gauche du Conseil de Paris... comme il l'est déjà. Ou bien c'est la gauche qui l'emporte — en gagnant la partie dans les 1^{er}-4^e, 2^e-3^e, 10^e, 12^e, 14^e arrondissements, en balance. Mais dans ce cas-là, le rapport des forces étant globalement défavorable au PC au sein des listes présentées par la gauche dans les dix arrondissements où elle a une chance de passer, les élus communistes se retrouveront minoritaires au sein de la majorité de gauche du Conseil de Paris.

Ce dont le socialiste Chevènement s'est même ouvertement félicité ces jours-ci, sur les ondes de la radio.

Et l'on peut même affirmer à coup sûr que si maire de gauche il y a à l'issue du scrutin de mars 1977, ce ne sera pas de toute façon Fiszbin, mais un socialiste.

qui nous voudraient du bien

Christian de la Malène

La candidature de Michel d'Ornano n'a jamais eu l'assentiment du RPR. C'est que les gaullistes, depuis vingt ans, ont la haute main sur la ville de Paris et ne tiennent pas à lâcher le gâteau au profit des Républicains indépendants. Avant que Chirac n'annonce son intention de se présenter, le RPR avait déjà un candidat pressenti en la personne de Christian de La Malène.

Gaulliste de longue date, de La Malène fut secrétaire administratif du RPF, parti d'extrême-droite créé par De Gaulle en 1947, puis il occupa les fonctions analogues au Groupe des Républicains Sociaux qui avaient pris la succession du RPF. Ensuite, en 1958, il adhéra à l'UNR, nouveau parti gaulliste, et fut élu député de la Seine. Il entra au cabinet du Premier ministre d'alors, Debré. Plus tard, en

1968, il fut nommé ministre de la Recherche Scientifique.

Mais c'est surtout dans le cadre de Paris que se déroula sa carrière. Elu conseiller du 8^e secteur en 1965, il fut aussitôt nommé rapporteur général du budget de la ville de Paris, poste qu'il occupa depuis lors sans interruption pendant douze ans. Et ce poste lui permit d'accéder entre autres au Conseil d'administration du district de la région parisienne et à la Société d'études des Halles de Paris dont il est cogérant en 1968-1969. Depuis, il est président de la société d'économie mixte d'aménagement du secteur des Halles. Bref, des postes où l'on brasse beaucoup d'argent.

Le nom de La Malène fut et reste lié à toutes les affaires scabreuses de Paris, du trou des Halles aux abattoirs de la Villette en passant par les terrains de Citroën.

Cela n'empêcha pas de La Malène, à l'annonce de la candidature de d'Ornano, de déclarer en ce qui concerne la mairie de Paris : « Je suis, du point de vue

de la compétence, le plus qualifié ». Cela, c'était avant l'annonce de la candidature Chirac. Il est vrai que cette candidature ne contraria en rien les ambitions de de La Malène, au contraire. Chirac utilise la mairie de Paris comme un tremplin politique. S'il fait le saut de là vers l'Élysée ou l'Hôtel Matignon, il reviendra peut-être à de La Malène la mairie de Paris. Pour ce dernier, Chirac est plus une locomotive qu'un concurrent.

Feu Bernard Lafay

Décédé le 13 février dernier, Bernard Lafay était le type même du notable gaulliste de la capitale.

Son gaullisme ne fut pas d'une fidélité à toute épreuve, puisqu'il naviga pendant des années entre le RPF de De Gaulle, le Parti

Radical et les Centristes d'opposition, au gré de ses intérêts électoraux.

Par contre, sa situation à Paris était solidement assise, puisqu'il appartenait au Conseil de Paris sans discontinuer depuis 1945. Il en était président depuis 1975. Le 17^e arrondissement était son fief électoral. Vis-à-vis de la population de cet arrondissement, à majorité bourgeoise, il jouait à fond son rôle de notable local ayant le bras long. « Il écrivait beaucoup, envoyait ses vœux à tout le monde, même aux petits enfants qui ne savent pas encore lire », déclare un habitant du quartier.

Ce vieux notable, qui avait solidement pris racine, tant dans son arrondissement qu'au Conseil de Paris, pouvait raisonnablement escompter, avec le nouveau statut de Paris, inaugurer les fonctions de maire de la capitale. Avant d'être victime d'une crise cardiaque, Bernard Lafay avait été victime des calculs politiques de la majorité, de ceux de Chirac, mais surtout de ceux de Giscard-d'Ornano.

dossier

les municipales
à Paris

La population parisienne change de visage

En vingt ans, de 1954 à 1975, la population parisienne a diminué d'un demi-million d'habitants. Paris est tout juste aussi peuplé aujourd'hui qu'il y a un siècle. Mais par ailleurs, c'est bien plus que 500.000 personnes qui ont quitté la capitale. Car il y a eu mouvement dans les deux sens : certains sont partis, d'autres sont venus. Et surtout, la population parisienne a subi des transformations profondes, que ces chiffres à eux seuls n'indiquent pas.

D'abord, Paris a vieilli. Ce sont surtout les jeunes ménages, avec de jeunes enfants, qui sont partis, la plupart du temps pour la banlieue.

Sur le plan social, Paris s'est vidé de sa population laborieuse. De 1968 à 1973, le nombre d'ouvriers a diminué de 20 %, celui des artisans de 50 %. Il est vrai que la population totale a diminué, mais la population ouvrière a diminué plus vite ; elle ne représente plus aujourd'hui que le quart à peine de la population parisienne. Les travailleurs et les petites gens ont été chassés de Paris par le coût de plus en plus exorbitant des logements, par les opérations de « rénovation » et, dans une moindre mesure, par la diminution des emplois industriels dans la capitale.

A la place des travailleurs, sont venus s'installer en grand nombre des cadres, surtout dans les

quartiers en rénovation comme les 13^e et 15^e arrondissements. Mais dans d'autres quartiers, le 11^e et le 18^e notamment, c'est au contraire une population plus misérable encore qui s'est installée : la population immigrée. Celle-ci, dont le nombre a doublé en sept ans, représente actuellement le quart de la population parisienne, alors que sur la région parisienne tout entière elle n'en représente que les 12 %.

Ce sont les immigrés qui vivent dans les pires conditions, dans les logements les plus exiguës, les plus vétustes, les plus dépourvus de tout confort, de vrais taudis souvent.

Il y a 25 % d'immigrés à Paris, la même proportion que d'ouvriers. Cela ne signifie pas que tous les ouvriers sont des immigrés, ni réciproquement. Mais les travailleurs immigrés forment à l'heure actuelle la grande majorité de la population ouvrière de Paris.

Ainsi, s'il est certain que Paris s'embourgeoise, que les riches — grands et petits bourgeois — y sont de plus en plus nombreux et que les couches populaires traditionnelles en sont chassées vers les banlieues, il reste une population pauvre dans la capitale, une population ouvrière de plus en plus démunie, qui se recrute essentiellement parmi les immigrés, souvent parqués dans des quartiers ou des îlots devenus de véritables ghettos.

Quelques chiffres

DE MOINS EN MOINS DE PARISIENS DEPUIS 50 ANS

Année	Population
1891	2.448.000
1921	2.906.000
1954	2.850.000
1962	2.753.000
1968	2.590.000
1975	2.300.000

DE MOINS EN MOINS D'OUVRIERS, DE PLUS EN PLUS DE CADRES

Profession	1968	1975
Professions libérales + cadres supérieurs	14,9 %	20,5 %
Cadres moyens	15 %	20,5 %
Employés	18,9 %	16,2 %
Ouvriers	28,3 %	25 %

UNE POPULATION PLUS VIEILLE QU'AILLEURS

Tranche d'âge	Paris	Région parisienne
— de 20 ans	20 %	28 %
50 à 65 ans	19,6 %	15,3 %
+ de 65 ans	16 %	12 %

■ En ce moment, les promesses électorales pleuvent. Du côté de la majorité surtout, ça tombe dru.

C'est ainsi que d'Ornano, qui s'est brusquement découvert une vocation d'écologiste, se propose de rendre Paris plus vert, de reboiser les bois et même, ce n'est pas un canular, de construire des jardins suspendus sur le périphérique ! Avec lui, il nous le promet, la Seine sera réoxygénée et dépolluée, les gaz d'échappement neutralisés, les immeubles protégés contre le bruit.

Dans un autre registre, Chirac promet, quant à lui, un Palais des Sports, un Vélodrome d'Hiver, une patinoire de compétition et une piscine olympique. Cela, pour les réalisations de prestige. Pour le reste, s'il est élu, les hôpitaux seraient, à l'en croire, humanisés, la sécurité

renforcée dans les écoles, le téléphone serait installé chez toutes les personnes âgées, dont les allocations seraient revalorisées ; un plan de cinq ans serait mis en chantier pour résoudre enfin les problèmes de la circulation, comprenant la prolongation de cinq lignes de métro, la création de nouvelles lignes de RER, la multiplication des autobus, la création de garages publics. Chirac parle même de « supprimer les interdictions de stationner là où elles ne sont pas strictement indispensables » !

On a peine à imaginer, en lisant les programmes des candidats de la majorité, que ces gens-là sont au pouvoir depuis des années, qu'eux-mêmes et bien de leurs amis ont été ministres à diverses reprises.

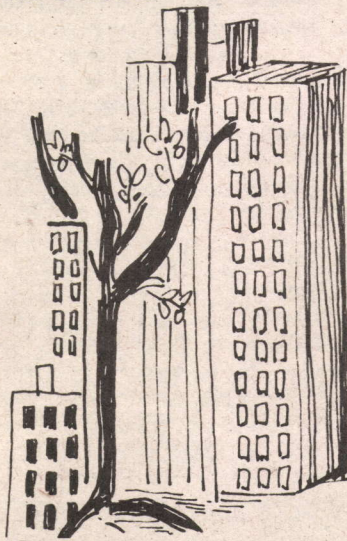
Tous les problèmes dont ils parlent aujourd'hui, la dégradation des

conditions de vie dans la capitale, les embouteillages, le bruit, la pollution, l'insécurité dans les écoles, la situation des personnes âgées, ils en sont les premiers responsables. Aujourd'hui, affirment-ils, c'est pour apporter une solution à ces problèmes qu'ils veulent accéder à la mairie de Paris. Mais pendant des années, en tant que ministres et même Premier ministre, ils ont eu tous les moyens, politiques et financiers, de réaliser les mesures qu'ils promettent maintenant. Ils n'ont rien fait dans ce sens. Au contraire.

Il faut vraiment tout le culot et le cynisme dont sont capables les politiciens bourgeois pour promettre de faire en tant que maire ce qu'ils n'ont pas fait en tant que ministres.

Mais si Paris vaut bien une messe, sa mairie vaut bien toutes les promesses.

MOINS D'UN DEMI-MÈTRE CARRÉ D'ESPACE VERT PAR HABITANT



● les arbres
qu'on
abat...

D'Ornano fait de grandes promesses quant à la création future d'espaces verts. Entre autres, il parle de transformer La Villette en parc public. Bien sûr, il ne dit pas un mot de ce qu'il compte faire de tout le béton qui s'y trouve. Sans doute a-t-il l'intention de le laisser en place pour réaliser un de ces magnifiques ouvrages qui sont la gloire de la V^e République : les plantations sur dalles de béton.

A Paris, l'essentiel des créations d'espaces verts date du Second Empire, sous lequel tous les grands jardins, les promenades et les bois ont été aménagés et plantés. D'ailleurs, 65 % des arbres existant à Paris datent d'avant 1900. Jusqu'à la dernière guerre, des squares et jardins pour les enfants ont été créés. Mais dans les trente dernières années, rien ou presque rien n'a été fait... Moins que rien, à vrai dire.

Car pour créer des passages souterrains ou des parkings, on

■ Si l'on en croit certaines statistiques, chaque Parisien disposerait de quelque dix mètres carrés d'espace vert. Mais c'est vite dit, et le calcul est discutable. Car sont inclus dans cette statistique les bois de Boulogne et de Vincennes, les arbres d'alignement des avenues (reconvertis en forêt potentielle par rapprochement théorique !), les jardins privés, fermés au public, les groupes scolaires, et... les pauvres troncs qui tentent de survivre le long du périphérique ! Et pourquoi pas les géraniums et artichauts en pots des rebords de fenêtres !

En fait, si l'on examine la situation réelle, par arrondissement, on est loin du compte :

- dans le 2^e arrondissement : 0,07 m² par habitant ;
- dans le 3^e arrondissement : 0,43 m² par habitant ;
- dans le 9^e arrondissement : 0,15 m² par habitant ;
- dans le 10^e arrondissement : 0,14 m² par habitant ;
- dans le 11^e arrondissement : 0,16 m² par habitant ;
- dans le 12^e arrondissement : 0,26 m² par habitant ;
- dans le 17^e arrondissement : 0,30 m² par habitant ;
- dans le 18^e arrondissement : 0,27 m² par habitant ;
- dans le 15^e arrondissement : 0,47 m² par habitant.

Ainsi, dans près de la moitié des arrondissements parisiens, c'est de moins d'un demi-mètre carré d'espace vert dont dispose chaque habitant.

a détruit de très beaux arbres — sur le Cours de la Reine, devant Saint-Sulpice, Saint-Augustin, Notre-Dame ou sur les berges de la Seine. De l'avis même des experts, ces arbres ne pourront être remplacés, puisque « les arbres à grand développement devraient théoriquement bénéficier de la pleine terre... La stabilité mécanique des grands végétaux, lorsque l'épaisseur de terre est réduite, reste préoccupante » (extrait d'une brochure éditée par la Préfecture de Paris en 1972).

Sous peine de crever par défaut d'alimentation ou de se déraciner au moindre vent, les grands arbres à fort développement ne peuvent être plantés

sur des dalles de béton. Qu'à cela ne tienne, beaucoup ont été pourtant arrachés et remplacés... par du gazon.

Le plan général d'aménagement de la circulation dans Paris prévoyait d'ailleurs la transformation de presque tous les squares des quartiers en parkings, recouverts de plantations sur... béton. La réalisation en a été stoppée, en particulier à la suite des multiples protestations, pleinement justifiées.

Car non seulement ces transformations supprimaient des arbres capables de régénérer en partie l'oxygène brûlé par la circulation, mais elles faisaient de plus bénéficier les quartiers d'un regain de gaz d'échappement exhalés des parkings en question.

au profit

Le logement à Paris :

Une marchandise trop chère pour les travailleurs

Parmi toutes les capitales des pays riches d'Europe occidentale, Paris détient un triste record : celui du plus grand nombre de taudis insalubres ; celui aussi de l'absence du confort le plus élémentaire ; celui enfin du surpeuplement des logements.

Pendant des dizaines d'années, les propriétaires ont laissé leurs immeubles à l'abandon, parce que les rénover ou simplement y installer le confort minimum ne leur rapportait rien. Et c'était les travailleurs, les couches de la population les plus démunies, locataires des logements anciens, les plus inconfortables, qui faisaient les frais de cette politique.

Depuis une quinzaine d'années, les choses changent. Partout, on démolit et on reconstruit. Paris est devenu un immense chantier. Des quartiers entiers sont rasés, transformés. A la place des taudis, des îlots insalubres, toutes sortes de constructions neuves se dressent, des bureaux ultra-modernes, mais surtout des résidences luxueuses, des appartements de « standing », aux prix de location ou de vente exorbitants. Des résidences et appartements où il n'y a pas de place pour les travailleurs, qui n'ont pas les moyens d'y vivre.

Car tout cela s'est fait au nom du sacro-saint profit capitaliste. Si tant de grandes banques et autres sociétés immobilières ont investi dans la pierre, ce n'est pas par pure philanthropie. C'est parce que c'était éminemment rentable, parce que la marchandise logement se vendait bien, et cher.

Ainsi, Paris s'est rénové, mais pas en fonction des intérêts de la population et d'un quelconque plan d'urbanisme favorable aux couches populaires. Paris s'est rénové sous l'aiguillon de la spéculation immobilière, de façon anarchique, désordonnée et par l'unique jeu de la loi du profit maximum. Et alors qu'il y a plusieurs dizaines d'années ce sont les plus pauvres qui pâtissaient au premier chef du caractère inconfortable, pour ne pas dire vétuste et insalubre, des logements parisiens, ce sont encore eux les principales victimes de la rénovation. Ce sont eux qui sont chassés de leurs quartiers, contraints à l'exode en banlieue, parce que les logements qu'on construit aujourd'hui sont une marchandise qu'ils n'ont pas les moyens de se payer.



● les plus pauvres chassés...

Le sort des personnes expulsées lors des opérations de rénovation peut être illustré simplement par l'exemple du quartier Italie. Selon une enquête effectuée au début de l'opération par les services de la Préfecture, sur 10 familles vouées à l'expulsion, 2 avaient des revenus suffisants pour louer un logement aux prix courants, 5 pouvaient prétendre à un HLM et en payer le loyer, et 3 n'avaient pas les ressources suffisantes pour payer un loyer d'HLM. Résultat : 1 900 personnes âgées durent partir à l'hospice. Quant aux 2 500 personnes restantes qui ne pouvaient se payer le « luxe » d'un HLM, personne ne s'en est soucié. Sans doute ont-elles été se réfugier dans un autre quartier vétuste en attendant la prochaine rénovation...

● l'ascension vertigineuse des loyers

En 1949, le loyer mensuel d'un logement de catégorie moyenne, soumis à la loi de 1948, représentait une journée de travail d'un ouvrier payé au SMIG. En 1975, le loyer de ce même logement se montait à une semaine de travail (calcul effectué par la Confédération Nationale des Locataires — cité dans *Demain la ville*, Editions Sociales).

Et il ne s'agit là que des loyers les plus faibles. Si l'on prend l'exemple d'un F3 dans un immeuble plus récent, pour un ouvrier payé au SMIC, le loyer mensuel représente (charges comprises) :

- 13 jours de travail dans un HLM ;
- 3 semaines de travail dans un ILN (Immeuble à loyer normal) ;
- au moins un mois de salaire et parfois beaucoup plus dans un immeuble neuf du secteur non réglementé !

● le scandale des logements vacants

S'il y a 60.000 familles inscrites au fichier des mal-logés, et sans doute encore des dizaines de milliers d'autres qui n'y sont pas inscrites, les statistiques de l'INSEE dénombrent environ 88.000 logements vacants. Il s'agit d'une part d'appartements neufs qui ne trouvent ni acquéreur ni locataire en raison de leur prix, et d'autre part de logements qui sont tout simplement gardés en réserve par leurs propriétaires. A cela, il faut ajouter environ 38.000 logements qui restent inoccupés la plus grande partie de l'année (résidences secondaires essentiellement). En tout, de quoi reloger immédiatement environ 300 000 personnes dans des conditions décentes !

● 1948 : la loi des taudis

Entre autres dispositions, la loi de 1948 fixait un loyer maximum pour chaque logement. Adoptée dans une période où sévissaient la crise du logement et des difficultés économiques graves, elle était censée lutter contre la spéculation. Mais en réalité, elle avait un autre but : rendre les bas salaires plus supportables aux ouvriers en leur offrant des loyers à bas prix à un moment où l'inflation les frappait durement.

Mais, en définitive, cette loi s'est retournée contre ceux qu'elle était censée protéger. Pendant des années, estimant que les loyers ne leur rapportaient pas assez, les propriétaires ont laissé leurs immeubles à l'abandon, tandis que les financiers hésitaient à investir leurs capitaux dans les logements locatifs.

La loi de 1948 n'a pas résolu la crise du logement à l'époque ; elle a été responsable de la transformation d'une bonne partie du parc immobilier français en taudis insalubres. Ce sont les travailleurs qui en ont fait les frais. Et les patrons les bénéficiaires, les faibles loyers justifiant en partie les faibles salaires.

● le vélo pour les pauvres

D'Ornano comme Chirac se trouvent soudain pris d'une passion pour la « petite reine ». Tous deux découvrent que l'on n'a rien fait pour la bicyclette, qu'il faut construire des pistes cyclables, des garages à vélo, etc. Bref, on a trouvé le moyen de transport de l'avenir, qui réglera les difficultés de la circulation sans polluer... et aussi sans coûter cher. Reste à savoir si ce subit engouement, toute cette publicité pour le vélo, n'a pas d'autre arrière-pensée que l'amour du sport ; si ces messieurs n'entendent pas préparer les travailleurs à l'avenir qu'ils leur réservent dans le cadre de l'approfondissement de la crise et de l'austérité : le choix de se rendre au travail à pied ou à vélo.

Autos, métro, boulot, y'en a plus que marre !



La ville de Paris dispose d'un réseau de transports en commun qui a été conçu de façon rationnelle il y a cinquante ans, un réseau qui ne laisse aucun point de la capitale éloigné de plus de deux cents mètres environ d'une station de métro ou d'un arrêt de bus.

Mais aujourd'hui, Paris fait corps avec l'ensemble de l'immense agglomération qui l'entoure. Bien des gens qui habitent Paris travaillent en banlieue, et inversement. Bien des banlieusards, qui travaillent dans une autre banlieue, doivent passer par Paris pour s'y rendre. Pourtant, dès que l'on sort des strictes frontières de la capitale, les transports en commun se font de plus en plus rares et inconfortables. Alors, c'est l'automobile, le seul moyen de transport qui reste à la disposition de centaines de milliers de travailleurs, qui envahit toute l'agglomération. La situation devient de plus en plus inextricable, à Paris même dont la plupart des rues, par-dessus le marché, sont constamment en travaux. En 1970, on estimait à 70.000 le nombre de véhicules circulant à un moment donné dans Paris. En 1975, ce chiffre était passé à 110.000.

Et les sèches statistiques sont loin d'exprimer tout le gâchis que représente, en temps perdu, en argent gaspillé, en pollution et en fatigue nerveuse extrême, l'incurie des pouvoirs publics en matière de transports en commun dans la région parisienne.

Car, n'en déplaise aux hypocrites qui nous gouvernent, si les gens prennent une voiture malgré les embouteillages, malgré le coût de l'essence et du stationnement, c'est vraiment qu'ils n'ont pas le choix.

● l'automobile pour les riches

En 1970, une enquête de la Préfecture de Police révélait qu'il existait à l'époque 650 000 places de stationnement licite dans Paris, dont 240 000 sur la voie publique, donc gratuites. Mais il y avait 760 000 voitures stationnées en permanence, c'est-à-dire que 110 000 se trouvaient automatiquement en stationnement illégal.

Les données du problème étaient donc simples : il s'agis-

sait de dissuader plus de cent mille automobilistes de stationner. Ce qui fut entrepris en sélectionnant par l'argent.

Dans le centre, dans les quartiers commerciaux, furent construits des parkings à tarif élevé. Dans les rues avoisinantes, furent installés des parcmètres au tarif général de 2 F de l'heure, mais 3 F dans une zone du centre qui doit être étendue en 1977. C'est

ainsi qu'il y a aujourd'hui 27 000 places équipées de parcmètres tandis que 5 000 doivent l'être encore sous peu, en attendant que les 10 000 places restantes de l'ancienne zone bleue le soient également.

Par ailleurs, le nombre des contraventions distribuées chaque jour au seul titre du stationnement interdit se montent à 400 000 pour la Petite couronne.

L'affaire est rentable. Outre l'argent des contraventions, le stationnement payant (parcmètres et autres parkings) rapporte aux pouvoirs publics un bénéfice net, tous frais déduits, d'un milliard d'anciens francs par an.

Mais bien évidemment, on ne roule pas mieux pour autant dans Paris. Simplement, on paye plus cher, en essence, en parcmètres... ou en contraventions.

C'est le racket institutionnalisé.

dossier

les municipales
à Paris

Les révolutionnaires dans la campagne des municipales

Voici les candidats qui conduisent les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » dans les vingt arrondissements de Paris :

1^{er}-4^e arrondissements :

ROUSSEAU Michel - 32 ans - contrôleur PTT.

2^e-3^e arrondissements :

ALLAIN Liliane - 28 ans - employée.

5^e arrondissement :

MALIFAUD Jean - 31 ans - maître-assistant.

6^e arrondissement :

AJZENBERG Jean-Louis - 28 ans - ouvrier métallurgiste.

7^e arrondissement :

MARIELLE Bruno - 26 ans - employé.

8^e arrondissement :

LE BRIS - 30 ans - employée.

9^e arrondissement :

CAUQUIL Chantal - 27 ans - employée.

10^e arrondissement :

PRAGER Rodolphe - 58 ans - employé.

11^e arrondissement :

THORVAL Yves - 40 ans - technicien.

12^e arrondissement :

GOLUB Anne - 42 ans - employée.

13^e arrondissement :

ETENSCHENCK Gérard - 28 ans - employé.

14^e arrondissement :

STAMBOULI Jacques - 25 ans - employé. Inculpé pour atteinte au moral de l'armée devant la Cour de sûreté de l'Etat.

15^e arrondissement :

PONCET Odette - 35 ans - employée.

16^e arrondissement :

PALACIO Paul - 31 ans - ouvrier métallurgiste.

17^e arrondissement :

TOPOLANSKI Théodore - 40 ans - ouvrier.

18^e arrondissement :

VRAIN Jean-Claude - 29 ans - ouvrier.

19^e arrondissement :

VEGLIANTE Michèle - 28 ans - enseignante.

20^e arrondissement :

BENMAMMAR Ahmed - 21 ans - agent hospitalier.

Jeudi 3 mars
à la Mutualité
à Paris

SIX HEURES
AVEC LES CANDIDATS
DES LISTES

« Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs »

Prendront la parole :

— Arlette Laguiller

— Alain Krivine

— Un membre de l'OCT

Des débats, des forums, une partie artistique.

Participation aux frais : 5 F.

Les révolutionnaires seront présents dans la campagne des municipales à Paris, comme ils le seront dans un certain nombre d'autres grandes villes.

A la suite de l'accord national conclu entre trois organisations révolutionnaires, la Ligue Communiste Révolutionnaire, Lutte Ouvrière et l'Organisation Communiste des Travailleurs, des listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » seront présentées dans les vingt arrondissements

de la capitale.

Ces listes se présentent sur la base d'une plateforme commune. Et les professions de foi qui seront envoyées aux électeurs des différentes villes comportent :

— au recto, un texte national ;

— au verso, un texte qui précise les choix et propositions des révolutionnaires sur la ville.

Nous publions ci-dessous le verso de la profession de foi parisienne.

Travailleuses, travailleurs,

Les deux clans politiques de la droite se disputent âprement la mairie de Paris. D'un côté, il y a Michel d'Ornano, ministre de Giscard et maire de Deauville. De l'autre, il y a Jacques Chirac, ex-Premier ministre de Giscard et député de la Corrèze.

Mais l'un comme l'autre n'ont que faire des problèmes des travailleurs parisiens. Ce qui les intéresse, ce pour quoi ils se battent comme des coqs, c'est la mairie. Et pour cause ! C'est une énorme affaire financière — il y a des milliards à brasser. C'est une importante place forte politique. Et surtout, c'est un enjeu dans les rivalités qui opposent les différents politiciens de droite.

Et c'est un comble que, par-dessus le marché, les Chirac et les d'Ornano osent aujourd'hui nous promettre, pour demain, une ville où il fera bon vivre. Car ce sont eux, tous ces hommes politiques de la droite, membres depuis des années de toutes les majorités gouvernementales, qui ont livré Paris aux capitalistes, qui ont permis aux banques de faire main basse sur la ville.

Paris, ville interdite aux travailleurs

A grand renfort de licenciements, de fermetures d'entreprises, ce sont 144 000 emplois industriels qui ont disparu de Paris depuis 1974. De ce fait, des dizaines de milliers de travailleurs ont été condamnés au chômage ou à l'exode. Paris compte aujourd'hui 140 000 chômeurs.

Les révolutionnaires soutiennent les luttes contre les licenciements, la réduction du temps de travail sans diminution de salaires, l'augmentation des effectifs dans les services publics. Ils défendent les droits des chômeurs et soutiennent leur organisation en comités de chômeurs.

Paris, capitale de la honte du logement

La rénovation des quartiers parisiens a abouti à la déportation massive des travailleurs. Le béton coule. La ville est un immense chantier. Mais ce sont des bureaux ultra-modernes, des immeubles de luxe qui s'érigent, dont profitent seuls les riches qui les vendent ou les achètent, alors que trois cent mille Parisiens vivent encore dans des logements surpeuplés et que 88 000 appartements sont inoccupés.

Nous soutenons les luttes contre les expulsions et les saisies, les grèves des loyers et des charges, l'occupation des logements vides. Les habitants et les travailleurs doivent imposer leur contrôle sur la rénovation et leur droit au relogement sur place.

On ne nous transporte pas, on nous roule

En matière de transports en commun, le gouvernement se contente de repeindre la façade. Des stations de métro sont rénovées, des lignes de bus déclarées « pilote », des véhicules modernisés. Mais le réseau reste nettement insuffisant. Il est à peine plus étendu que ce qu'il était avant la guerre de 1914. Aux heures de pointe, les travailleurs s'entassent dans le métro à huit au mètre carré — la dimension d'une cabine téléphonique ! — et passent plus d'une heure trente dans les transports.

Les pouvoirs publics parlent de priorité aux transports en commun, mais ils utilisent la plus grande partie du budget des transports parisiens à des opérations routières et autoroutières monstrueuses. Par ailleurs, avec la généralisation du stationnement payant — parcmètres et aubergines foisonnent — ils s'engagent toujours plus avant dans une politique de sélection par l'argent.

Nous combattons pour une priorité effective aux transports en commun, pour des transports gratuits, de qualité et avec des fréquences adaptées aux besoins, permettant seuls une autre utilisation de la voiture dans Paris. Ils s'opposent au stationnement payant et soutiennent les luttes contre le percement de grands axes routiers dans Paris.

Une ville où il ne fait pas bon vivre

Des milliers d'autres exemples pourraient être pris, concernant la santé, l'école, les immigrés, les équipements collectifs. Tous montrent à quel point Paris est aujourd'hui une ville étrangère aux travailleuses et aux travailleurs qui y habitent ou y travaillent.

Paris est une ville qui secrète la solitude et la violence. Une ville hostile aux femmes, qui peuvent de plus en plus difficilement s'y promener seules sans risquer l'agression ou le viol. Une ville hostile aux jeunes, sans endroit où s'aimer sans crainte ou jouer librement. Une ville hostile aux vieux qui n'ont que leur retraite ou leur pension pour vivre, condamnés à la pauvreté, à la solitude, aux tracasseries administratives. Paris, enfin, est une ville hostile aux travailleurs immigrés en butte au racisme, aux brutalités policières et aux expulsions.

Paris est une ville hostile aux provinciaux déracinés, que les problèmes d'emploi obligent à « monter » à Paris et qui y vivent isolés, voyant jour après jour s'éloigner l'espoir de retourner vivre et travailler au pays.

Pour poser les jalons d'une autre ville, les travailleurs n'ont d'autre solution que de prendre le pouvoir, tout le pouvoir. Mais, dès aujourd'hui, ils peuvent témoigner par leurs luttes qu'une autre société et une autre ville sont possibles pour ceux qui veulent vivre et travailler à Paris.

C'est pour affirmer qu'une autre vie est possible, que nous pouvons décider de notre sort, organiser démocratiquement notre vie collective, que nous vous disons aujourd'hui :

**Votez « Pour le socialisme, le pouvoir
aux travailleurs », pour les candidats
des listes « Paris aux travailleurs »**

Les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » ont été constituées à l'initiative de la Ligue Communiste Révolutionnaire, de Lutte Ouvrière et de l'Organisation Communiste des Travailleurs, et des militants n'appartenant à aucune de ces trois formations s'y sont joints.

lu avec intérêt... lu avec intérêt... lu avec intérêt



**le pouvoir
aux
travailleurs**
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

Tchad : les dissensions au sein du FROLINAT

La libération de Françoise Claustre a révélé publiquement les divisions qui existent au sein du FROLINAT (le Front de libération du Tchad). Le pouvoir aux travailleurs, mensuel de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes, dans son numéro du 14 février 1977, explique sur quelles bases se développe cette division...

« Les dissensions au sein du FROLINAT, ou autour de lui — entre Abba Sidick et Goukouni, ou encore entre ce dernier et Hissène Habré par exemple — sont sans doute dues pour une bonne part à des rivalités de personnes, voire peut-être à certaines manœuvres des services secrets français, comme on le laisse entendre parfois du côté de la direction du FROLINAT, lorsqu'il est question du rôle d'Hissène Habré. Mais ces dissensions ont aussi des causes plus profondes.

Le FROLINAT est l'organisation qui lutte sur le terrain contre le régime d'oppression installé à N'Djaména, incarné successivement par Tombalbaye puis par Malloum. Il affronte, les armes à la main, les hommes de main de la dictature, quand ce n'était pas directement les troupes de l'impérialisme français, principal soutien de Tombalbaye puis de Malloum.

A ce titre, il a incarné bien des espoirs dans la population. Il s'est développé pendant toute une période précisément parce qu'il a incarné les espoirs de changement d'une population lasse de la dictature.

Mais le paradoxe de cette organisation nationaliste est que la base de masse qu'elle s'est trouvée au début, et qui lui a permis de se développer, elle se l'est trouvée dans une région de minorité na-

tionale.

Le FROLINAT qui a vu le jour au congrès de Niala, au Soudan en 1966, a pu en effet se développer en canalisant le mécontentement des éleveurs et des paysans toubous, révoltés contre Tombalbaye.

A l'origine, il y avait le refus des Toubous de payer les impôts de plus en plus lourds et prélevés dans l'arbitraire le plus total par des fonctionnaires aussi corrompus que le régime. Ce refus a déclenché une répression violente. L'armée tchadienne, aidée par les troupes d'occupation françaises, a complètement détruit le village toubou, de Mangalmé au cours d'une expédition punitive.

L'opposition violente du FROLINAT à l'égard de Tombalbaye et de son régime lui a valu la sympathie des Toubous. Mais la révolte des Toubous avait en même temps un caractère très nettement orienté contre toute centralisation venue de N'Djaména ; ce qui va à l'encontre du nationalisme tchadien affiché par le FROLINAT.

Les combattants toubous, regroupés sous le nom de « deuxième armée », constituent une large part des forces militaires du FROLINAT. Et, en raison du caractère populaire de la révolte, la « deuxième armée » bénéficie en pays toubou d'un soutien populaire autrement plus actif que les groupes combattants du FROLINAT qui agissent dans le sud du pays, en pays sarah.

Seulement cette « deuxième armée », agissant tantôt sous le couvert du FROLINAT, tantôt de façon indépendante sous la direction d'un Goukouni ou d'un Hissène Habré, est loin d'être définitivement gagnée au FROLINAT. En plus du

nationalisme tchadien que le FROLINAT prétend représenter, cette « deuxième armée », dirigée par des notables ou des intellectuels toubous, incarne le particularisme toubou. Et les deux ne se recouvrent pas, quand ils ne sont pas franchement contradictoires.

De crainte de perdre son influence sur la « deuxième armée », le FROLINAT se livre à des jongleries. Entre deux nationalismes il tente de mettre de l'eau dans son nationalisme tchadien dès que celui-ci va à l'encontre des positions affirmées des chefs toubous. C'est ainsi par exemple que le FROLINAT n'ose pas se prononcer trop ouvertement contre l'occupation de la région d'Aouzou, officiellement tchadienne, par l'armée régulière lybienne, car il sait que cette occupation n'est pas mal vue par les chefs toubous, liés par une multitude de liens — par celui de l'islam en particulier — au régime de Khadafi.

Si le FROLINAT représentait réellement les intérêts des exploités tchadiens, il pourrait trouver un programme et un langage tel que les opprimés toubous préféreraient le suivre plutôt que de suivre des chefs traditionnels qui jouent sur leur particularisme. Mais le FROLINAT préfère composer avec les chefs traditionnels, quitte à leur faire pour l'instant des grosses concessions. Et ce n'est même pas pour respecter les aspirations à l'autonomie des Toubous qu'il fait ces concessions. Car même s'il dénonce les oppressions perpétrées par le régime de Malloum, c'est une organisation qui se sert des mécontentements pour les canaliser, afin de se hisser au pouvoir, pour appliquer un programme nationaliste-bourgeois.

Libération

150 • France 17 semaines • Prix 100, 150 francs • Numéro 11 1977 • 150 pages • 150 francs

Des exploiters parmi d'autres

Dans son numéro du 23 février, Libération dénonce un cas particulièrement scandaleux de trafic et d'exploitation des travailleurs immigrés. Une entreprise passe en jugement à Aix pour son comportement de négrier...

« Au banc des accusés : MM. Bernard père et fils (âgés respectivement de 77 et 43 ans), poursuivis pour avoir recruté clandestinement de la main-d'œuvre turque. Le président Brunat rappelle les faits tels qu'ils ressortent des différentes déclarations des travailleurs. Des paysans turcs sont contactés dans leur village par un nommé Ahmet Aslan (qui se prétend maire de Samandag, en Turquie) et par le propriétaire d'une société internationale

d'autocars, Nurretin Guven. Après les avoir alléchés par diverses promesses, les deux hommes leur soutirent 10.000 livres turques, soit 3.500 francs, pour « assurer les frais de voyage et des formalités » (alors qu'un voyage Istanbul-Marseille vaut 230 francs et que les formalités d'introduction légales sont gratuites pour les travailleurs). Puis, munis d'un simple passeport, les travailleurs sont rassemblés à Istanbul d'où ils partent en autocar jusqu'à Marseille, en passant par la Bulgarie, la Yougoslavie et l'Italie. Le voyage dure deux jours pour aboutir à la gare Saint-Charles, à Marseille. Là, les passagers sont immédiatement pris en charge par leur employeur, Jean-Paul, le fils de Ber-

nard, qui les emmène directement sur leur lieu de travail et de résidence — la carrière de la Fossette — où ils vivront et travailleront dans des conditions particulièrement effrayantes. (...)

Les cinq témoins désignés par la partie civile devaient plus particulièrement insister sur les conditions de vie et de travail à la Fossette : interdiction de quitter le chantier, consignes strictes pour ne laisser entrer personne, impossibilité de s'approvisionner personnellement, pas de salaire depuis un mois (les deux patrons reconnaissent n'avoir pas sollicité d'autorisation pour ce dépassement de l'horaire légal !), pour douze heures de travail par jour six jours par semaine. »

THE SPARK

15 CENTS

Elections au sein de l'USWA

Dans son numéro du 14 février, le bimensuel trotskyste américain Spark consacre la première page aux élections qui viennent d'avoir lieu dans le syndicat de l'Acier pour désigner le président du syndicat. Ed Sadowski, qui depuis plusieurs mois fait campagne pour un renouveau syndical contre les bureaucrates en place, n'a été battu que de justesse par le candidat désigné par l'actuel dirigeant Abel comme son successeur. L'importance du vote en faveur de Sadowski est significatif de la volonté de changement des travailleurs de l'acier... et des autres.

« Sadowski sonde la colère parmi les travailleurs de l'acier. Il se saisit des revendications des travailleurs et se mit en avant comme opposant à Abel. Il exprima le mécontentement des travailleurs devant les limitations du droit de grève. Il parla des sentiments des travailleurs devant le manque de démocratie à l'intérieur du syndicat. Et à la fin de sa campagne il commença à se faire l'écho des critiques contre le racisme et la discrimination rencontrés par les Noirs ainsi que d'autres minorités des travailleurs de l'acier. Dans la mesure où il traita de

problèmes qui mécontentaient les travailleurs, Sadowski rencontra un formidable enthousiasme.

De jeunes travailleurs, qui ne s'étaient jamais occupés des affaires syndicales auparavant, s'y intéressèrent. Des travailleurs noirs, qui avaient été longtemps dégoûtés par des attitudes et des procédés racistes au sein même du syndicat, pensèrent que la campagne de Sadowski leur offrait peut-être une issue. Des militants syndicaux plus âgés, qui s'étaient battus longtemps contre le manque de démocratie et la législation anti-grève, se joignirent à la campagne. Pour la première fois depuis des années, de nombreux travailleurs de l'USWA pensaient qu'une élection syndicale était importante et les concernait.

Mais il y eut aussi beaucoup de points faibles et de problèmes avec la campagne de Sadowski. Sa base essentielle était dans son propre district, celui de Chicago-Gary. Dans les autres secteurs du pays, au lieu de faire un véritable effort pour enrôler et organiser les travailleurs dans sa campagne, il s'est simplement lié avec des bureaucrates locaux. Il ramassa n'importe quel bureaucrate lo-

cal prêt à rompre avec Abel et à se rallier à lui. Beaucoup de travailleurs, qui voyaient ainsi Sadowski bras dessus, bras dessous avec des bureaucrates locaux, avaient le sentiment que Sadowski n'était pas différent des autres.

Et dans un sens ces travailleurs avaient raison. Sadowski a choisi sa liste parmi les officiels du syndicat. Sadowski lui-même n'a organisé les travailleurs que pour faire campagne pour lui. Il a promis de faire quelque chose pour les travailleurs, mais il a laissé de côté la nécessité pour les travailleurs de l'acier de s'organiser eux-mêmes pour résoudre leurs propres problèmes. (...)

Il ne suffit pas aux travailleurs d'être des dirigeants pour changer le syndicat. Cela ne peut se faire que par l'activité des travailleurs eux-mêmes. Ce n'est pas Sadowski qui a inventé les thèmes de sa campagne. C'est la colère des travailleurs de l'acier qui a produit la campagne de Sadowski. Et le fait que Sadowski ait été battu ne peut pas ôter aux travailleurs leur volonté de lutte ou leur capacité potentielle de contrôler leur propre syndicat et de gagner une vie meilleure. »

Iu avec intérêt... Iu avec intérêt... Iu avec intérêt

COMBAT OUVRIER
Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)
Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Belgique et en France
Pour l'émancipation des peuples du Maroc et de Guinée
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

**Les élèves
du CET-Moule
ouvrent la lutte
contre le scandale
des CET**

La situation des élèves des CET en Guadeloupe est à l'image des CET en France. A cette différence près qu'elle est aggravée par la situation coloniale de ce pays. Mais les élèves ont décidé de réagir. Dans deux CET de l'île ils sont en grève. Le journal trotskyste antillais **Combat Ouvrier**, dans son édition bi-hebdomadaire du 16 février, relate les débuts de ce mouvement.

Le mécontentement qui existe dans les CET depuis le début du deuxième trimestre a éclaté au CET du Moule en Guadeloupe.

Les élèves ont décidé de réagir face à l'incurie de l'administration et ont lancé un mouvement de grève depuis le lundi 14 février, et mardi ils décidaient de faire une manifestation à Moule.

Dans ce CET, toutes les limites de la négligence et du mépris des autorités sont dépassées.

Les élèves d'au moins deux sections (Comptabilité et Sanitaire et sociale) sont privés de professeurs, dans une matière

principale, depuis le début de l'année. Par exemple, en 1^{re} A'SS il n'y a pas de professeur de Sanitaire et sociale, matière qui ne représente pas moins de 10 heures de cours par semaine.

Dans les autres sections, des problèmes énormes d'outillage, de sécurité se posent. Ces jeunes, soi-disant destinés à passer un CAP ou un BEP, manquent de tout : pas de câble en électromécanique, pas de tôle, ni de burin en chaudronnerie, etc.

Dans les autres CET de la Guadeloupe, la situation est tout aussi scandaleuse. Un professeur absent pendant vingt et un jours n'est pas remplacé. A Marie-Galante, le directeur refuse de faire venir les machines entreposées à Baimbridge, prétextant qu'il attend l'ouverture du nouveau CET en fin 1977 et décidant ainsi de sacrifier une génération d'élèves.

Il n'y a pas de doute à avoir. Il s'agit d'un plan de l'administration coloniale. Dans les grandes déclarations, on établit

des statistiques de scolarisation qui sont apparemment honorables. Mais ces statistiques sont creuses, sans signification réelle.

Des milliers de jeunes sont inscrits dans des établissements scolaires, mais en fait ils sont en garderie. Ceci est vrai en particulier pour le jeunes des CET, ces futurs ouvriers à qui l'administration refuse de donner une formation convenable, d'autant que la plupart de ces collégiens ne peuvent trouver un emploi par la suite, avec ou sans CAP.

Et là on touche du doigt le problème des CET en général, particulièrement aux Antilles, ces colonies françaises.

C'est contre cela que les jeunes du CET de Moule ont commencé à réagir.

Ils ne peuvent perdre plus que ce que l'administration les oblige à perdre en leur refusant les outils de leur formation. Par contre, ils ont tout à gagner : apprendre à s'organiser contre l'exploitation et le mépris, et faire respecter leur dignité d'être humains et de futurs travailleurs.

leçons du passé IL Y A CINQ ANS, L'ASSASSINAT D'OVERNEY

Le vendredi 25 février 1972, René-Pierre Overney était assassiné à la porte des usines Renault-Billancourt par un homme de main de la direction, Tramoni.

Pierre Overney était un militant actif des « Comités de lutte Boulogne-Billancourt », qui se réclamaient du maoïsme. Ancien ouvrier à Renault, il avait été licencié quelque temps auparavant, victime d'une provocation de la direction : son chef d'atelier lui avait réclamé la Cause du peuple, vendue sous le manteau à l'intérieur de l'usine, pour ensuite le faire licencier sous ce prétexte !

Ce vendredi 25, Pierre Overney et ses camarades distribuaient un tract appelant à une manifestation à la mémoire des huit manifestants tués à Charonne, en février 1962. Tout semblait se passer normalement. Il y avait bien eu un peu de bousculade mais jusque-là, rien de grave » selon Le Monde lui-même.

Puis, brusquement, une descente d'un groupe de vigiles en civil, véritables « barbouzes » à la solde de la direction, vient tout perturber. De ce groupe sort Tramoni, qui, très calmement et nullement menacé, s'avance vers le groupe de maoïstes. Il sort alors un pistolet et, face à Overney qui lui crie : « Tire si tu es un homme », l'abat froidement. Puis Tramoni, toujours sûr de lui, se dirige vers l'entrée de l'usine, ignore le corps agonisant d'Overney et ferme la grille comme si de rien n'était.

Voilà la version authentique de cet assassinat : un crime odieux perpétré de sang-froid par un mercenaire. La direction de Renault soutenue par une presse aux ordres affirmera qu'un groupe de 80 maoïstes (ils étaient une quinzaine en tout et pour tout) armés de barres de fer avaient agressé les gardiens de l'usine et que Tramoni, contraint par la situation, avait tiré pour se dégager. Mensonge éhonté que cette version. Les photos prises par l'Agence de Presse Libération lors des événements et diffusées largement ensuite montrent sans contestation possible la responsabilité totale de Tramoni.

En fait, le crime de Tramoni allait soulever dans tout le pays une grande émotion. Ainsi, des milices patronales, véritables bandes armées, pouvaient impunément se constituer dans les usines et exercer leur terreur sur les travailleurs. Tramoni, ancien militaire, n'avait-il pas été embauché par Moracchini, grand patron de tous les services de sécurité et de surveillance de Renault, pour ses qualités d'instructeur et de bon tireur. Il était censé s'occuper de l'entretien des vestiaires à Renault et, en fait, il avait déjà toute une réputation dans l'usine comme chef de commando de la maîtrise. Ainsi, la direction de Renault n'hésitait pas à engager de véritables tueurs à gages pour faire régner son ordre dans l'usine. Cette situation révolta une bonne partie de l'opinion. Malgré la campagne de presse violem-

ment anti-gauchiste, malgré les prises de position du PCF et de l'Humanité, qui parlaient d'une vaste entreprise de provocation politique au bénéfice du pouvoir, malgré le fait que la CGT dans l'usine refusa d'organiser un débrayage et réussit à le faire échouer, l'émotion fut grande devant cet assassinat d'un militant ouvrier par un nervi de la direction Renault. L'importance du cortège qui accompagna le corps de Pierre Overney au Père-Lachaise en témoigna. Aux militants des groupes maoïstes, trotskystes, et anarchistes qui formaient l'ossature du cortège, vinrent se joindre des travailleurs, des jeunes, des syndicalistes, des femmes venus montrer leur émotion. Quarante-vingt mille personnes exprimèrent par là qu'elles n'étaient pas d'accord avec les calomnies stalinien-

taient pas que l'on tue un militant aux portes des usines.

L'Humanité elle-même dut en convenir, puisqu'en rendant compte des obsèques elle écrivait : « Il est probable que nombre de ceux qui ont accompagné samedi la dépouille mortelle de Pierre Overney entendaient exprimer leur émotion devant l'assassinat du jeune maoïste, sans pour autant partager ses idées. On n'aime pas les tueurs en France, et c'est bien ainsi ».

Le crime froid et réfléchi de Tramoni n'a pas quitté nos mémoires. Nous nous souviendrons de Tramoni, aujourd'hui en liberté et pleinement libre de ses mouvements. Nous nous souviendrons surtout de l'ouvrier Pierre Overney, assassiné par les milices patronales.

Stéphane HENIN.



A l'enterrement d'Overney, des dizaines de milliers de jeunes, de travailleurs venaient témoigner qu'ils ne toléreraient pas qu'on assassine des militants ouvriers, à la porte des usines.
(Elie Kagan)

Les suites des réductions budgétaires de la SNCF

L'usine Cadoux de Saint-Pierre-des-Corps emploie 850 salariés à la réparation des voitures SNCF.

La SNCF réduit ses dépenses d'entretien et de réparation de 2 milliards 350 millions d'AF pour l'année 1977. Cela se traduit par une baisse de 15 % des programmes de travail confiés aux entreprises de réparation du matériel roulant SNCF. Six usines du secteur de réparation des voitures sont touchées : Ets Cadoux (Saint-Pierre et Orléans), ACC (Clermont), Traïlor (Lunéville), Coder (Marseille) et CLBI (Cannes).

Chez Cadoux, à Saint-Pierre, dans un premier temps, l'horaire de travail de 42 heures par semaine a été ramené à 40 heures sans compensation de salaire. La direction ne cache pas qu'elle sera amenée à réduire les effectifs en fonction de la charge de travail réduite pour 1977 de 17.000 heures par mois. A bref délai, ce sont 130 emplois qui sont menacés.

De plus, le contrat établi en 1970 entre la SNCF, propriétaire des locaux et des machines, et les Ets Cadoux, fournisseur de la main-d'œuvre, expire à la fin de l'année.

Lors du rassemblement contre le chômage du 22 février, la CGT a annoncé que la SNCF aurait mis en vente l'usine. Ce sont donc, en perspective, 850 licenciements à Saint-Pierre et 450 à Orléans.

Voilà comment la SNCF applique le plan Barre : en réduisant son budget, ce qui provoque des licenciements de travailleurs.

A la SNCF, vers l'aggravation de l'état du matériel

Les réparations effectuées dans le cadre de ces programmes confiés par la SNCF aux entreprises privées, sont des réparations complètes.

Les voitures sont démontées, tous les organes de roulement de sécurité, etc., sont vérifiés et les voitures refaites sont comme neuves.

Les réductions des programmes 1977 feront qu'un certain nombre de ces voi-

tures non réparées continueront à rouler dans des conditions d'inconfort et à la limite de la sécurité pour les usagers.

Aussi, la SNCF pourra être amenée à réduire la vitesse des trains qui comporteraient une ou deux de ces voitures.

En ce qui concerne les wagons marchandises, les programmes sont arrêtés complètement en 1977. Ce qui équivaut à déclasser certains matériels et à accélérer le passage du trafic sur wagons privés.

Les réductions de programme de réparation entraîneront une aggravation de l'état du parc du matériel remorqué de la SNCF.



PRODUITS CHIMIQUES - UGINE KUHLMANN (Pierre-Bénite - Lyon) :

Attention, acroléine = Danger de mort !

Le 7 février dernier, la direction de l'usine Produits Chimiques Ugine Kuhlmann de Pierre-Bénite près de Lyon ordonnait la remise en route de l'atelier de production de l'acroléine. La production était arrêtée depuis que le 19 décembre dernier, une violente explosion avait en partie détruit les installations. Le 7 février donc, les vingt-trois travailleurs de l'atelier refusaient de reprendre la production, car la direction n'avait pas satisfait les revendications concernant la sécurité. La direction lock-outait alors les ouvriers de l'atelier.

Mais le 9 février, elle reculait. Elle s'engageait d'une part à augmenter les effectifs de l'atelier et d'autre part à ne plus

faire démarrer ou arrêter la production la nuit quand le personnel technique et d'encadrement manque et quand la sécurité est forcément limitée. Les travailleurs reprenaient alors le travail et, si la direction refusait de payer le lock-out (par principe), elle accordait par ailleurs une prime de reprise couvrant la perte de salaire due au lock-out !

Cet événement que la presse locale a relaté est venu rappeler le problème du danger que la fabrication de l'acroléine fait courir à la population lyonnaise. En effet, ce produit utilisé en 14-18 comme gaz de combat sert aujourd'hui à fabriquer la méthionine, utilisée par l'industrie agro-alimentaire pour accélérer la croissance des volailles et autres bestiaux.

Quatre grammes de ce produit suffisent à tuer un homme or, c'est 500 tonnes qui sont stockées sur l'aire de Pierre-Bénite, de quoi gazer le million et demi d'habitants du grand-Lyon... Chose d'autant plus inquiétante que la direction prévoit l'accroissement de la production pour alimenter une nouvelle fabrication de méthionine à Péage-de-Roussillon dans la Drôme... alors qu'il n'y a toujours pas de plan d'évacuation de l'usine et des communes avoisinantes en cas de danger !

Au nom du profit maximum, PCUK fait courir un danger de mort permanent à toute la population de l'agglomération lyonnaise. Pierre-Bénite ne doit pas devenir Seveso-sur-Rhône !

Correspondant LO

BOURGOGNE - ELECTRONIQUE (Dijon) :

**le patron
condamné
pour licenciements
abusifs**

Il aura donc fallu dix mois au tribunal des Prud'hommes pour se prononcer sur le sort des quinze travailleurs de Bourgogne-Electronique (Dijon) licenciés après la grève d'avril dernier pour le motif de « séquestration » de la direction lors des négociations.

Jeudi 17 février, le juge départiteur a en effet estimé, comme l'avait fait le ministre du Travail il y a six mois pour les huit délégués réintégrés, que ces licenciements ne reposaient sur « aucun

motif réel et sérieux ». En conséquence, la direction devra payer des dommages et intérêts aux licenciés : environ dix mois de salaire. Ce qui ne règle tout de même pas le problème, car il n'a été à aucun moment question de la réintégration de nos camarades licenciés.

Pour le patron, c'est tout de même une gifle. Et il conteste : la direction attaque la décision du ministre du Travail devant le tribunal administratif.

Correspondant LO

USINOR - DUNKERQUE :

**la sidérurgie
toujours en pointe**

Ce mois-ci, les équipes dans lesquelles aucun accident n'avait été déclaré de-

puis trois mois ont touché la prime de sécurité.

Or, pour l'obtenir, certains chefs exercent toutes sortes de pressions pour que les travailleurs ne déclarent pas les accidents. On a pu voir des chefs se déguiser en infirmiers et faire eux-mêmes les pansements. Il est même arrivé que l'on propose aux blessés, s'il ne reste que quelques jours avant que la prime ne tombe, de venir à l'usine quitter à rester dans un coin.

Cette course à la prime est honteuse. Nous devons exiger que la sécurité existe partout ; quant à la prime, nous devons exiger son intégration au salaire. Mais nous ne devons pas accepter de nous livrer à ce jeu dangereux et dégradant ; et déclarer tout accident aussi bénin soit-il.

Extrait du bulletin LO Usinor-Dunkerque.

Le chômage augmente, les heures supplémentaires aussi

Un million et demi de chômeurs dans le pays n'empêchent pas certains patrons d'imposer des allongements de la durée du travail et l'accroissement des cadences. Et la pression des chômeurs, loin d'aller dans le sens du partage du travail entre tous, fait souvent, au contraire, peser une menace sur les ouvriers qui voudraient refuser les heures supplémentaires.

Les bulletins d'entreprises Lutte Ouvrière relatent fréquemment ce genre de situation. En particulier chez Peugeot-Sochaux où des chefs d'équipes proposent du travail les samedis pas toujours avec succès d'ailleurs. Chez Peugeot-Cycles à Beaulieu, la maîtrise fait pression pour l'augmentation des cadences. A Citroën Saint-Ouen, le travail du samedi commence à devenir systématique, ce qui fait passer l'horaire hebdomadaire de 41 à 49 heures.

Il n'y a pas que dans l'automobile. On voit la même chose dans des secteurs très divers. A la Bourgogne Electronique (Dijon) la direction vient de demander au Comité d'entreprise d'autoriser les heures supplémentaires dans deux ateliers. Chez Leroy Somer (Angoulême) les cadences augmentent dans divers secteurs, ébarbage, noyautage, modelage.

Aux Chantiers navals de La Ciotat, la maîtrise continue de demander des heures supplémentaires, en plus des 42 hebdomadaires. Même chose à la Cipel (Caudebec) où un atelier travaille exceptionnellement le samedi matin et la nuit, à la SEV-Marchal (Issy-les-Moulineaux) où l'on voit apparaître les heures du samedi...

Ces quelques exemples extraits de quelques bulletins Lutte Ouvrière sont révélateurs de la surexploitation — même par rapport à l'horaire légal — qui co-existe avec le chômage, et qui justifie plus que jamais la nécessité de la lutte pour le refus des heures supplémentaires et le partage du travail entre tous les ouvriers.

le logement dans une commune privilégiée

Bourg-la-Reine, commune de la banlieue sud de Paris. Banlieue dorée, pense-t-on. Certes, mais en plein centre de cette petite commune de pavillons et d'agréables résidences, un millier de personnes vivent dans des conditions indignes : 60 % des logements du quartier du centre ne possèdent pas de WC individuel, plus de 80 % n'ont pas même de salle de bain, seuls 12 % sont équipés du chauffage central, et 7 % seulement possèdent ces équipements élémentaires ensemble.

Et, bien sûr, il a fallu que des promoteurs s'intéressent à la « rénovation » du quartier pour que la municipalité se soucie brusquement de ces logements « de qualité médiocre » (sic !) et publie ces chiffres dans le bulletin municipal pour justifier son appui au projet.

Les élections au Comité d'entreprise qui viennent d'avoir lieu ont fait apparaître une perte de plus de 2 000 voix pour la CGT, qui se retrouve à égalité de représentation avec la CFDT (4 sièges chacune), FO et la CGC conservant leur représentation d'un siège chacune.

La CGT perd donc le contrôle du Comité d'entreprise qu'elle avait jusqu'alors. Dans cette énorme entreprise de 22 000 salariés, le CE a un budget de l'ordre de 30 millions de francs (3 milliards anciens), ce qui montre l'importance du problème, pour les bureaucrates syndicaux.

Déjà, en mai 1976, lors des élections des délégués du personnel, la CGT avait subi un recul considérable. Ce résultat était la conséquence de la « reprise en main » de l'appareil du syndicat par de nouveaux permanents fraîchement arrivés, qui s'empressèrent d'éliminer des listes les militants de Lutte Ouvrière. Cette attitude mécontenta nombre de sympathisants de la CGT.

Depuis, il était évident que, si la CGT ne réagissait pas, elle allait perdre le contrôle absolu sur le CE. D'autant qu'il y a trois mois, la tentative de licenciement de serveuses de la cantine, par le CE, avait provoqué une grève d'une partie du personnel de la cantine et une tempête de protestations dans les ateliers.

La campagne électorale pour le CE a donc été acharnée. 20 permanents CGT ont été affectés sur Flins pour la durée de la campagne. Plus de 50 tracts ont été distribués par la CGT ou le CE en un mois et demi. Une machine à imprimer moderne a été amenée dans les locaux syndicaux. Et, pour ne rien négliger, le niveau des repas a connu une amélioration subite à la cantine.

Pourtant cela n'a pas effacé le sentiment de révolte qui existe chez bien des travailleurs, depuis l'an dernier, lorsque la CGT a « écrémé » les listes des délégués d'un certain nombre de militants.

Et aujourd'hui les résultats sont là :

1 ^{er} COLLEGE			
	CFDT	CGT	FO
Comité d'entreprise fév. 75	27,90 %	55,80 %	16,30 %
Délégués du person. mai 76	40,20 %	46,20 %	13,60 %
Comité d'entreprise fév. 77	44,09 %	44,17 %	11,74 %
2 ^e COLLEGE			
CE fév. 75	21 %	46,8 %	32,2 %
CE fév. 77	43,3 %	25,2 %	31,4 %
CADRES			
	CFDT	CGC	
CE fév. 75	4,7 %	96,3 %	
CE fév. 77	8,2 %	91,8 %	

La CGT perd le contrôle du Comité d'entreprise



La publication des résultats entraîna des conséquences diverses. Les dirigeants cégétistes disparurent (until au sports d'hiver, un autre s'est tordu la cheville sur le parking, etc.).

Dans les ateliers, chez les ouvriers du rang, tout le monde parle du résultat. Le commentaire qui revient le plus souvent : « C'est bien fait ! Ça va leur faire les pieds ». L'ensemble des ouvriers, même une bonne part de ceux qui continuent de voter CGT, trouve que c'est mieux que la CFDT et la CGT soient à égalité.

La CFDT, qui est grande bénéficiaire de ces élections, est à la fois triomphante et embarrassée. Si la CFDT a beaucoup critiqué la CGT, c'est pour dire qu'elle ferait mieux. Et il n'est pas question pour elle d'abandonner la gestion des « œuvres sociales » du CE, et en particulier la cantine.

Mais l'essentiel c'est qu'au sein de la CGT c'est maintenant la contestation ouverte de la ligne suivie par les dirigeants actuels, qui sont rendus responsables par les militants de deux lourdes défaites en un an.

Michelin

SI MA TANTE...

Ça y est, les ouvriers de chez Michelin ont la recette. Ils ont appris, de la bouche de François Michelin lui-même, à l'occasion du discours pour les médaillés, comment Edouard Michelin a fait fortune. C'est toujours bon à entendre, quand on a travaillé quarante ans pour le même patron.

Ayant des idées mais pas d'argent, Edouard Michelin est allé voir sa vieille tante pour lui demander 500.000 F. « La tante lui a dit qu'elle donnerait la réponse le lendemain. Le jour suivant, quand son neveu s'est présenté dans ses petits souliers, elle a mis à sa disposition la somme demandée. Elle avait simplement pris le temps, entre les deux visites, de s'assurer une chambre chez les Petites Sœurs des Pauvres pour le cas où l'affaire tournerait mal... » François Michelin de continuer avec un petit couplet sur le capitalisme : « C'est cela, le capitalisme : des gens mettent leur argent à la disposition d'une entreprise qu'ils pensent capable de le faire fructifier ; ils renoncent donc à le dépenser pour eux-mêmes et font confiance au patron de cette entreprise pour l'utiliser au mieux ».

Mais François Michelin a ou-

blié une chose : c'est que beaucoup de ses ouvriers seraient prêts à risquer de cette façon-là la fortune de leur tante... si seulement leur tante en avait.

Gilbert SAILLANT

(*) Francs 1890.

La Baule (44)

L'ENVERS DU DECOR

Derrière les cartes postales où l'on voit « la plus belle plage d'Europe », il y a une autre réalité. Celle des conditions de travail à l'entreprise Gouteron, par exemple, où l'on construit des bateaux de plaisance.

Dernièrement, dans cette entreprise, une camarade a dû être hospitalisée à la suite de l'utilisation de produits nocifs (résine synthétique, fibre de verre). Son corps et son visage étaient couverts de boutons. Notre camarade avait déjà subi des examens à l'hôpital pour les mêmes raisons.

Croyez-vous que le patron, suite à cette allergie, parle de mettre notre camarade à un autre poste ? Non ! Pour lui, puisqu'elle ne supporte pas les produits et qu'il n'y a pas de poste de travail disponible ailleurs, eh bien, qu'elle reste chez elle !

Bordeaux (33) CHR (maison de retraite)

PENSIONNAIRES ET EMPLOYEES, MEME GALERE

A la maison de retraite, il y a de nombreux invalides et certains d'entre eux ont besoin d'aide pour s'alimenter.

Pour que cela se fasse convenablement, il faudrait du personnel en nombre suffisant, c'est loin d'être le cas. A l'un des services, le BI, par exemple, il n'y a que trois agents lors du repas du soir, qui doivent faire manger 15 à 16 invalides. Et tout ça en une demi-heure. Le résultat, c'est que les premiers invalides commencent à manger à 16 h 30 et que les agents doivent aller très vite pour avoir fini à temps. Les cuillères ne doivent pas ralentir.

Mais cela est désastreux pour les malades, dont certains, qui refusent la nourriture, auraient besoin de soins attentifs et patients. D'autre part, tout cela entraîne deux repas très rapprochés qui, quand ils ne leur provoquent pas de troubles, les laissent sur leur faim le reste de

la journée et de la nuit, en attendant le petit déjeuner du matin. Et cela se passe tous les jours de la semaine...

Correspondant LO.

Assurances Le Monde (Paris 9^e)

LES BUREAUCRATES DESAVOUES

A la compagnie l'Europe, la liste présentée par la section CGT de l'entreprise aux élections de délégués du personnel a été refusée au dernier moment... par les dirigeants du syndicat CGT des Assurances eux-mêmes, depuis leurs bureaux de la rue Blanche. Ces bureaucrates se sont en effet permis de passer outre à la volonté, et des militants de la section CGT de l'Europe, et du personnel de l'Europe qui est tout de même, jusqu'à preuve du contraire, assez grand pour savoir quels délégués ils veut et lesquels il ne veut pas.

Pour justifier leur manœuvre, les bureaucrates ont invoqué leurs divergences avec la section CGT. En fait, il reprochent à la CGT-Europe d'être animée par des militants révolutionnaires et de défendre des revendications telles que 2 500 F pour tous et des augmentations uniformes de salaires.

De toutes façons, le mauvais

coup des bureaucrates a tourné court : en refusant massivement de voter au 1^{er} tour, les employés de l'Europe ont imposé un 2^e tour et du même coup la possibilité pour les candidats de la CGT de se présenter. Tant pis pour les dirigeants, tant mieux pour la démocratie.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière des Assurances Le Monde (Paris IX^e).

CHR de Lille (59)

UNE DROLE DE FORMATION

Les élèves-infirmières et auxiliaires de puériculture doivent effectuer des stages en école maternelle. A l'école du Centre Hospitalier Régional de Lille, un roulement s'effectue pour ces stages et, chaque mois, ce sont une vingtaine d'entre nous qui se trouvent réparties dans des écoles, plus souvent privées d'ailleurs que publiques.

Nous sommes considérées alors comme des apports de personnel non qualifié et nous servons au gardiennage avant la classe et, le mercredi, aux activités ménagères. Les classes sont surchargées et il est courant, lorsque l'institutrice se trouve en congé maladie, que nous soyons responsables d'une classe.

Le tout, bien sûr, sans être rémunérées !

Correspondant LO

Les révoltés de l'an 2000

Narciso Ibanez SERRADOR

Après un prologue bouleversant où des bandes d'actualité montrent l'atrocité des guerres contemporaines, en soulignant particulièrement toute l'horreur qu'elles constituent pour les enfants, le film commence : un jeune couple qui attend un bébé va passer ses vacances sur une île au large de l'Espagne.

La peur est soigneusement entretenue, jusqu'à ce que surgisse la réalité : les enfants se sont révoltés. Mais plutôt qu'une révolte, c'est une sorte de mutation inconsciente qu'on subi les enfants de l'île. De victimes innocentes, ils se sont transformés en automates du crime, sans aucun discernement, assoiffés du sang de tous les adultes, pratiquant des « jeux » barbares sur les cadavres. La femme enceinte sera elle aussi assassinée, par l'enfant qu'elle porte en elle, qui la déchire et la vide de toute vie. Cela constitue l'une des scènes choc de ce film primé au Festival du film fantastique d'Avoriaz.

Un tel étalage de violence gratuite, habilement distillée par une technique parfaitement maîtrisée, rend tout le film malsain. En fin de compte, on ne sait pas si les auteurs ont voulu, ne serait-ce



qu'un instant, réellement dénoncer quelque chose, si le prologue n'est pas lui aussi un moyen destiné à préparer le spectateur à un choc encore plus grand. De toute façon, pur commerce ou

désespoir total, le film témoigne d'un monde bien malade.

Hervé MARTIN
Rio Opéra (2°) - Danton (6°) - Lord Byron (8°).

Maman Kusters s'en va au ciel

de Rainer Werner FASSBINDER

Maman Kusters, vieille ouvrière à domicile, mène une vie tranquille et monotone entre son mari et ses enfants, jusqu'au jour où son mari, ouvrier sans histoire, craignant d'être victime de licenciements collectifs qui frappent son usine, se révolte, tue un contremaître puis se suicide.

Maman Kusters se retrouve désemparée, perdue. D'autant qu'à sa douleur s'ajoute l'humiliation : les journalistes de la presse à sensation envahissent sa maison, s'emparent de leur intimité et tracent de son mari un portrait mensonger, trouvant dans sa fille, chanteuse de cabaret et qui voit là l'occasion de se lancer, une complice. Le vide qui apparaît tout à coup dans sa vie s'accroît encore plus cruellement par le départ de ses enfants qui l'abandonnent en plein deuil.

Elle va alors s'accrocher à la mémoire de son mari et chercher à en défendre la véritable image, ce qui l'amène à fréquenter des militants du Parti Communiste Allemand, auprès de qui elle croit trouver dans sa solitude un peu de chaleur. En fait, ils vont l'utiliser pour les besoins de la propagande de leur parti, puis l'abandonner. Elle se laisse alors entraîner par des terroristes qui à leur tour l'utilisent. Sous prétexte de la venger, ils l'embarquent dans une prise d'otages au cours de laquelle elle trouvera la mort.

Mais si le personnage de Maman Kus-

ters, à la fois plein de chaleur, de naïveté et de dignité, est attachant et tranche sur le cynisme, la froideur et l'égoïsme des autres personnages, l'ensemble du film reste schématique. Les militants du PCA sont de riches intellectuels, les gauchistes-terroristes caricaturaux, etc. Mais ce qui rend ce film déplaisant est que Fassbinder essaye, à travers Maman Kusters, de nous faire prendre en pitié

les ouvriers qu'il nous présente : des faibles, naïfs, victimes aussi bien de la société que des militants politiques de gauche ou d'extrême-gauche, qui sont présentés dans le film animés uniquement par l'envie de récupérer leur dette, prêts même à les sacrifier pour leurs propres intérêts.

Roger MEYNIER
Studio Gît-le-Cœur (6°).

René La Canne

de Francis GIROD

Un petit truand et un agent de police se rencontrent fortuitement pendant la guerre. Plutôt que d'être inquiétés par la justice, ils se portent volontaires pour le Service du Travail Obligatoire. Et le film nous déroule leurs petites aventures, combines diverses, escroqueries et vie « sentimentale » agitée, jusqu'aux lendemains de la Libération, où ils deviennent respectivement truand de haut vol et inspecteur de police.

Voilà l'histoire. Maintenant, vous n'êtes pas obligés de vous laisser prendre à la publicité tapageuse qui couvre les murs

de Paris, et dont l'importance est inversement proportionnelle à la qualité du spectacle. On regrette de se laisser tromper par une affiche alléchante où figurent les noms de bons acteurs.

Certes, on devine que l'auteur a voulu faire un film comique, dans le genre grosses farces et rythme endiablé. Mais la réalité est bien plate. Et l'on ne parvient ni à s'intéresser aux personnages des deux héros, ni à rire à leurs « exploits », où d'ailleurs le mauvais goût le dispute à l'invraisemblable !

Pierre MIGENNES

sélection

Films récents

LE JUGE FAYARD DIT « LE SHERIFF » : Un réquisitoire contre la justice.

Bretagne et Odéon (6°) - Normandie (8°) - Paramount Opéra (8°) - Liberté (12°) - UGC Gobelins (13°) - Paramount Orléans (14°) - Magic (15°) - Paramount Maillot (17°) - Les 3 Murs (16°).

LE PRETE-NOM : Les ravages du maccarthysme dans les milieux intellectuels américains, vus à travers l'histoire rocambolesque d'un prête-nom pour écrivain.

Panthéon et Saint-Germain Village (5°) - France (8°) - Athéna (12°) - Studio Raspail (14°).

COCORICO ! MONSIEUR POULET : Un marchand ambulancier parcourt la brousse du Niger.

Saint-Séverin (5°) - Trois Haussmann (9°) - Olympic (14°).

DERSOU OUZALA : Dans la taïga les aventures et la fraternité qui lient un officier explorateur et un chasseur.

Paramount Marivaux (2°) - Jean-Cocoteau et Studio Alpha (5°) - Arlequin (6°) - Paramount Elysées (8°) - Paramount Galaxie (13°) - Paramount Gai-té (14°).

1900 : La montée et la fin du fascisme en Italie. Film en deux époques.

Templiers (3°).

Films plus anciens

CHRONIQUE DES ANNEES DE BRAISE : L'Algérie sous le joug de la colonisation. A ne pas manquer.

Palais des Glaces (10°).

LE SEL DE LA TERRE : Une grève victorieuse d'ouvriers immigrés mexicains aux Etats-Unis.

Jean-Renoir (9°).

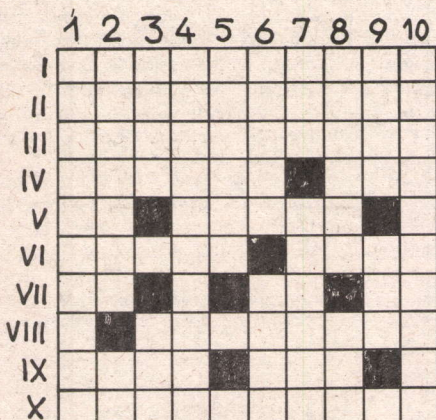
JOUR DE FETE : Les aventures comiques d'un facteur de village un jour de fête.

Marivaux (2°) - Boul'Mich (5°) - Paramount Odéon (6°) - Paramount Montparnasse (14°) - Orléans (14°) - Convention - Saint-Charles (15°) - Passy (16°) - Paramount Maillot (17°) - Moulin-Rouge (18°) - Secrétan (19°).

LITTLE BIG MAN : Un Américain civilisé par les Indiens...

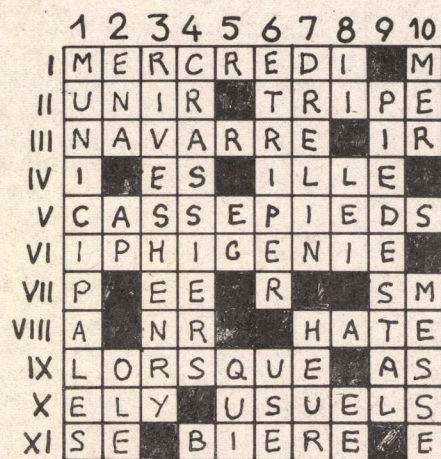
André-Bazin (13°).

MOTS CROISES



HORizontalement. — I. Gène. — II. Examinées rapidement. — III. Eclaireras. — IV. Contenance d'un verre sans faux-col - Attrapée. — V. Rarement utilisé pour faire des ponts, quoi qu'on en dise - Balance rudimentaire. — VI. Petit cigare - Sa raison justifie bien des injustices. — VII. C'est la moitié d'un roman de Zola - Opinion (phonétique) - Double voyelle. — VIII. Bonbon. — IX. Toujours verte - Mèche de cheveux. — X. Affections.

VERTICALEMENT. — 1. Stimulées. — 2. Paludisme - Dans la gamme. — 3. Belles filles - Arbre à pommes. — 4. Monopolisant. — 5. Rigides. — 6. Durs - De même. — 7. Petite surface - Un certain complexe. — 8. Quand ils eurent appris - Plante. — 9. Récipient - Condiment. — 10. Indispensables.



La dent du fauve

de Marjorie KELLOG

Si New York n'est pas une ville tendre pour les adultes qui ne sont pas des nantis, elle l'est encore moins pour les enfants des bas-fonds.

C'est la vie de ces enfants de parents pauvres, frustrés et désaxés, que décrit Marjorie Kellog. Des enfants ballotés d'un taudis à l'autre, battus, violés, traumatisés dès leur plus jeune âge et que l'on retrouve la plupart du temps délinquants ou marginaux quelques années plus tard.

Des enfants livrés à eux-mêmes qui, à 8 ans, doivent se procurer leur nourriture, s'occuper des petits frères et sœurs, éviter les coups ; qui, rejetés de toutes parts, finissent par échouer

dans des « institutions » où les éducateurs, quelle que soit leur bonne volonté, ne peuvent leur rendre leur innocence et leur sérénité.

Ces enfants « difficiles », effrontés, chapardeurs, à qui les passants respectables « flanqueraient bien une bonne raclée », sont des enfants marqués à vie, des enfants qui ne s'en « sortiront » pas.

Par la faute de qui ?

Marjorie Kellog ne le dit pas clairement. On peut penser qu'elle incrimine essentiellement les parents indignes qui maltraitent ou abandonnent leurs enfants.

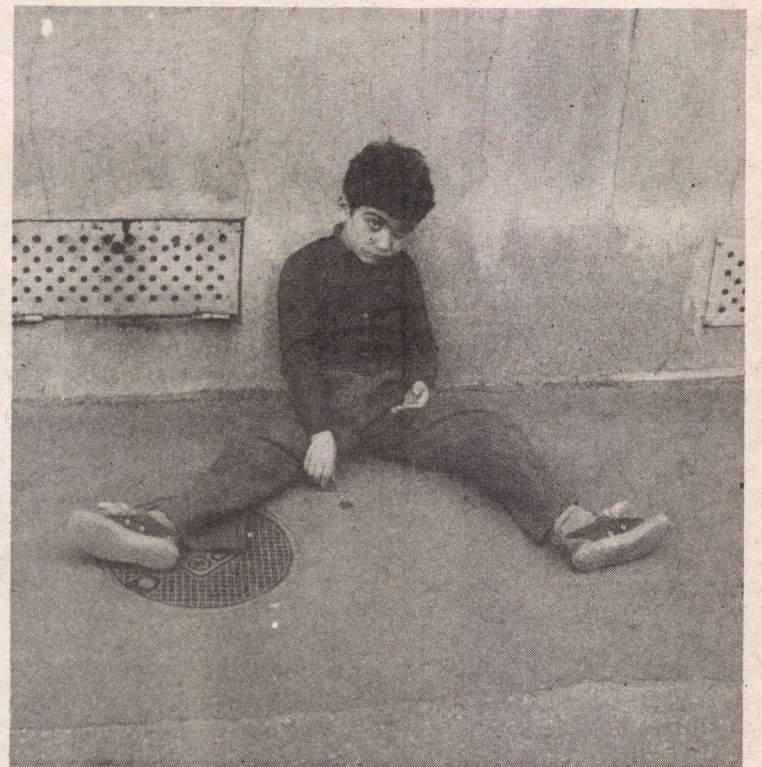
Mais la société qu'elle décrit dans son roman, cette société qui laisse à des déséquilibrés ou

à des gens trop faibles le soin d'élever des enfants, n'apparaît en fait guère moins indigne que les parents en question. Quelle que soit la démonstration qu'elle ait voulu faire, l'auteur décrit une société où les voisins, témoins de scènes horribles, se contentent de coller l'oreille au mur et de faire des commentaires résignés ; une société où des enfants doivent comprendre très tôt que les belles choses sont réservées à d'autres et qu'ils doivent se contenter d'en rêver.

Une condamnation qui mérite d'être entendue.

Michèle DUCHENE

La dent du fauve, de Marjorie Kellog - Ed. Gallimard - 35 F.



A BAS LA CENSURE ET LES INTERDICTIONS DE LIVRES

Les « démocraties occidentales » se flattent d'assurer la pleine et entière liberté d'expression aux artistes et aux écrivains. Mais il y a loin des professions de foi hypocrites à la réalité.

Le 17 février dernier, une conférence de presse s'est tenue pour protester contre la censure et les interdictions de livres dans différents pays d'Europe où, en matière de censure, la France, l'Italie et l'Allemagne de l'Ouest n'ont pas toujours grand-chose à envier à l'Allemagne de l'Est.

En France, c'est le livre de Jean-Paul Alata, *Prisons d'Afrique*, qui a été confisqué purement et simplement par la police de Poniatowski, comme peut l'être à tout moment tout livre « de provenance étrangère ».

En Italie, ce sont *Les aventures de dieu*, de Cavanna, dont le traducteur en italien a été condamné à six mois de prison et 200.000 lires d'amende pour « injure à la religion catholique » ; le roman italien *Si les porcs avaient des ailes*, qui a été saisi par la police après un grand succès de vente.

En Allemagne de l'Ouest, l'autobiographie de Bommi Baumann, *Tupamaros Berlin-Ouest*, a été saisie trois mois après sa publication.

En Allemagne de l'Est, le contestataire Thomas Brasch, auteur du roman *Avant les pères*, meurent les fils, n'a pu publier ou faire représenter aucune de ses œuvres.

Les participants à la conférence, auteurs, traducteurs, éditeurs de France, d'Italie et des deux Allemagne, qui tous ont été ou sont en butte à la censure et aux saisies policières, ont protesté contre cette situation de liberté surveillée faite à la littérature, entre une police toute puissante et une justice complaisante. Lutte Ouvrière est bien entendu pleinement solidaire de leurs protestations.

Histoire du jazz et de la musique afro-américaine

de Lucien MALSON

Jazz, swing, cool, hot, thème, break, riff, free, be-bop, soul, chorus, new-orléans, jam-session, etc. Voilà des mots que l'on rencontre lorsqu'on essaye de pénétrer le monde mal connu du jazz. Pour apprécier cette musique à sa juste valeur, comme pour bien d'autres, il faut quelques points de repère, historiques ou techniques.

Lucien Malson, professeur de philosophie, auteur du livre *Les enfants sauvages*, dont François Truffaut a tiré un film, est aussi un vieil amateur de jazz, sujet sur lequel il fournit des chroniques au journal *Le Monde*. A-t-il voulu écrire ce mode d'emploi, bien utile à qui veut faire connaissance avec le jazz ? Si c'est oui, apparemment il n'arrivera à la faire connaître qu'à un public sélectionné.

En effet le ton de son livre est très universitaire, voire sophistiqué, et en tout cas réservé à l'amateur déjà « au courant ».

Un exemple : comme toujours dans ce genre d'ouvrage, il y a une abondante discographie, mais Malson a préféré donner comme références, non pas celles des disques qu'on peut actuellement trouver sur le marché, mais les références d'origine. Il a donc choisi de toucher plus le collectionneur que le grand public.

Ceux qui veulent s'initier au jazz peuvent le faire à l'aide du petit livre d'André Francis, *Jazz* que les Editions du Seuil ont réédité. André Francis, animateur de radio sur le jazz et organisateur de spectacles, n'est pas sans parti pris, notamment contre les développements les plus récents de la musique de jazz. Mais son livre a le gros mérite d'être actuellement l'ouvrage que l'on peut trouver en librairie le plus compréhensible et le plus pratique sur la question.

Jacques FONTENOY

Jazz d'André Francis - Coll. Solfèges - Editions du Seuil.



L'argent secret

de André CAMPANA

« Aujourd'hui, nous sommes arrivés au moment où un honnête homme est sur le fil du rasoir. On ne se tire pas d'une campagne législative à moins de 10 millions d'anciens francs ». C'est Robert Poujade, actuel maire de Dijon, qui a ce ton amer. Il est vrai que sa réélection aux prochaines municipales est incertaine. Mais il est vrai aussi que la politique, dans la démocratie bourgeoise, est une affaire de gros sous. La dernière campagne présidentielle aurait coûté à Chaban, Giscard et Mitterrand plus de 5 milliards d'anciens francs.

André Campana ne fait aucune révélation sensationnelle. Ceux qui en savent plus n'ont pas inté-

rêt à parler, explique-t-il. Pourtant l'éclairage qu'il donne est loin d'être inintéressant. Au-delà de l'argent que l'on voit (ou que l'on entrevoit) circuler, les groupes de pression entrent en action, les financiers occultes interviennent, les amis influents s'agitent, les trésoriers s'apprêtent à « faire des recettes, comme dans un secteur commercial, mais sans marchandise à vendre » (comme le dit l'UDR Pierre Ribes) et tout le mécanisme indispensable à la vie des grands partis de droite s'anime.

Et après avoir été conviés à certaine réunion du CNPF, où telle grosse entreprise se fait ti-

rer l'oreille pour payer le « ticket » fixé à 200 millions anciens pour l'élection de Giscard, nous nous retrouvons au sein du Parti Socialiste, aux côtés d'un Mitterrand obligé, peu avant les élections législatives de 1973, de demander à certains membres de son bureau politique de renvoyer les enveloppes compromettantes (2 000 F envoyés par un industriel) qu'ils avaient tout naturellement encaissées.

André Campana, ancien collaborateur du *Figaro*, animateur de l'émission télévisée *A armes égales*, ne prétend pas dénoncer. Il voudrait juste éclairer les rapports occultes de la politique et

de l'argent. Et il préconise une subvention de l'Etat, comme en République Fédérale Allemande, où chaque parti touche une somme proportionnelle au nombre de voix obtenues. Comme si cela changerait quelque chose au système qu'il décrit lui-même.

Mais *L'argent secret* ne manque pas d'intérêt, dans la mesure où il donne une idée de la façon dont les partis sont financés, ce qui en dit effectivement parfois plus que bien des programmes et bien des proclamations de foi.

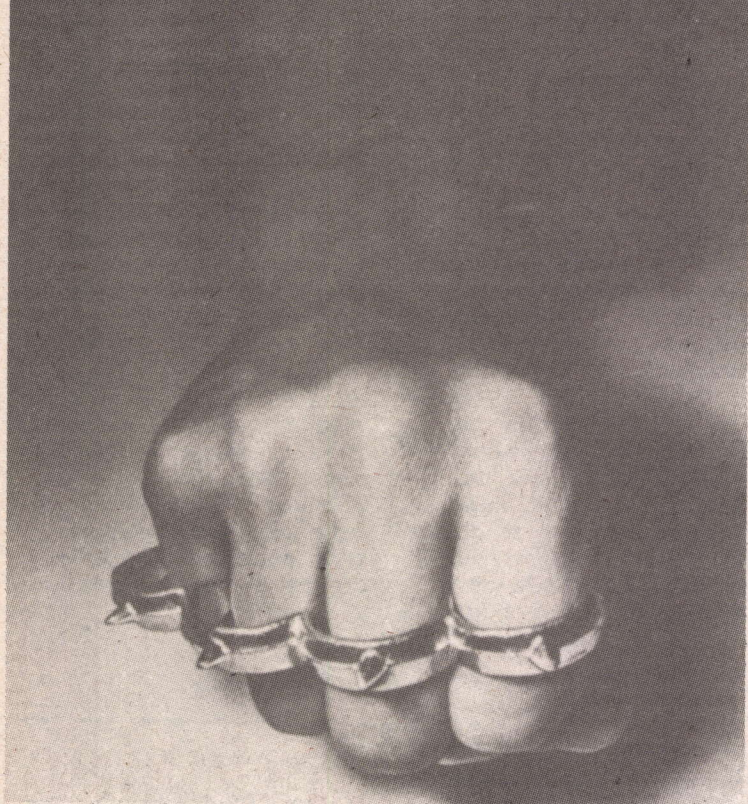
Hervé MARTIN

L'argent secret d'André Campana - Ed. Arthaud Les 4 vérités n° 1 - 25 F.

LIVRES

LES TRUANDS DU PATRONAT

Marcel Caille



Dans ce livre, ce secrétaire de la CGT dénonce la violence et les agissements des milices patronales.

Par des documents, il illustre la mise en fiches de milliers de travailleurs, grâce à la collusion du patronat et, en particulier, des renseignements généraux. Il rappelle l'utilisation des milices, comme à Saint-Etienne, lors de la grève des ouvriers de Peugeot en 1973, recrutées parmi les truands, les anciens militaires nostalgiques des guerres coloniales, par le biais de sociétés de gardiennage ou d'agences d'intérim. De même que les agressions perpétrées par les membres de la maîtrise ou par la CFT, hors et parfois même

dans les entreprises, à Berliet, Citroën ou Simca, contre des militants syndicalistes.

Il met en évidence les mille liens qui unissent les hommes d'affaires, les hommes politiques et les hommes de main.

Et ses dénonciations s'appuient sur de nombreux témoignages de militants ouvriers et des documents qui rendent cet ouvrage intéressant et vivant, bien que son auteur ne donne aucune perspective autre que légaliste et électorale pour lutter contre ces milices patronales.

Roger MEYNIER

Les truands du patronat de Marcel Caille - Editions Sociales - 36 F - 300 pages.

Le dossier Hersant

de Nicolas BRIMO

Aucune révélation dans ce dossier, qui n'est guère que le résumé de ce qui est déjà paru dans la presse ou dans d'autres livres, comme ceux qui relatent la prise de contrôle de Paris-Normandie ou du Figaro par le groupe Hersant. Les voiles ne sont pas tous levés, loin de là, sur l'origine des fonds avec lesquels Hersant a pu prendre le contrôle de 20 % de la presse française actuelle. Mais rien ne s'applique mieux à l'édifice d'Hersant que la formule de Proudhon « La propriété, c'est le vol ». La première pierre, c'est l'appropriation — qui sera de courte durée — d'un local et d'un appartement sur ordre des autorités allemandes d'occupation, en 1940. Le second apport vient du gouvernement de Pétain et, à la même époque, Hersant aurait fait du marché noir et cela lui vaut son premier séjour en prison.

Ainsi commence et se poursuit la carrière d'un arriviste qui exprime la recherche du profit par tous les moyens en formules crues parce qu'il n'a pas la pati-

ne des vieilles familles bourgeoises plus discrètes. L'argent lui permet de se faire élire député du « Front Republicain » de Guy Mollet en 1956. Admirateur de Pierre Mendès-France quand celui-ci est au pouvoir, il admire De Gaulle en 1958. Car l'important pour les affaires, c'est d'être du côté du pouvoir, d'être près des « copains » qui sont ministres. Leur aide est précieuse, pour intercéder auprès des banquiers quand ils s'appellent Chirac, ou auprès de la justice, quand ils s'appellent Lecanuet ou Poniatowski par exemple.

L'auteur présente l'ascension de M. Hersant comme une succession de prétendues « batailles » et le moins qu'on puisse dire est que cela laisse froid. Il reste une série d'indications satisfaisant à peine ceux qui voudraient connaître un des patrons actuels de la presse en France.

Stéphane LAROCHE

Le dossier Hersant de Nicolas Brimo - Ed. Maspéro - 120 pages - 20 F.

THEATRE

Guerre au troisième étage

de Pavel KOHOUT

Le troisième étage, c'est celui d'une maison paisible où dorment, puisqu'il est 2 heures du matin, M^e Emile Blaha et sa femme. Le télégraphiste, qui vient frapper à ce moment à la porte de leur chambre à coucher, remet à M^e Blaha son ordre de mobilisation pour la guerre. Cette guerre va se dérouler... dans la chambre à coucher.

Tout cela semble absurde à ce brave M^e Blaha, en pyjama,

qui voit débarquer tour à tour la médecine militaire, les flics, les généraux, puis un « ennemi », aussi perdu que lui-même.

C'est l'occasion pour Pavel Kohout, écrivain et dramaturge tchèque, chef de file des écrivains contestataires tchécoslovaques du « Printemps » de Prague, d'ironiser amèrement sur la bureaucratie, bien sûr, mais aussi d'attaquer le militarisme et les militaires. Et le petit-

bourgeois qui veut dormir sur ses deux oreilles en ignorant tout cela n'est pas épargné.

La force de cette ironie touche le spectateur. De plus, la pièce est brève, enlevée et fort drôle. Dans cette toute petite salle, le théâtre est vraiment un jeu vivant, auquel on ne peut que participer. C'est un plaisir.

Viviane LAFONT

Petit Odéon, Paris-6^e, jusqu'au 20 mars, tous les soirs (sauf lundi), à 18 h 30. Places : 16 F.

CAFÉ-THÉÂTRE :

Nous chantons, ne vous déplaie

de et avec Sabine BELLOC, Danièle BERDOU et Christiane COSTA

Elles sont trois sur scène, qui chantent et jouent leurs chansons. A leur répertoire : C. Grimm, Bobby Lapointe, Boris Vian, Gilles Vignault, Sabine Belloc et d'autres encore.

Elles passent, avec un égal bonheur de l'ironie à la tendresse, de la malice à la révolte, du « social » au loufoque.

Elles se moquent gentiment des minettes, fermement des mâles, méchamment des misogynies.

Leur dénonciation du sort fait

aux femmes dans cette société sonne juste et frappe fort.

Comme elles sont en outre remarquablement accompagnées à l'accordéon et au clavietta, le tout donne un spectacle bien enlevé, drôle et d'une grande fraîcheur.

Il faut vite aller les entendre et les voir.

Au Café d'Edgar, 58, Bd. Edgar-Quinet, Montparnasse. Entrée 25 F, étudiants 20 F.

Tous les soirs à 21 h 45, sauf le dimanche.

CHANSON DE FEMME

Chanson de femme nous communique qu'elle organise un spectacle tous les vendredis de 18 h 30 à 20 heures, dont la première aura lieu le 4 mars prochain : Avec toutes ces dames. Une crèche-cantine gratuite est prévue pour les enfants.

Ensuite, un spectacle différent aura lieu chaque mois.

Les 11, 18 et 25 mars prochains, vous pourrez écouter deux Catalanes en quête de vie : Teresa Rebull et Mara.

Les spectacles auront lieu à : L'AIRE LIBRE, 3, impasse de la Gaité, 75014 PARIS. Tél. 322-70-78.

Sélection télévision

Samedi 26 février

FR3 - 20 h - Thalassa, magazine de la mer : La recherche en mer du Nord.

FR3 - 20 h 30 - Opéra : Didon et Enée, de Purcell, musicien anglais du XVII^e siècle.

Dimanche 27 février

TF1 - 19 h 15 - Les animaux du monde : première émission d'une série consacrée au comportement des animaux. Dans celle de ce dimanche, l'adaptation des animaux à la vie au Sahara.

TF1 - 20 h 30 - Film : Pancho Villa, de Buzz Kulik, avec Yul Brynner, Robert Mitchum. Ce film, qui date de 1968, n'égale pas, loin s'en faut, Viva Villa, interprété par Wallace Berry, que la télévision avait diffusé il y a quelques mois. Il s'agit là d'une honnête tentative de portrait du révolutionnaire mexicain, dans le style western. Mais n'y cherchez pas trop une analyse historique.

FR3 - 20 h 30 - L'homme en question : Claude Oliviens-tein, médecin, qui s'occupe

des drogués, auteur du livre Il n'y a pas de drogués heureux.

Lundi 28 février

TF1 - 20 h 30 - L'avenir du futur. Un film de science fiction : THX 1138, relate l'histoire d'une société qui, après une guerre atomique, se réfugie sous la terre. Le débat qui suit est intitulé : « Les angosisses de l'an 2000 ».

Mardi 1^{er} mars

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran : La sécurité des citoyens face à la violence. La discussion est introduite par un film américain, L'incident, qui relate l'intrusion dans un wagon de métro new-yorkais de deux voyous qui terrorisent les voyageurs. Les participants au débat ne sont pas encore connus, mais il y a de fortes chances qu'un tel débat véhicule un certain nombre des préjugés anti-jeunes et pro-policiers, qui font régulièrement première page du Parisien libéré.

Vendredi 4 mars

TF1 - 20 h 30 - Au théâtre ce soir : Les hussards, de P.H. Bréal, mise en scène de Jacques Fabbri. Une pièce truculente qui a pour cadre la campagne milanaise, en 1796. Quiproquos et malentendus mettent aux prises les membres d'une brave famille de la région et deux hussards de l'armée de Bonaparte.

FR3 - 21 h 30 - Les grandes batailles du passé : Gunwald-Tannenberg (1410). Cette émission relate la bataille qui opposa les Polonais aux Chevaliers Teutoniques, ordre religieux et militaire installé dans ce qui va devenir la Prusse et qui joue au Moyen Age le rôle de gendarme et de troupe mercenaire à l'est de l'Europe. Ce sont ces Chevaliers Teutoniques que l'on voit se faire battre par Alexandre Newsky dans le film d'Eisenstein, en 1242. La bataille de Tannenberg est l'occasion d'une évocation de l'histoire de cet ordre religieux et de l'histoire du Moyen Age.

ANTENNE 2 - 22 h 45 - Ciné-Club : Lancelot du lac, de Robert Bresson.

■ Ça y est, nous allons entrer officiellement dans la campagne électorale. En fait, cette campagne, cela fait belle lurette que les hommes et les formations politiques l'ont démarrée, et elle durera jusqu'aux législatives, auxquelles tous se préparent.

Mais la toile de fond de cette campagne, c'est la crise. C'est l'inflation, c'est le chômage qui s'étend. Et c'est toute la morgue des hommes d'Etat au service des capitalistes qui s'étale complaisamment. Ils ne nous promettent même plus que tout ira mieux bientôt ! Ils osent nous expliquer que c'est de notre faute si nous sommes chômeurs, que c'est nous qui coûtions si cher à la Sécurité sociale qu'elle est en faillite...

Et pendant ce temps, que fait la gauche ? Marchais a beau dire que les bagarres entre les hommes politiques de droite entre les Chirac et les d'Ornano, ne sont que du cinéma, un moyen de faire oublier aux travailleurs leurs véritables problèmes, la gauche elle aussi fait son cinéma. Parti Communiste et Parti Socialiste se battent en ce moment pour quelques places dans les conseils municipaux

Le 13 mars votez pour les listes :

" POUR LE SOCIALISME, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS "

poux — comme si cela pouvait changer quelque chose à notre sort. Pour toutes les organisations de gauche, les prochaines législatives priment tout, la seule perspective, elles nous le disent et le répètent, c'est d'y battre la droite. Tout est subordonné à ce but. Et au lieu d'organiser, d'unifier, de centraliser les luttes nécessaires, elles les éparpillent — quand elles ne nous demandent carrément pas de les suspendre pendant la campagne.

Pourtant, seule la lutte pourra faire reculer les possédants décidés à faire payer le gros de la crise à la classe ouvrière. Pas le bulletin de vote. Et cette

lutte, la classe ouvrière a les moyens et les ressources nécessaires pour la mener.

Mais les possédants ont trouvé dans ces perspectives électorales un bon moyen de canaliser notre mécontentement et nos désirs de riposte. Ils espèrent que nous patienterons jusqu'aux élections. Si nous sommes trop mécontents, nous aurons alors la ressource de voter à gauche, et il nous sera même peut-être offert, si celle-ci gagne les élections, un gouvernement de gauche. Mitterrand se présente déjà partout en futur Premier ministre, et les capitalistes l'acceptent d'avance : ils

savent que cela ne changera pas grand chose pour eux, Mitterrand le leur a promis.

Mais si cela ne change pas grand chose pour eux, cela ne changera pas grand chose pour nous non plus.

C'est pour dire tout cela que les révolutionnaires ont décidé de présenter dans ces élections des listes « Pour le Socialisme, le Pouvoir aux Travailleurs ». Ces listes ont peu de chances d'être élues ? Peut-être. Mais voter pour elles, c'est le seul moyen dans ces élections de dire au gouvernement et aux hommes de droite qu'il existe dans le pays des travailleurs décidés à ne

pas se laisser faire. C'est le seul moyen pour les travailleurs de dire à Mitterrand et à Marchais que s'ils votent pour les partis de gauche au deuxième tour, ce n'est pas pour les voir servir les intérêts des patrons et désorganiser leurs luttes.

Qu'un nombre important de voix se portent sur les listes révolutionnaires et ils sauront que la classe ouvrière n'est pas comme ils le croient un simple appoint électoral, mais une force avec laquelle les partis de droite et ceux de gauche devront compter.

Cela ne remplacera pas, bien sûr, les luttes nécessaires. Mais c'est le moyen de marquer le coup et de préparer les luttes futures.

C'est pourquoi Lutte Ouvrière appelle les travailleurs, et toute la population laborieuse, à voter au premier tour, là où elles seront présentes, pour les listes « Pour le Socialisme, le Pouvoir aux Travailleurs ». Et que nous demandons à tous nos lecteurs et sympathisants de nous rejoindre le plus nombreux possible dans cette campagne électorale pour nous aider à défendre cette perspective-là.

S.F.

RÉUNIONS PUBLIQUES

GRENOBLE

Réunion publique de Lutte Ouvrière sur le thème :

« LES REVOLUTIONNAIRES ET LES ELECTIONS MUNICIPALES »

mercredi 2 mars

salle Millet, rue Millet, à 20 h 30

ROUEN

Meeting commun dans le cadre de la présentation d'une liste

« POUR LE SOCIALISME, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS »

samedi 26 février,

salle Sainte-Croix des Pelletiers, à 20 h 30 avec la participation d'Arlette Laguiller et d'Alain Krivine.

DIJON

Meeting de la liste

« POUR LE SOCIALISME, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS »

samedi 5 mars

Dans l'après midi, projections, discussions avec des militants, des candidats.

A 20 h 30

discours par des représentants de la liste des candidats, au Palais des Congrès.

18 ANS DE PRISON POUR LE " FOU DE LA 504 "

Dorkel est-il vraiment fou comme le qualifient certains journalistes ? Peut-être pas, mais, selon les médecins qui l'ont examiné, son intelligence est à la limite de la débilité. Son crime d'ailleurs, son « jeu » de stock-cars avec des voitures qui passaient, est un crime de débile. Son attitude au procès enfin, qui consistait à nier l'évidence pour l'avouer à la fin, est puérile et stupide.

Manifestement, c'est de l'hôpital, c'est de rééducation — ou plutôt d'éducation, car il n'en a guère reçu — qu'a besoin un individu comme Dorkel.

Au lieu de cela, les jurés de Pontoise viennent de lui infliger dix-huit ans de prison. La prison pour guérir la folie ? C'est une dérision.

La faiblesse d'esprit de Dorkel ne lui a pas rendu service devant le tribunal. S'il s'était présenté repentant et soumis — « intelligemment » donc — il aurait certainement obtenu une peine de prison moins lourde.

Le verdict des jurés n'est pas étonnant. Tout comme le crime il est un produit de cette société où l'on ne soigne pas les individus qui en ont besoin mais où on les réprime. Mais comme tous les verdicts de ce genre, il n'aura bien entendu aucun effet sur tous les Dorkel en puissance qui ne disparaîtront que lorsque la société changera, et pas avant.

Hervé MARTIN

André VICTOR

Idi Amine Dada :

un élève des armées impérialistes, un émule de Massu

Le 24 février dernier, la Grande-Bretagne a demandé une enquête sur « les violations des droits de l'homme » en Ouganda au cours d'une séance à huis-clos de la Commission des droits de l'homme de l'ONU. La veille, c'était le porte-parole du département d'Etat américain qui avait manifesté « sa profonde inquiétude devant les preuves persistantes de violations massives des droits de l'homme en Ouganda ».

« Violations des droits de l'homme », il s'agit là d'un doux euphémisme pour désigner les massacres qui avaient eu lieu ces dernières semaines en Ouganda, sous les ordres du dictateur Idi Amine Dada : deux cents corps dont des femmes et des enfants auraient été décou-

verts dans la forêt de Mabira, le long de la route Kampal-Kinja, tandis que 700 soldats et policiers arrêtés le lundi 21 février auraient été fusillés. Le nombre total des militaires des tribus Langi et Acholi disparus serait de 2 000, affirmant des réfugiés cités dans un journal de Nairobi, tous les civils du village Akaroro auraient été tués par les « marines » du régime. Idi Amine Dada lui-même a reconnu qu'il y avait eu au cours des derniers jours des « incidents » dans des casernes entre soldats Langi et Acholi et des membres d'autres tribus...

Devant les exactions de la dictature ougandaise, les gouvernants des différents pays occidentaux y ont été de leur indignation hypocrite. La palme

revient sans doute aux députés libéraux britanniques qui ont demandé au gouvernement anglais de prendre des mesures pour suspendre l'Ouganda du Commonwealth. Quel aveu involontaire !

Car ce pays fait effectivement partie du Commonwealth, c'est-à-dire de la Communauté de l'Empire britannique.

Et c'est bien l'impérialisme anglais qui a soutenu la dictature à sa mise en place et qui se garda de dire mot quand travailleurs et paysans en étaient les victimes. Et c'est bien avec la protection de l'impérialisme, britannique notamment, que ce régime odieux se maintient aujourd'hui ; car sans l'accord tacite des grandes puissances, son pou-

voir serait vite compromis.

Le comble, c'est aussi ce mépris teinté de racisme de tous les dignitaires « civilisés » du monde capitaliste occidental qui font mine de voir dans Idi Amine Dada le représentant de « l'arriération africaine », alors que c'est au sein d'une armée colonialiste blanche qu'il a appris ces méthodes.

Car tout de même, qu'est donc Idi Amine Dada sinon le pendant africain des brutes galonnées de toutes les armées impérialistes du monde, comme les officiers français de l'école Massu qui torturèrent et assassinèrent tout autant et avec autant de sauvagerie pendant la guerre d'Algérie.